

Les « petits » et le désarmement

TOUTE une partie du monde a beau s'écrouler, les pesanteurs stratégiques et géopolitiques demeurent. On l'a vu dans les récentes propositions de désarmement par lesquelles, tout en sacrifiant à l'esprit du temps et à leur nouvelle entité, Américains et Russes n'ont pas moins réaffirmé leurs préoccupations traditionnelles : les premiers, en demandant le démantèlement prioritaire des armes les plus dangereuses pour eux (les missiles à têtes multiples) ; les seconds, en écartant poliment cette même proposition pour se montrer en revanche plus généreux dans les domaines où ils sont les plus faibles (bombardiers et missiles de croisière).

Comment s'étonner dans ces conditions que les autres puissances nucléaires, les « petits » du club, aient réagi en fonction de leurs propres pesanteurs ? De Londres à Pékin en passant par Paris, la concordance des positions est frappante : même satisfaction devant le nouvel effort des « grands », mais aussi même prudence face à ce qui n'est encore qu'une « intention » exprimée, même refus de s'engager dans une négociation par trop déséquilibrée entre les « grands » et les « petits ».

CERTES, Pékin va plus loin que les autres en posant comme condition à son entrée dans le processus un arrêt général des essais et la réduction de tous les arsenaux « au niveau de la Chine ». Mais M. Mitterrand dit en substance la même chose en parlant de niveau « comparable ». Tout comme M. Major, qui fait valoir que, même après les réductions proposées, l'arsenal nucléaire de la CEI restera quinze fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne.

Le rappel de ces préoccupations, déjà exprimées au temps de la guerre froide, peut paraître relever d'un conservatisme frivole, à l'heure où tout le monde espère récolter les « dividendes de la paix ». Mais deux considérations leur donnent une plus grande actualité.

La première est l'incertitude qui prévaut à Moscou sur la forme que prendra la CEI tout comme sur le nouveau pouvoir de M. Eltsine. A l'heure où tout le monde s'interroge sur le contrôle opérationnel des armes dans l'ancienne armée rouge et sur le rôle des Républiques - sans parler d'une fuite des cerveaux qui a sans doute déjà largement commencé - il est difficile de se contenter d'assurances selon lesquelles les fusées russes ne viendraient plus les cités occidentales.

La seconde est que le principe de la dissuasion, qui préexistait à l'apparition de l'arme atomique, reste incontournable. Le monde reste et restera dangereux en dépit de la disparition de la principale menace, laquelle d'ailleurs en fait surgir d'autres. Et la principale tâche du jour n'est pas de « désinventer » l'atome, mais bien plutôt d'empêcher celui-ci d'apparaître dans des régions encore plus troubles que l'hémisphère nord. Face à tous ces bouleversements, il n'est pas indifférent que l'Europe puisse disposer de tous les moyens nécessaires à sa défense, y compris de la dissuasion.

Lire page 6
l'article de LAURENT ZECCHINI
et la réaction
de M. François Mitterrand

M0147 - 02010 - 6,00 F



M. Georges Habache a été placé en garde à vue

- Le FPLP demande à la France de laisser partir son chef
- Sanctions contre Mme Dufoix et des hauts fonctionnaires

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a demandé depuis Damas, vendredi 31 janvier, au gouvernement français d'autoriser le départ de France de son secrétaire général Georges Habache, hospitalisé à Paris mercredi soir. La décision d'accueillir M. Habache a provoqué la démission de trois hauts fonctionnaires, dont le numéro deux de la diplomatie française, le secrétaire général du Quai d'Orsay, et le départ de Mme Dufoix de son poste de conseiller à l'Elysée. Dans tous les centres du pouvoir concernés par cette affaire, on affirme que ces sanctions concernent les seules personnes ayant pris sur elles d'accepter la venue de M. Habache en France. Le chef du FPLP, dont l'état de santé avait été présenté

comme très grave par le Croissant-Rouge palestinien, a été placé, jeudi soir, en garde à vue à l'hôpital Henry-Dunant de la Croix-Rouge française. Le juge Bruguière a en effet délivré une commission rogatoire à la DST pour entendre M. Habache dans un dossier ouvert en 1989 et concernant la découverte d'une cache d'armes en forêt de Fontainebleau en 1986.

Récit d'un cafouillage

« C'est un cas incroyable, une histoire extraordinaire ! Vous n'allez pas me croire mais c'est ainsi : l'Etat fonctionne comme ça ! » Cette réponse d'un haut personnage de l'Etat, vendredi matin, à l'un de ses interlocuteurs incrédules, résume la version officielle de ce qui est devenu, entre les soirées de mercredi et jeudi, l'affaire Habache. Cette version est d'une simplicité accablante : la décision d'accueillir le chef du FPLP aurait été prise par les quatre personnes sanctionnées depuis, et elles seules, sans en référer à leurs ministres, et encore moins à

l'Elysée et à l'hôtel Matignon. MM. François Scheer, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Bernard Kessedjian, directeur du cabinet de M. Roland Dumas, Christian Vigouroux, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, et Mme Georgina Dufoix, chargée de mission auprès du président de la République, auraient donc pris cette initiative « de leur propre chef ». Au sommet de l'Etat, on est catégorique : ce scénario ahurissant reposerait sur l'imprévisibilité et le manque de sens politique de quatre personnes.

Lire la suite page 4

Lire

- Georges Habache, le chef du « front du refus » par LUCIEN GEORGE
- Les réactions en Israël par PATRICE CLAUDE
- M. Mitterrand affirme avoir été tardivement informé par JEAN-PIERRE LANGELLIER
- Un plaidoyer aggravant par ALAIN ROLLAT
- M. Georges Dufoix aux avant-postes par FRANK NOUCHI
- M. François Scheer, ou les médiations sensibles par PIERRE SERVENT
- Le point judiciaire par ANNE CHEMIN pages 3 à 5



Maladies

par Bruno Frappat

Soigner Georges Habache, des médecins s'en occupent. Soigner l'Etat, il y faudrait une thérapie dont l'urgence saute aux yeux même si elle reste à inventer.

L'affaire Habache, nœud complexe où se trouvent entremêlés les fils de la diplomatie, ceux du terrorisme, de la justice, de la police, des organisations humanitaires, a éclaté dans un ciel qui n'était déjà pas très serein.

A ce stade de l'information on perçoit quatre aspects principaux qui peuvent alimenter questions, perplexité, voire inquiétude. Un cafouillage institutionnel, une bêtise diplomatique, un débat éthique et un casse-tête judiciaire.

Le cafouillage est d'autant plus perceptible qu'il est clairement avoué. Les responsables sont désignés par la sanction qui les frappe : l'Etat punit quatre personnes, et non des moindres, parmi ses serviteurs.

Lire la suite page 5

Le sacre de Boris Eltsine

Le président russe, qui participe aux rencontres de New-York et de Camp David, entre dans le club des « grands »

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Les sommets font les sommités, et les rencontres successives de New-York et de Camp David font « officiellement » de Boris Eltsine un « grand » de ce monde et de la Russie une superpuissance. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne sont peut-être plus les seules puissances nucléaires de fait, et

les « deux grands » ont sans doute perdu l'un et l'autre de leur grandeur. Mais les habitudes de pensée et les apparences changent moins vite que les réalités : le président russe vient en Amérique recevoir le sacre de la communauté mondiale, recueillir, pour lui-même et pour son pays, l'héritage de Mikhaïl Gorbatchev et de l'URSS.

La quarantaine où l'avait maintenu plus longtemps que de

raison l'Occident incapable de détacher les yeux de M. Gorbatchev est, par la force des choses, définitivement levée. Et c'est sur Boris Eltsine qu'on est bien contraint de reporter à présent les espoirs déçus par son prédécesseur : celui d'incarner un centre supposé plus stable que la périphérie, de diriger un atelage qui part en tous sens, en un mot de rassurer. Respectant la tradition, M. Eltsine a préparé sa

venue en Amérique en se plaçant d'emblée sur le terrain réservé aux « supergrands », celui du désarmement nucléaire. Tradition toujours, il a répondu aux ambiteuses propositions de M. Bush par des projets de réduction encore plus considérables, sans pour autant accorder à toutes les demandes des Etats-Unis.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 7

Paribas apure ses comptes

La Compagnie financière est déficitaire pour la première fois depuis cent vingt ans

par François Renard

Malgré un vif redressement de ses activités proprement bancaires, la Compagnie financière de Paribas annonce un déficit de 200 millions de francs en 1991, le premier depuis sa fondation, en 1872, contre un bénéfice de 2,5 milliards en 1990. La raison : des déboires de sa filiale Paribas Suisse, sur laquelle elle a dû constituer 2,8 milliards de francs de provisions exceptionnelles.

Sur ce montant, 800 millions de francs sont consacrés au provisionnement intégral des crédits sur les sociétés du groupe britannique Maxwell (première initiative de ce genre parmi les banques créancières), une somme non indiquée est appliquée aux 900 millions de prêt accordé au groupe helvétique Omni, qui a déposé son bilan, et, surtout, 1,5 milliard de francs au minimum concerne le portefeuille de crédits immobiliers consentis à des promoteurs suisses de la région de Genève.

Dans cette région a sévi une spéculation effrénée à la hausse, alimentée par un optimisme

excessif et suivie par une profonde dépression, conjuguée avec une crise de l'emploi. Résultat : de nombreux locaux vides, notamment à la zone frontalière, et une « colle » caractéristique pour les promoteurs et leur banque Paribas Suisse, qui avait déjà provisionné 200 millions de francs en 1990.

Pour en avoir le cœur net, la maison mère ordonna, l'an dernier, deux audits, interne et externe, du portefeuille immobilier, pour finalement se résoudre à le provisionner, donc le déprécier à 50 %, faute d'espoir dans un retour rapide à meilleure fortune. Pendant ce temps, les opérations en revenus de Paribas, qui avaient chuté de 80 % en 1990, revenant de 2,1 milliards à 400 millions de francs, sont repassées à 1,7 milliard de francs, grâce à une augmentation de 12 % du produit net bancaire et de 70 % du revenu brut d'exploitation de la banque Paribas, qui atteint 9,6 milliards de francs de provisions, contre 5 milliards de francs l'an dernier.

Lire la suite page 15

La démission du premier ministre irlandais

Personnalité controversée, M. Charles Haughey quittera aussi la direction de son parti, le Fianna Fail. page 8

Tests génétiques pour sportifs

Pour éviter les dérives, le gouvernement complètera l'avant-projet de loi sur la bio-éthique. page 9

Trois projets de reprise pour La Cinq

Les chaînes françaises sont hostiles aux ambitions de M. Berlusconi. page 13

Usinor-Sacilor supprime 8 000 emplois en trois ans

Le numéro un européen de la sidérurgie affiche 3 milliards de francs de pertes en 1991. page 13

M. Louis Vianet secrétaire général de la CGT

Le successeur de M. Henri Krasucki a été élu à l'issue du 44^e congrès. page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20



Daniel Boulanger
de l'Académie Goncourt
Un été à la diable
roman

nrf

GALLIMARD

DÉBATS

Pour la télévision publique

L'instrument de la démocratie de masse

par Dominique Wolton

LES difficultés de La Cinq illustrent la fragilité économique et financière de la télévision. C'est le premier événement qui, en dix ans, montre que la télévision privée n'est pas en soi la solution aux défauts longtemps reprochés à la télévision publique. Il relativise le discours qui, en France et en Europe, présente le secteur public comme archaïque, dépassé, et le privé comme le seul avenir raisonnable pour la télévision. En réalité, il y a pas trop de deux secteurs pour résoudre les problèmes diablement compliqués posés par la télévision. Leur opposition radicale est d'autant plus discutable, que pour le moment la télévision privée, récente en Europe, est en bonne partie dirigée par des hommes formés par la télévision publique. Quant aux télévisions publiques, tout en clamant bien fort leur différence, elles n'offrent pas au spectateur la preuve quotidienne de leur supériorité naturelle.

Trois choses sont certaines. Un système de concurrence équilibré est indispensable pour compenser les dérives de l'un et de l'autre secteur. Il existe une différence de nature et de conception entre les deux, qu'il est indispensable de conserver, car elle traduit deux manières complémentaires de concevoir le rôle de la télévision dans la société. Le déficit de réflexion concerne aujourd'hui plutôt la télévision publique, qui doit

redéfinir sa place dans un système concurrentiel. Pour contribuer à relancer une réflexion sur la télévision publique, je voudrais ici rappeler quinze arguments d'ordre théorique en sa faveur.

Une égalité indispensable

La démocratie de masse est une rupture considérable dans l'histoire politique de l'humanité. Jamais auparavant autant de citoyens n'ont participé à la vie publique, n'ont été informés, ne se sont exprimés et n'ont voté de manière égalitaire. Qui en dehors des médias de masse, et au premier rang desquels la télévision, peut assurer cette égalité indispensable à l'exercice de la démocratie ?

La télévision n'est donc pas un frein à la démocratie, mais au contraire une condition de son exercice. Elle est d'ailleurs pour des millions de citoyens la principale, pour ne pas dire la seule source d'information, de distraction et de culture. Cela crée une responsabilité.

Dans la mesure où la télévision publique est un peu plus indépendante du profit, il lui est plus facile d'affronter cette responsabilité. Et, contrairement à ce qui est souvent dit, la télévision privée n'est pas indépendante du pouvoir politique, car les seules chaînes privées susceptibles de produire doivent, pour des

raisons financières, être adossées à des grands groupes de communication qui sont en négociation permanente avec le pouvoir politique. Cela n'a rien d'extraordinaire, mais exorcise l'idée un peu naïve selon laquelle la télévision privée est indépendante du pouvoir politique.

L'égalité d'accès à la télévision est fondamentale, car tout le monde la regarde, et tout le monde en parle. Du haut en bas de l'échelle sociale. C'est peut-être même la seule activité réellement égalitaire dans une société où les inégalités sont aussi nombreuses que les mesures en faveur de l'égalité.

La télévision généraliste qui essaye, sans jamais y arriver complètement, de satisfaire les publics est le médium de masse par excellence. Nul doute qu'une télévision publique généraliste saisisse un peu plus facilement à cette exigence que la télévision privée, obligée de dégrader des profits et de conserver les seuls programmes rentables.

La télévision publique admet la primauté de l'offre sur la demande, comme on le constate d'ailleurs pour la plupart des industries culturelles. Plus l'offre obéit à une certaine exigence de qualité, plus cette exigence a des chances de se répéter du côté de la demande. En tout cas, partir de l'offre déplace le raisonnement fréquent qui, audimat à l'appui, nie la nécessité de meilleurs pro-

grammes. C'est oublier que l'audimat ne mesure pas la demande mais la réaction à l'offre. Plus l'offre est mauvaise, plus il y a de chances que la demande la reflète. Et inversement.

La télévision publique en valorisant l'offre introduit une indépendance relative par rapport à l'audience. Celle-ci n'exprime pas toute la demande, et les dirigeants peuvent poursuivre une politique de programmes hors des résultats immédiats. Les ressources ne dépendent pas uniquement de l'audience, elle peut offrir à des heures de grande écoute des programmes non assurés de la plus forte audience, et éviter le rejet en deuxième partie de soirée des programmes « plus intelligents ».

Maintenir l'existence d'un principe de qualité des programmes est plus facile à la télévision publique pour assurer les missions de service public vis-à-vis de la francophonie, et pour la coopération internationale, afin d'éviter que l'explosion commerciale de la communication ne soit uniquement régie par le marché.

Economie

La télévision publique facilite la diversité et non réduit aux seuls programmes à succès. La diversité d'une industrie des programmes est aussi une condition de la diversité des émissions. Révaloriser l'économie publique de la télévision est essentiel au moment où beaucoup veulent la soumettre uniquement au marché. D'ailleurs, dans tous les pays, il existe une économie protégée de la presse, de l'édition, du cinéma. Pourquoi admettre la fragilité de ces industries culturelles et la nier pour la télévision ? Les enjeux sociaux et culturels de la télévision ne débordent pas aussi les règles du jeu économique ? Laisserait-on la science, l'éducation, la défense, la santé obéir aux seules règles de ce même marché ?

Enfin, face aux nouvelles technologies, la télévision publique mène une certaine distance à l'égard des promesses de « la révolution de la communication ». Certes, les échecs du câble en France et les difficultés européennes de la TVHD ne plaident pas a priori dans ce sens ! Mais dans une perspective historique large, il est probable qu'une référence à l'intérêt général nuancera les promesses techniques qui, tous les dix ans, annoncent une « révolution de la société ». La rentabilité économique indispensable ne doit pas faire

oublier qu'au bout des téléviseurs se trouvent des millions d'individus pour lesquels la télévision est le compagnon le plus intime de la vie privée et de l'accès au monde.

Le lien social

Le génie de la télévision est de pouvoir participer librement, de chez soi, à une activité collective. C'est le mélange de ces deux dimensions contradictoires, la consommation privée d'une activité collective, qui en fait un lien social irremplaçable dans une société de masse. Contrairement à ce que l'on dit souvent, la télévision ne crée pas l'isolement ni le repli sur soi. Elle vient après les transformations sociales et culturelles qui, de l'exode rural à la création des banlieues et à l'éclatement de la famille, ont multiplié les situations de solitude. Elle est donc plutôt un remède à la solitude qu'une cause de solitude en attendant mieux.

La télévision publique contribue à freiner l'installation d'une télévision à deux vitesses : généraliste et bas de gamme pour les quelques programmes assurés de succès, thématique et plus ou moins payante pour les programmes intéressants. Au contraire, la force de la télévision est d'offrir le plus grand nombre possible de programmes au sein d'une grille, en laissant aux spectateurs la liberté de choisir.

Il est plus facile de faire des chaînes thématiques que des chaînes généralistes car on prend le spectateur au pied de sa demande, sans avoir à essayer de l'intéresser à autre chose. Sous couvert de liberté, il s'agit d'une réification des inégalités sociales et culturelles puisque les programmes recouvrent les strates culturelles. Chacun à sa place, et tout reste en ordre.

L'Europe

Les adeptes du libéralisme ramènent l'Europe à un marché : et les eurocrates veulent utiliser la télévision pour accélérer la construction d'une identité européenne incertaine. Dans les deux cas, la télévision se trouve rapidement au cœur d'enjeux économiques et politiques considérables. Si l'espace européen s'ouvre sur le plan économique et politique, il est souhaitable de conserver le seul facteur de différence, les identités culturelles, qui s'expriment notamment au sein des télévisions nationales. Il suffit d'être en Belgique ou en Suisse romande pour constater

comment, dans des pays pourtant si proches, la télévision traduit et reflète un style propre à chacune de ces cultures. Et que dire de la Grande-Bretagne ou la Grèce...

Ce n'est pas au moment où disparaissent les frontières qu'il faut, en plus, vouloir un espace de communication européen. Celui-ci se fera, mais plus lentement que l'Europe économique et politique, justement parce qu'il renvoie aux identités culturelles qui resteront les seuls facteurs distinctifs. Plus on veut faire l'Europe, plus il faut préserver ces identités dont on rabâche pourtant qu'elles sont sa chance tout en voulant les réduire au plus vite. Autrement dit, l'identité, la plus-souvent nationale, est une condition de la communication.

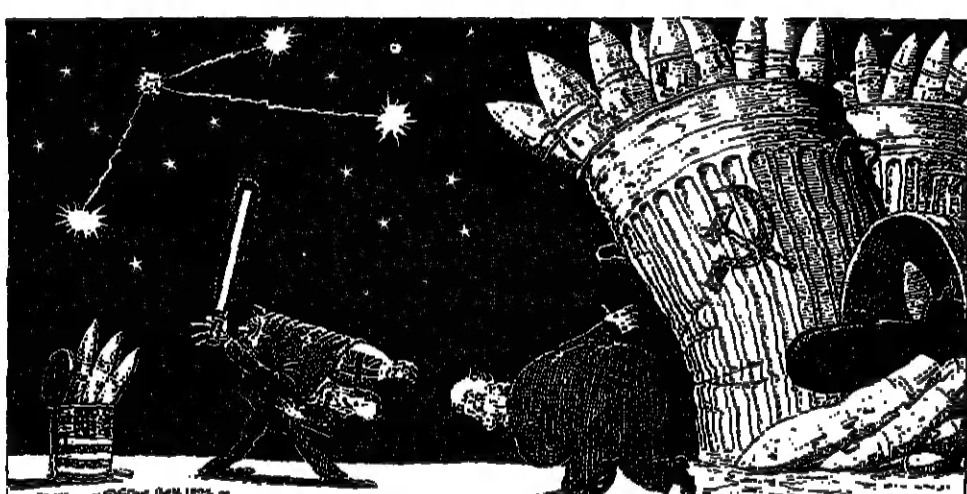
La télévision publique est mieux placée pour assurer ce mouvement de refondation d'une identité nationale et d'ouverture progressive sur les autres. De même qu'hier la télévision privée a favorablement bousculé la télévision publique, de même aujourd'hui faut-il appuyer l'existence des télévisions publiques pour éviter l'effacement de l'espace audiovisuel aux seuls intérêts des grands groupes de communication.

La redécouverte des frontières historiques de l'Europe souligne la nécessité de respecter les différences entités politiques, géographiques et culturelles. Et en leur sein le rôle joué par la télévision, comme média de masse. Ces pays et ces cultures, encore plus qu'en Europe de l'Ouest, requièrent le respect de leur histoire pensée et immédiate. La détermination entre les télévisions en Europe constitue un moyen pour éviter l'assimilation entre nationalisme et construction d'un nouvel espace européen, entre identité et élargissement de l'Europe.

En un mot, la télévision pose des questions les plus complexes des sociétés modernes, et, si la télévision publique n'apporte en soi aucune réponse idéale, rien ne permet l'nom du modernisme d'être déqualifié l'apport. La concurrence entre les deux secteurs ne garantit pas non plus, en soi, une solution, mais traduit-elle une certaine nécessité.

► Dominique Wolton, directeur du Laboratoire communication et politique du CNRS.

TRAIT LIBRE



Dessin de Steve Bell, The Guardian, 30 janvier 1992

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Élu "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h00	

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

Le courage de la création

par Jack Ralite

A propos de La Cinq et de la crise profonde de l'audiovisuel français qu'elle traduit, je ferai six remarques :

1. - Depuis des années l'affairisme domine dans l'audiovisuel, avec, comme dérivé, de moins en moins de régulation. On voit le résultat : le plan câble moribond, les satellites TDF1-TDF2 quasi inutiles, la SFP malmenée, le service public fragilisé, le D2MAC (télévision haute définition) en difficulté au niveau européen, la Six affaiblie et La Cinq avec le dépôt de bilan de Hachette. C'est la loi du marché triomphante et de ses victimes. L'alternative, c'est changer de politique audiovisuelle.

2. - Quand on parle de télévision, on parle de programmes, c'est-à-dire d'informations mais aussi, et c'est capital, de fictions, de créations, de plaisirs, de connaissances, donc de productions de ces fictions et créations. La télévision française comme les télévisions européennes sont en déficit de ce point de vue. Il n'y a pas de solution viable sans privilégier cet aspect de la question. Il faut développer la production image en France (cinéma et télévision).

3. - On nous dit pour La Cinq : « Il n'y a qu'une alternative, l'écran noir ou la dérégulation. » C'est comme si à propos d'une automobile on disait il n'y a qu'une alternative, ou la laisser au garage, ou la laisser rouler, mais sans code de la route. Je suis pour la régulation, couplée bien sûr avec l'augmentation des capacités de production. J'ajoute que la régulation n'est pas privative de liberté. Elle garantit au contraire la liberté.

Au surplus, les grands intérêts privés, quand ils n'ont plus de régulation publique servant l'intérêt général, s'inventent une régulation privée (c'est-à-dire un partage du marché) servant leurs intérêts privés. Il n'est que de considérer l'accord récent de Pathé et de Gaumont se répartissant

l'exploitation de films entre Paris et la province. Cet accord « règle » la concurrence. Pathé et Gaumont ne considèrent leur activité rentable que si la concurrence sur un site urbain donné est neutralisée.

Une chaîne à plusieurs partenaires

4. - Aux Etats généraux de la culture, à partir de ces données de principe, nous pensons que devrait être explorée une chaîne à plusieurs partenaires, et toutes les suggestions sont possibles : pourquoi ne pas y placer des émissions D2MAC qui assoieraient cette définition et les industries dont elle a besoin. Pourquoi ne pas y accueillir - ce serait à imaginer - un partenaire qui prendrait enfin en compte l'immense besoin de formation dans ce pays.

Autre dimension de ce partenariat : la SEPT qui ne serait plus confidentielle face à la diffusion de masse que peut lui assurer l'Allemagne. Pourquoi ne pas envisager aussi un partenaire information, un partenaire jeune. Bref, il y a des besoins, il y a des demandes, et le financement de cette chaîne à plusieurs peut être assuré par l'Etat (une quote-part du remboursement des exonérations de la redevance), par la publicité (celle qui va sur La Cinq ne s'évanouira pas comme cela), et par la création d'une solidarité financière dans l'audiovisuel mettant à contribution TF1 et Canal Plus dont les ressources publicitaires devraient (à travers une taxe à définir) garantir un fonds complémentaire de financement de la production française d'œuvres de fiction et de création.

Bref, il y a de l'argent, mais il faut le mettre dans une forme qui assure une rentabilité sociale, et pas dans une forme qui ne s'occupe que de la rentabilité financière. Et dans cette reconstruction de La Cinq bien évi-

demment devraient être pris en compte le sort et les intérêts des personnels de la société actuelle que le groupe Hachette a lâchement abandonnés.

5. - On nous annonce une alternative signée par MM. Pasqua et Berlusconi. Disons tout de suite que la présentation édulcorée ne trompe que les naïfs et que ces deux hommes sont deux figures emblématiques de la dérégulation audiovisuelle. M. Pasqua était membre du gouvernement de Jacques Chirac qui a vendu TF1 au privé, fait unique au monde. Quant à M. Berlusconi, c'est le fondateur de La Cinq en 1985 avec sa dérégulation échelonnée qu'il avait expérimentée en Italie et qu'il exporte actuellement en Europe centrale et de l'Est.

6. - Il faut avoir le courage d'une nouvelle télévision, d'une télévision de liberté, d'une télévision de création assumant sa spécificité et résister la télévision du marché sans rivage, un marché dont le Prix Nobel Octavio Paz déclarait : « Le marché est efficace soit, mais n'a ni conscience, ni miséricorde. »

Il faut avoir le courage de mettre au jour et en œuvre une responsabilité publique, sociale et nationale dans et pour l'audiovisuel, qui nécessite un pôle public fort et jouant un rôle pilote, la question du statut de TF1 demeurant posée.

Nous voulons une télévision de civilisation qui assume des désirs

audacieux de curiosités et d'aventures

téméraires.

► Jack Ralite est ancien ministre et animateur des Etats généraux de la culture.

سكرا من الحزب

M. Mitterrand affirme avoir été tardivement informé

MASCATE
(sultanat d'Oman)

de notre envoyé spécial

L'affaire de l'hospitalisation en France de M. Georges Habache a rattrapé M. Mitterrand loin de Paris, alors qu'il achevait sa visite d'Etat de trois jours au sultanat d'Oman. Lors d'une conférence de presse tenue, à Mascate, jeudi après-midi 30 janvier, le chef de l'Etat a déclaré qu'il avait appris la venue du secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) « il n'y a pas si longtemps » (nos dernières éditions du 31 janvier).

« Je me suis informé, a-t-il ajouté, pour apprendre que cela avait été le résultat de contacts entre le Croissant-Rouge palestinien et la Croix-Rouge française et que, pour la raison d'une intervention chirurgicale urgente, présentée en tout cas comme telle, les services du ministère de l'Intérieur et des affaires étrangères n'ont pas fait d'objection. Etant entendu que M. Habache circule sous un passeport d'un pays étranger reconnu comme tel », « Quel est l'état de santé réel de M. Habache? », a-t-il ensuite interrogé M. Mitterrand. Je ne le sais pas mais les médecins, actuellement, poursuivent leurs investigations. Ils me les feront connaître. Je pense que si la gravité d'une urgence n'est pas démontrée, ce séjour devrait être extrêmement bref. C'est en tout cas ce à quoi je veillerai personnellement. Si les informations médicales sont d'une autre sorte, j'étudierai la question quand je serai de retour à Paris. » « Il est évident, a ensuite admis M. Mitterrand, qu'il peut y avoir des implications judiciaires. Dans l'état présent des choses, il n'y a ni mandat d'arrêt national, ni mandat d'arrêt international à l'égard d'un homme qui s'est souvenu de l'action terroriste. Il n'y a donc pas de base juridique à une action judiciaire. Mais je crois savoir que le juge Bruguière établit une relation entre telles et telles affaires qu'il a à traiter et la personne de M. Habache. Si la justice demande des informations, bien entendu, elles lui seront fournies. C'est tout ce que je puis vous dire de ce sujet. »

L'irritation manifeste de M. Mitterrand, ses interrogations sur l'état de santé de M. Habache, l'in-

sistance qu'il a mise sur la nécessité où se trouverait ce dernier de quitter rapidement le territoire français, dans l'hypothèse où l'extrême gravité de sa maladie ne se confirmerait pas et l'évocation d'une possible collaboration, si nécessaire dans cette affaire, entre les pouvoirs exécutif et judiciaire tranchaient nettement avec la sérénité affichée un peu plus tôt dans l'entourage présidentiel.

En quelques heures, la bonne conscience d'avoir fait prévaloir le souci humanitaire, qu'on peut juger légitime lorsque la vie d'un homme est en jeu (« En cas d'urgence, on ne demande pas à un malade son passeport ») observait un haut fonctionnaire) avait cédé la place à une perplexité embarrassée.

M. Dumas
savait-il?

Pour une raison bien simple : les autorités françaises avaient appris entre-temps, notamment par le témoignage de M. Ibrahim Souf, représentant de l'OLP à Paris, qui s'était rendu au chevet du malade, que celui-ci était bien moins souffrant qu'elles ne l'avaient cru. De ce fait, l'alibi « humanitaire » n'était plus aussi solide. « On s'est fait rouler », reconnaissait plus tard un diplomate. On semblait en tout cas, dans la délégation française, avoir totalement sous-estimé l'importance de la décision prise et du tollé qu'elle devait entraîner.

Que s'était-il passé? On confirmait, de bonne source, que la requête du Croissant-Rouge palestinien, que dirige le frère de M. Yas-

ser Arafat, relayée par la Croix-Rouge française, était parvenue au Quai d'Orsay, lundi 27 janvier vers vingt heures. Les autorités tunisiennes, hôtes du quartier général de l'OLP, avaient précisé que M. Habache, souffrant d'hémiplegie, n'était pas « transportable » et qu'une décision sur son acheminement vers Paris serait prise le lendemain.

Quoi qu'il en soit, l'important pour les Palestiniens était que le « feu vert » de Paris ait été donné par le cabinet de M. Roland Dumas. Les membres de ce cabinet ont-ils pu prendre une décision aussi grave sans en référer à leur ministre? C'est très difficilement imaginable. En conséquence, la démission forcée de M. Sheer, secrétaire général et véritable numéro deux du Quai d'Orsay et de M. Kessedjian, homme de confiance du ministre, viserait clairement à faire sauter deux « fusibles » afin de protéger M. Dumas, dont la responsabilité politique est évidemment mise en cause.

Les circonstances de cette affaire ne laissent pas d'intriguer les diplomates français. Ils se demandent pourquoi les amis de M. Georges Habache soulaient le voir soigner à Paris. Est-ce par simple souci d'efficacité médicale? Depuis plusieurs années, la rumeur - invérifiée - court que le secrétaire général du FPLP souffre d'une tumeur au cerveau et qu'il se soignerait notamment à Moscou. L'affaire est-elle, dès l'origine, plus politique? Autrement dit, n'a-t-on pas cherché à prendre prétexte de la maladie de M. Habache pour mettre délibérément la France dans l'embarras? Et si oui, qui?

On fait seulement remarquer, du côté français, que M. Habache a des liens étroits avec la Syrie et qu'en ce moment, les relations entre Paris et Damas ne sont pas au beau fixe (M. Mitterrand ne rappelait-il pas jeudi qu'il souhaitait voir appliquer complètement les accords libanais de Taef, une nouvelle pierre dans le jardin syrien?). Mais l'évocation d'une « manipulation » téléguidée de Damas ne relève bien sur que d'une pure hypothèse parmi d'autres. Une seule chose est sûre : l'opération n'a pas tardé à faire des dégâts à Paris.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les remerciements
de l'OLP

M. Sami Mouallam, directeur du cabinet de M. Yasser Arafat, a exprimé, jeudi 30 janvier à Tunis, les remerciements de l'OLP. M. Mouallam et à la Croix-Rouge française pour avoir « donné leur accord » à l'hospitalisation de M. Georges Habache. Il s'agit d'un geste de « bon voisinage » déclenché dans certains milieux français contre ce geste d'« hospitalité ».

Le niveau des sanctions semble calmer l'irritation d'Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Calmer le jeu. Après le flot de protestations qu'avait provoqué en Israël, jeudi 30 janvier au soir, l'hospitalisation à Paris de M. Georges Habache, secrétaire général du FPLP, Jérusalem n'avait pas l'intention, vendredi matin, de porter la querelle plus loin. « Il ne nous appartient pas de commenter publiquement des décisions internes prises par l'administration française, disait-on au ministère des Affaires étrangères.

Mais, « les sanctions/démarches » annoncées à Paris, et dont le « niveau élevé » semble avoir surpris les diplomates israéliens les plus chevronnés, devraient être de nature à désamorcer l'affaire. Pour le reste, la justice locale affirme étudier l'éventualité de réclamer à Paris l'extradition de l'encombrant malade palestinien.

A son retour de Moscou, le ministre des Affaires étrangères, d'ordinaire plutôt mesuré, s'était montré particu-

lièrement virulent. « C'est presque une gifle » qui aurait ainsi été adressée à l'Etat juif, a commenté M. David Lévy. « Donner l'hospitalité à un chef terroriste parmi les plus cruels qui existent, un homme aveuglé par la haine qu'il porte à Israël, cela est pour le moins étonnant de la part de la France ». Offrir « asile » à des personnages pareils, avait-il ajouté, non seulement ne fait pas honneur à celui qui le décide, mais n'apporte jamais rien de bon non plus à ceux qui le font. Ils finissent toujours par en payer le prix. Inutile, je crois, de rappeler l'épisode de l'asile politique donné par la France à Khomeiny ».

La politique de Paris est d'autant plus « inconcevable », a souligné M. Lévy, « que M. Roland Dumas est venu ici parler avec nous de la dynamique de la paix dans la région ». Il y a tout juste deux semaines. Or il se trouve qu'à la tête du FPLP, M. Habache est précisément « l'un des chefs terroristes les plus opposés au processus en cours. Cela n'a aucun

sens ». Avis partagé par la presse locale qui commentait, à la une, vendredi, l'« hospitalité » française.

Toujours très virulents à l'égard de M. Dumas - « le plus pro-arabe de tous les chefs de diplomatie d'Europe » - les journalistes israéliens n'ont pas manqué de rappeler que le ministre français était jadis « l'avocat du terroriste Abou Daoud » considéré comme « le cerveau » du massacre des athlètes d'Israël aux Jeux olympiques de Munich en 1972.

Beaucoup d'observateurs israéliens se disent, en privé, convaincus que M. Dumas est directement responsable du « dérapage » de la Croix-Rouge française. Le haut niveau des « fusibles » choisis par Paris, pour comme nous disant un détonateur connu, « jouer le rôle de bouc émissaire », ne dissuade pas les arrière-pensées. Les témoins de l'arène politique locale ne devraient pas tarder à s'en faire rapidement les interprètes.

PATRICE CLAUDE

Un dossier judiciaire qui remonte à 1986

En plaçant M. Georges Habache en garde à vue, jeudi 30 janvier dans la soirée, le juge Bruguière relance un dossier qui remonte à 1986. Cette année-là, au mois de septembre, alors que le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPO) lance de nouvelles menaces d'attentat, une cache d'armes contenant des explosifs et des détonateurs est découverte en forêt de Fontainebleau par la DST. Une enquête est ouverte mais les responsables ne sont pas identifiés. La procédure est alors classée.

Trois ans plus tard, en 1989, au Danemark, les policiers démantellent un réseau de soutien au Front

populaire de libération de la Palestine (FPLP). Neuf personnes sont arrêtées, des armes et des plans sont saisis. Parmi eux, se trouve celui de la cache d'armes de Fontainebleau. L'enquête française est dès lors relancée. Une information judiciaire contre X est ouverte le 25 mai 1989 au tribunal de Paris pour association de malfaiteurs et détention d'armes et explosifs et confiée au juge Gilles Bouloque. Après son décès, en décembre 1990, le dossier est repris par un autre magistrat de la section « anti-terroriste », M. Jean-Louis Bruguière. Depuis lors, l'enquête n'avait pas progressé.

Une commission
rogatoire

C'est sur ce dossier que M. Bruguière souhaite entendre M. Georges Habache. Actuellement, il n'existe aucun avis de recherche ni mandat d'arrêt - national ou international - en France concernant le chef du FPLP, mais M. Habache peut être entendu dans toute enquête judiciaire mettant en cause son mouvement. M. Bruguière a donc délivré,

jeudi 30 janvier, dans l'après-midi, une commission rogatoire à la direction de la surveillance du territoire (DST).

Comme c'est la règle en matière de terrorisme, la garde à vue de M. Habache, qui a lieu dans sa chambre d'hôpital, à Paris, peut durer quatre jours. Jeudi à 21 heures, les policiers de la DST ont demandé à entendre le chef du FPLP, à l'hôpital Henri-Dunant, à Paris, mais les médecins ont refusé, jugeant l'état de santé du chef du FPLP incompatible avec une telle audition. Vendredi matin, les policiers attendaient la décision des médecins. Si M. Habache est entendu avant la fin de sa garde à vue, le juge Bruguière pourrait décider de l'interpeller, voire de l'interroger. Si, au terme des quatre jours de garde à vue, l'état de santé du chef du FPLP n'autorise pas le juge à l'entendre, M. Bruguière peut, s'il le souhaite, délivrer un mandat d'amener qui vaut inculpation. M. Habache pourrait alors être transféré à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes.

ANNE CHEMIN

Le chef du « front du refus »

Convaincu de la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte pour récupérer la patrie perdue, Georges Habache a toujours personnellement le « front du refus » au sein du mouvement palestinien. Toute son action politique a été caractérisée par le rejet du compromis. Il a su, à l'occasion, faire des concessions, mais elles étaient le plus souvent de pure forme. Désabusé par la défaite arabe de juin 1967, il s'est déclaré en faveur du marxisme, de la « guerre populaire » contre Israël et de la révolution dans le monde arabe, attribuant à ses origines bourgeoises et à sa culture anglo-saxonne son anticomunisme antérieur.

Issu d'une famille de commerçants chrétiens grecs orthodoxes, Georges Habache est né à Lydda en 1926. Il a vingt-deux ans au moment de la création de l'Etat d'Israël. Il assiste alors à l'expulsion des habitants arabes de Lydda, parmi lesquels les membres de sa famille. Profondément marqué, il entame une activité militante à l'Université américaine de Beyrouth où il est étudiant en médecine. Participant à des manifestations où plusieurs de ses camarades sont tués, il est déjà un meneur d'hommes. Ce qui ne l'empêche pas d'être premier de sa promotion lorsqu'il obtient en 1951 son diplôme de docteur en médecine.

Avec d'autres étudiants - Hani Al Hindi (syrien), Ahmed El Khatib (koweitien) et Wadhi Haddad (palestinien) - il fonde le Mouvement des nationalistes arabes (MNA). Les membres-fondateurs du MNA se dispersent pour fonder des branches en Irak, en Syrie, en Jordanie, au Koweït et à Aden. Ainsi se retrouve-t-il, en 1952, à Amman. Il y crée une école pour les réfugiés et un « dispensaire du peuple » où il exerce comme pédicure jusqu'en 1957. Il essaie de mener une activité politique légale en se présentant aux élections législatives jordaniennes de 1956. Il est battu. La proclamation de la loi maritale en Jordanie en avril 1957 l'oblige à entrer dans la clandestinité : plusieurs attentats à la bombe ayant été attribués au MNA, il est condamné à trente-trois ans de prison par contumace.

Détermination
et rigidité

La proclamation de l'union syro-égyptienne, en février 1958, lui procure un refuge, et il séjourne durant cinq ans à Damas, se réclamant du nassérisme, comme tout bon unioniste arabe de l'époque. Les relations s'étant détériorées en 1963 entre nasséristes et baasistes, ces derniers ayant dans l'intervalle pris le pouvoir à Damas, Georges Habache se rend à Beyrouth et fonde l'année suivante avec Wadhi Haddad une section palestinienne du MNA. C'est en décembre 1967 seulement que son activité prend un caractère exclusivement palestinien. De retour à Damas, il fonde le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) issu de la fusion de trois organisations : les Héros du retour, les Jeunesses de la vengeance et le Front de libé-

tion de la Palestine d'Ahmed Jibril.

Le FPLP, dont Georges Habache est le secrétaire général, va subir plusieurs scissions, les principales étant celles décidées par Ahmed Jibril et Nayef Hawatmeh. Dans quelle mesure l'autoritarisme d'un Habache a-t-il été à l'origine de ces brouilles? Sa détermination farouche et sa rigidité lui ont, en tout cas, valu beaucoup d'ennemis. La création du FPLP a de toute façon marqué pour Georges Habache le passage du combat politique, orienté vers l'unité arabe, à l'action violente pour libérer la Palestine. Son

résistance est liquidée en Jordanie et se replie sur Beyrouth. Et c'est en 1972 que Habache annonce qu'il renonce aux détournements d'avions, expliquant que ces opérations ayant atteint leur objectif, elles n'ont plus de raison d'être. Mais il demeure, au sein de l'OLP, l'homme intrinsèque qui dénonce toutes les « capitulations », s'opposant avec acharnement tant à une participation palestinienne à une solution négociée de la crise du Proche-Orient qu'à la création d'un mini-Etat palestinien. Après la guerre d'octobre 1973, il se retire du comité exécutif de l'OLP (juin 1974) et menace de s'en séparer si la centrale palestinienne doit approuver une conférence de paix à Genève. Cinq ans plus tard, cependant, il se rallie aux thèses de Yasser Arafat pour une « solution transitoire » et autorise ses représentants à siéger au sein du comité exécutif.



La guerre du Liban, qui aboutit à un contrôle du pays par l'armée syrienne, réduit la marge de manœuvre de M. Habache au sein de l'OLP et ses possibilités d'action hors de celle-ci. Au cours des années 80, sous la houlette de Yasser Arafat, l'OLP va modérer peu à peu sa position jusqu'à ce qu'en 1988 les Etats-Unis acceptent de nouer officiellement un dialogue avec la centrale palestinienne. Georges Habache proteste vivement, mais évite la rupture, de même lorsque l'OLP avaisera la participation à la conférence de paix de Madrid. Durant la crise du Golfe, il consent à se rendre à Amman, pour la première fois depuis le « septennat noir » de 1970, et à rencontrer son vieil ennemi, le roi Hussein. Mais il n'a rien perdu de sa virulence. Alors, dénonçant la coalition anti-irakienne, il déclare notamment : « Nous avons le droit sur les gâchettes pour ouvrir le feu sur les intérêts américains et occidentaux... »

« Le doigt
sur la gâchette »

C'est à ce moment qu'il dénonce la coopération avec les gouvernements arabes, lançant ses fameux slogans : « La route de Tel-Aviv passe par Amman et Beyrouth » ; « La lutte palestinienne a besoin, pour triompher, d'un Hanot arabe ». Aussi ne trouvera-t-il d'autres soutiens qu'en Irak et en Libye. Les pays communistes, bien qu'ils aient accueilli à plusieurs reprises, ne lui étaient pas non plus très favorables. Les Soviétiques avaient lancé en 1974 une campagne contre lui le traitant de « pseudo-révolutionnaire », mais ils avaient modifié leur attitude à son égard après son ralliement en 1979 au principe des deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, en Palestine.

En 1989, Georges Habache s'installe de nouveau à Amman ; la résistance palestinienne y est toute puissante et lance sa tactique controversée au sein de l'OLP - des détournements d'avions et des commandos suicides contre des objectifs, même étrangers, pour peu qu'ils soient liés à Israël. Ce type d'opérations culmine avec le triple détournement vers Amman, en septembre 1970, qui provoque la riposte du roi Hussein. Celui-ci lance son armée à l'assaut des fedayins. Habache est à ce moment-là en Corée du Nord. La

Entre autres méfaits, les Israéliens accusent le FPLP d'avoir commandité l'attentat à l'aéroport de Lod-Tel Aviv, commis en 1972 par trois terroristes japonais (vingt-six morts), d'avoir ordonné l'attaque contre des passagers d'El Al à Orly en 1978 (deux morts, dont un policier français), puis l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris en 1980 (deux morts, soixante-dix blessés).

Les services secrets israéliens ont été jusqu'à détourner un avion de ligne Beyrouth-Bagdad, en 1973, croyant le trouver à bord. Les gouvernements arabes n'étaient pas moins hostiles à son égard. Aussi la vie de Georges Habache, compliquée par un état de santé précaire depuis 1972, était-elle entourée d'un grand mystère et ses lieux de résidence inconnus. Basé à Damas ces dernières années, sa position est devenue d'autant plus délicate que son hôte, le président Assad, a rallié la coalition anti-irakienne aux côtés des Etats-Unis.

LUCIEN GEORGE

L'état de santé de M. Habache

« Une commotion cérébrale survenue à la suite d'une chute et d'une perte de connaissance »

Comment s'est déroulé le transfert médical de M. Georges Habache? Selon M. Pierre-Louis Boutonnat, directeur général de la Croix-Rouge, c'est lundi dans l'après-midi que le Croissant-Rouge palestinien a pris contact avec la Croix-Rouge française. Il s'agissait de savoir s'il était envisageable de transférer vers un hôpital français un « dirigeant palestinien » dont le nom n'était pas précisé mais qui, disait-on, était dans un état grave. Comme toujours en pareil cas, le service des relations internationales de la Croix-Rouge demande alors un dossier médical complet du malade. Celui-ci est transmis par fax le lendemain matin par un médecin de l'hôpital de Tunis. Ce dossier, au nom de Georges Habache, faisait état, nous a déclaré M. Boutonnat, d'une « commotion cérébrale » survenue à la suite d'une « chute et d'une perte de connaissance ». Le médecin tunisien indiquait qu'il était nécessaire de procéder à des examens complémentaires et qu'il faudrait

sans doute envisager « une intervention chirurgicale ». Immédiatement, comme cela se fait en pareil cas, une demande d'autorisation est formulée auprès des « services compétents » du Quai d'Orsay et du ministère de l'Intérieur. Cette autorisation sera finalement donnée le mercredi matin. A la suite de quoi - immédiatement - la Croix-Rouge fait savoir au Croissant-Rouge qu'un lit est réservé à M. Habache dans le service de neurochirurgie de l'hôpital Henri-Dunant.

« Il s'agit là de la procédure classique, nous a précisé M. Boutonnat. Si le gouvernement nous avait répondu non, nous n'aurions pas accueilli ce malade. »

Selon nos informations, M. Habache devait ce vendredi matin subir un certain nombre d'examen complémentaires, dont un scanner cérébral. On indiquait qu'il était difficile d'apprécier la gravité de son état, étant donné le caractère parfois trompeur que peuvent revêtir

certaines pathologies neurochirurgicales. Pour sa part, M^{me} Georgina Dufoux a indiqué jeudi matin sur Europe 1 qu'un comité de direction de la Croix-Rouge française se réunirait lundi prochain afin d'examiner la question soulevée par l'hospitalisation de Georges Habache en France.

M^{me} Dufoux a affirmé vendredi matin sur Europe 1 qu'elle n'avait pas prévenu le premier ministre, ni consulté le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur, pour prendre la décision d'accueillir Georges Habache en France. Elle a par ailleurs indiqué qu'elle n'avait pas « demandé l'avis directement de Dumas ou de Marchand (...) ». Je n'ai pas prévenu Matignon. La présidente de la Croix-Rouge a d'autre part précisé qu'elle avait démissionné de son poste de conseiller à l'Elysée car « l'opération menée pour Georges Habache est une opération médicale et humanitaire (...), ça n'a rien de politique ».

F. N.

Le Monde
RADIO TELEVISION

La mise en cause du processus de décision et les « sanctions-démotions »

Récit d'un cafouillage

Suite de la première page

Et pas n'importe lesquelles puisque les mêmes sources insistent sur le fait que ce ne sont pas des « lampistes » qui ont ainsi été contraints de démissionner.

M. Scheer n'était-il pas le véritable numéro deux du quai d'Orsay? Et M. Kessedjian l'homme de confiance de M. Dumas? Et Mme Dufoux une protégée de M. Mitterrand au point que le scandale de la transfusion sanguine n'entraîne aucune démission de ses fonctions à l'Elysée? Incroyable mais vrai, répète-on à Matignon et à l'Elysée, en assurant que les intéressés ont reconnu leur « formidable erreur d'appréciation ».

Pourtant on a peine à croire que des personnes si habituées aux arcanes du pouvoir n'aient pas sollicité l'aval des autorités supérieures. Une question que les démentis ou les silences des ministres concernés – et M. Dumas au premier chef – ne suffisent pas à évacuer. Et qui se double d'une autre interrogation: le cafouillage s'est-il accompagné d'un piège? Comment expliquer que M. Georges Habache, annoncé en très mauvaise santé, presque l'article de la mort, ne soit en fait à Paris que pour un sinistre banal, du moins classique check-up?

Pourquoi cette visite forcement à hauts risques – politique, diplomatique, judiciaire, policière – fut-elle rendue publique, au point que des caméras de télévision filment la descente d'avion de M. Habache – sur ses deux jambes –, mercredi 29 janvier peu avant 22 heures? D'où vient la fuite?

Pour tenter d'y voir clair, le plus simple est de dresser une chronologie de l'affaire, telle qu'elle ressort des réponses des différents ministères et administrations concernées. Tout le problème, qui accroît les zones d'ombre, c'est que ces réponses se contredisent parfois.

■ Lundi 27 janvier. – Dans l'après-midi, la Croix-Rouge française, présidée par M^{me} Dufoux, reçoit

un fax du Croissant-Rouge palestinien venant de Tunis. Les médecins tunisiens évoquent le cas d'un malade dont le nom n'est pas précisé mais qui est présenté comme un haut dirigeant palestinien. Il est décrit comme étant dans un état grave avec commotion cérébrale après une chute accompagnée d'une perte de conscience.

La Croix-Rouge affirme qu'elle ne connaît l'identité du malade qu'on lui demande d'accueillir en France que le lendemain, mardi, en recevant son dossier médical. Elle dit avoir alors – et alors seulement – prévenu le Quai d'Orsay puis le ministère de l'intérieur. Le mercredi 29 janvier, elle aurait reçu l'accord des autorités françaises et aurait alors fait savoir à ses correspondants tunisiens qu'une place était libre à l'hôpital Henry-Dunant.

Une chronologie différente

La chronologie des affaires étrangères est quelque peu différente. A 20 heures, lundi soir, la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient reçoit un appel de la Croix-Rouge l'informant de la demande du Croissant-Rouge. Il semble bien que l'on sait alors déjà qu'il s'agit du leader du FPLP. Les autorités tunisiennes sont en effet immédiatement interrogées par le Quai d'Orsay sur l'état réel du malade.

Il est répondu qu'il souffre d'hémiplegie et qu'il n'est peut-être pas transportable... Tunis fait savoir qu'il faudra, évidemment, un accord politique pour que cet encombrant patient fasse le voyage jusqu'à Paris. La direction des affaires étrangères fait évidemment remonter l'information au cabinet du ministre, qui entre d'ailleurs en contact avec la Croix-Rouge.

■ Mardi 28 janvier. – A 8 heures, MM. Mitterrand et Dumas, accompagnés d'une bonne partie de leurs cabinets, s'envolent pour Oman. M. Gilles Ménage, directeur de cabinet du président de la République et

très au fait des affaires policières, est dans le sultanat depuis la veille. Le Quai d'Orsay est entre les mains de MM. Scheer et Kessedjian. La décision sur l'acheminement est prise ce même jour, affirme-t-on aux affaires étrangères.

Au ministère de l'intérieur, le conseiller diplomatique de M. Marchand, M. Christian Rouyer, a été informé par le quai d'Orsay dès le lundi soir de l'existence d'une visite de M. Habache. Dans la journée de mardi, la date de jeudi est retenue comme le jour fixé pour son arrivée. Personne ne consulte le ministère de la justice, qui apprend la nouvelle jeudi par la presse. Place Vendôme, on affirme n'avoir été officiellement sollicité pour un « point judiciaire » que jeudi matin 30 janvier.

M. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Elysée qui est resté à Paris, affirme pour sa part n'avoir été informé de la venue du chef du FPLP qu'au moment où il atterrait, mercredi soir, qui plus est « par une source extérieure à l'administration ».

■ Mercredi 29 janvier. – L'unité d'élite de la police nationale, le RAID, est placé en alerte dès le matin. Des policiers vont se poster sur l'aéroport du Bourget. La DST, le service du contre-espionnage, est également alerté le matin par le cabinet du ministre de l'intérieur que la décision a été prise d'accueillir M. Habache.

Dans l'après-midi, M. Vigouroux, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, apprend que l'avion arrivera le jour même et non plus jeudi comme envisagé initialement. De son côté, le préfet de police de Paris est d'abord prévenu par le délégué de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss – et non pas par ses interlocuteurs du ministère qui l'appelleront ensuite –, de l'arrivée de M. Habache.

L'hôtel Matignon, qui affirme avoir été tenu à l'écart, se cependant alerté entre 19 h 30 et 20 heures par M. Vigouroux qui appelle M. Yvan Barbot, conseiller pour les affaires de sécurité de M^{me} Edith Cresson. Celui-ci ne prévient le premier ministre qu'après la fin d'un dîner, alors que M. Habache est déjà en France.

Entretiens, la visite est annoncée, successivement par RMC Proche-

Orient, Antenne 2 et l'AFP. A 18 heures, RMC Proche-Orient, dont le gros de la rédaction est basée à Nicosie (Chypre), annonce que M. Habache a été hospitalisé en France. Le journal de 20 heures d'Antenne 2 s'ouvre sur cette information que la rédaction de la chaîne dit avoir obtenu depuis Tunis – et non pas de son PDG, M. Hervé Bourges, connu pour ses nombreuses relations arabes, comme on le prétend dans certains aléas du pouvoir. Enfin, à 20 h 48, l'AFP, qui a été alertée par son bureau de Nicosie, diffuse la nouvelle après l'avoir recoupée auprès du ministère de l'intérieur.

Peu avant 22 heures, l'avion d'Europ-Assistance atterrit par la Croix-Rouge, qui a été cherché M. Habache à Tunis, atterrit au Bourget. Le leader palestinien est pris en charge par le RAID, chargé de sa protection, et immédiatement conduit à l'hôpital Henry-Dunant. Le ministre de l'intérieur affirme, pour sa part, n'avoir été informé que mercredi autour de 20 heures.

■ Jeudi 30 janvier. – Tout bascule en milieu de journée quand M. Ibrahim Souss, qui a rendu visite à M. Habache, affirme qu'il n'est pas en mauvaise santé: « Son état de santé n'inspire aucune inquiétude », déclare-t-il à sa sortie de l'hôpital. A 19 h 15, MM. Mitterrand et Dumas sont de retour en France. M^{me} Cresson réclame des sanctions immédiates, arguant de l'ignorance totale dans laquelle elle a été tenue.

Parallèlement, la justice française se met en branle en la personne du juge Jean-Louis Brugère. En début de soirée, M. Habache est placé en garde à vue, une commission rogatoire ayant été délivrée à la DST. Les médecins s'opposent à son interrogatoire dès jeudi soir et promettent de répondre, après expertise médicale, dans la matinée de vendredi. Toutes les sources administratives, vendredi matin, répondent dans le même sens: la décision a été prise au quai d'Orsay, nous n'avons fait que suivre. Et aux affaires étrangères, on ajoute: seuls MM. Scheer et Kessedjian ont géré ce dossier aberrant.

Récit de la rédaction du Monde

M^{me} Georgina Dufoux aux avant-postes

Invitée, jeudi 30 janvier, du journal d'Antenne 2 quelques minutes avant de remettre sa démission au président de la République, M^{me} Georgina Dufoux n'avait laissé paraître aucun trouble apparent. Au contraire, souriante et déterminée, elle avait justifié l'admission de Georges Habache à l'hôpital Henry-Dunant en affirmant qu'il s'agissait de « circonstances humanitaires ». « Lorsqu'on nous demande de soigner un homme qui souffre, nous ne regardons ni sa nationalité, ni sa race, ni sa religion, ni son appartenance politique », devait ajouter la présidente de la Croix-Rouge française, fidèle en cela à sa réputation de femme généreuse. Deux heures plus tard, sans commentaire, l'Elysée faisait savoir que M. François Mitterrand avait accepté sa démission du poste de « chargée de mission auprès du président de la République » qu'elle occupait depuis le 2 juillet 1988.

Née le 16 février 1943 à Paris, protestante, mère de quatre enfants, M^{me} Dufoux a adhéré au Parti socialiste en 1972. Entrée au comité directeur lors du congrès de Metz en 1979, elle fut élu conseiller municipal de Nîmes en mars 1977 et député du Gard en 1986. Proche de M. Mitterrand, elle devint en mai 1981 secrétaire d'Etat chargé de la famille et, en avril 1983, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. En juillet 1984, M. Laurent Fabius la nomma ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, fonction qu'elle cumula à partir de décembre 1984 avec celle de porte-parole du gouvernement. Après la cohabitation, elle fut nommée ministre déléguée chargée de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés. En juin 1988, elle fut battue aux élections législatives par M. Jean Bousquet, maire de Nîmes.

N'ayant pas conservé de poste ministériel dans le deuxième gouvernement Rocard, elle fut nom-

mée le 2 juillet 1988 chargée de mission à l'Elysée. Par la suite, le 26 avril 1989, elle fut élue présidente du conseil d'administration de la Croix-Rouge française. Peu de temps après, le 8 novembre 1989, elle fut également nommée à la tête de la délégation générale de la lutte contre la toxicomanie.

Un préjugé moral

Dernièrement, M^{me} Dufoux a été mise en cause dans plusieurs « affaires » délicates. Ce fut le cas, lorsque le 3 septembre 1991, son directeur de cabinet à la Croix-Rouge, M. Michel Maurice, fut inculpé et écroué dans l'affaire de fausses factures impliquant l'industriel nantais René Trager.

Mais c'est surtout dans l'affaire dite du « sang contaminé » que M^{me} Dufoux fut à maintes reprises mise en face de ses responsabilités pour la période où elle occupait les fonctions de ministre des affaires sociales. Elle reconnut qu'elle avait sous-estimé le risque de contamination des hémodiphères, mais ajouta aussitôt qu'elle se sentait « responsable, mais pas coupable ». On crut un moment que le conseil d'administration de la Croix-Rouge allait lui demander de quitter son poste, mais il n'en fut rien. Le 18 décembre dernier, une motion exigeant sa démission fut repoussée par une majorité d'administrateurs. En sera-t-il de même le 3 février prochain lors de la prochaine réunion du comité de direction?

D'ores et déjà, par la voix du prélat honoraire Jean Taulle, un certain nombre d'administrateurs « demandent son départ immédiat » de la présidence de la Croix-Rouge. Selon M. Taulle, « M^{me} Dufoux porte depuis longtemps un préjugé moral grave à la Croix-Rouge et, après le scandale de la transfusion sanguine, l'affaire Habache ne fait que l'aggraver ».

FRANCK NOUCHI

Dans la presse parisienne

Une « super bourde »

Les quotidiens parisiens du vendredi 31 janvier sont partagés sur l'hospitalisation à Paris de Georges Habache, dirigeant d'une organisation terroriste palestinienne. Tandis que Fabien Roland-Lévy parle, dans le *Parisien*, de « gaffe humanitaire » et juge que « le thème de la super bourde apparaît comme la plus plausible », Thierry Desjardins dans le *Figaro* estime que « pour une fois, le président de la République a, lui, été parfaitement cohérent ». Dans un éditorial écrit avant l'annonce des sanctions, il affirme que le président de la République « est fidèle à l'une des plus belles de nos traditions », « ici, souligne-t-il, on accueille les malades ».

Se référant aux propos de M. Mitterrand sur l'interrogatoire auquel pourrait être soumis le chef du FPLP, François Germain-Robin écrit dans l'*Humanité*: « Il serait pour le moins étrange qu'un homme gravement malade, accueilli par la Croix-Rouge à titre humanitaire, se retrouve entre deux généraux. S'il faut arrêter tous les anciens terroristes, pourquoi n'avoir pas commencé par le premier d'entre eux qui soit venu de Palestine, le premier ministre israélien, Itzhak Shamir? » « La France au chevet

du crime », annonce en titre le *Quotidien de Paris*, dans lequel Richard Liscia affirme que « toutes les victimes de Habache sont avant de causes humanitaires et politiques que la France et la Croix-Rouge française doivent défendre ». « Leur bourreau, ajoute-t-il, même à l'article de la mort, n'en est pas une. Il y a des moments où la charité se moque de l'hôpital. »

Observant que M. Mitterrand a été « placé une nouvelle fois dans un mauvais cas », Jean-Yves Lhomme relève dans *Libération* l'« hypocrisie qui gonfle toute polémique politique ». « Que M. Habache aille se faire soigner en Suisse! », a dit M. Léotard. Cela ne changerait pas grand-chose sur le fond. Les sanctions prises contre trois hauts fonctionnaires et la démission de Georgina Dufoux ne sont que des « coups de théâtre ». Dans l'*International Herald Tribune*, Barry James observe que parmi ceux qui critiquent l'attitude du pouvoir, certains jugent que « la décision d'accueillir M. Habache rappelle celle que la France avait prise [en 1977] de relâcher un Palestinien recherché pour le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972 ».

Secrétaire général du Quai d'Orsay

M. François Scheer ou les médiations sensibles

La roche Tarpéenne est proche du Capitole... Promu officier de la Légion d'honneur le 1^{er} janvier, M. François Scheer, numéro deux de la diplomatie française et spécialiste des négociations délicates, en particulier avec l'Iran, a quitté ses fonctions dans la nuit de jeudi à vendredi.

Ce diplomate, protestant, né à Strasbourg le 13 mars 1934, compte, parmi ses « titres de gloire », le fait d'avoir été l'artisan de l'accord global conclu, fin 1991, entre l'Iran et la France pour mettre un terme au conflit Eurodif. Très actif durant la guerre du Golfe, il s'était notamment rendu en Syrie, puis dans tous les pays du Maghreb, pour expliquer et défendre la position de la France. Il avait été également au cœur de la négociation concernant le sort du général libanais Michel Aoun.

Entré au ministère des affaires étrangères en 1962, à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, il était devenu, le 7 septembre 1988, après un brillant parcours, secrétaire général du Quai d'Orsay. « Un poste auquel tout diplomate rêve d'accéder », confiait-il après sa nomination.

Dès sa sortie de l'ENA, il se retrouve en Algérie comme deuxième secrétaire d'ambassade après avoir

rencontré dans un avion Jean-Marcel Jeanneney, à qui il doit son orientation vers la « carrière » (il reviendra à Alger comme ambassadeur de 1984 à 1986). Louis de Guiringaud l'appelle ensuite à Tokyo comme conseiller culturel (1964-1967). Il sera ensuite nommé à Maputo (Mozambique) comme premier ambassadeur (1976), puis représentant permanent adjoint auprès des Communautés européennes de 1977 à 1979, avant de diriger le cabinet de M. Simone Veil, élu présidente de l'Assemblée européenne.

De sensibilité socialiste, cet homme indépendant d'esprit et plutôt discret n'a toutefois jamais eu de vocation militante. Ministre plénipotentiaire de 2^e classe en 1981, il devient, à la demande de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, son directeur de cabinet avant de retourner aux Communautés européennes en 1986 comme représentant permanent. Sa nomination au secrétariat général du Quai d'Orsay mettrait au sommet de la pyramide des hauts-fonctionnaires du Quai d'Orsay un homme fin au parcours sélectique.

P. S.

Directeur de cabinet de M. Dumas

M. Bernard Kessedjian l'homme de confiance

Considéré comme l'un des hommes de confiance de M. Roland Dumas, M. Bernard Kessedjian, un diplomate de carrière âgé de quarante-huit ans, était depuis décembre 1989, directeur du cabinet du ministre, après en avoir été pendant plus d'un an et demi le directeur adjoint. Originaire de Valence (Drôme), diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, M. Kessedjian a rejoint, en 1975, l'Ecole nationale d'administration (promotion « André Malraux ») après huit années passées au ministère des finances.

Depuis sa sortie de l'ENA, M. Kessedjian n'a pas quitté les affaires étrangères. Il fut, successivement, premier secrétaire à l'am-

bassade de France à Mexico, puis à la représentation permanente auprès de la CEE à Bruxelles. En janvier 1985, il devient directeur de cabinet de M^{me} Catherine Lalumière, alors secrétaire d'Etat aux affaires européennes (1985-1986). Lors de la cohabitation, il est nommé inspecteur des affaires étrangères avant de devenir, après la réélection de M. Mitterrand, l'adjoint de M. Jacques Andréani au cabinet de M. Dumas. M. Kessedjian s'est notamment rendu au Liban pour négocier le départ du général Michel Aoun. Il a été élu en mars 1989 conseiller municipal de Sauveterre-de-Rouergue (Aveyron). M. Kessedjian est chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Directeur de cabinet de M. Marchand

M. Christian Vigouroux fidèle et discret

Le directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, M. Christian Vigouroux, avait découvert les dossiers gérés par la place Beauvau après une classique carrière de maître de requêtes au Conseil d'Etat où il est entré en 1976. En 1980, il est détaché au ministère de l'environnement et du cadre de vie. Mais, quand il arrive au ministère de l'intérieur, en mai 1989, sa seule véritable expérience de la gestion ministérielle est celle qu'il a acquise au cabinet du ministre chargé des universités, M. Roger-Gérard Schwartzberg.

Aussi fidèle que discret, M. Vigouroux sera choisi par

M. Pierre Joxe pour diriger le cabinet du ministre de l'intérieur, puis maintenu à ce poste par son successeur, M. Philippe Marchand. M. Vigouroux coordonnait, à ce poste-clé et en rapports étroits avec le ministre, aussi bien l'administration générale du territoire et des préfetures que les relations entre l'Etat et les collectivités locales, tout comme il supervisait l'organisation des élections et la direction des services de police. Né le 29 septembre 1955 à Alençon (Orne), M. Christian Vigouroux est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA.

L'HERMÈS Éditeur

DROIT PUBLIC - DROIT PRIVÉ

- H. ROLAND - L. BOYER : Dictionnaire des expressions juridiques, 162 F
Expressions latines du droit français, 160 F
L'Essentiel sur :
Les institutions judiciaires françaises, H. VRAY, 65 F
La procédure civile, H. VRAY, 70 F - Le procès civil, H. VRAY, 90 F
Contrat et relations de travail, C. ORLIAC, 146 F
A. CABANIS - M. MARTIN : Histoire politique et constitutionnelle de la France (1789-1990), 74 F
Histoire des institutions de la France de 1875 à nos jours, 77 F
P. DUBOUCHE : Histoire des idées politiques : T. I, 68 F ; T. II, 98 F
Méthode des sciences sociales, 77 F
Les manuels :
● Droit civil :
1 - Introduction générale, P. GUIHO - T. GARÉ, 92 F
2 - Les personnes, GUIHO, 96 F 3 - La famille, GUIHO, 176 F
4 - Les obligations, P. GUIHO - G. PEYRARD
T. I : Les sources, 155 F ; T. II : Les effets, 136 F
● Travaux dirigés de droit politiques et biens, J. RUBELLIN, 165 F
1 - Introduction générale, personnes et biens, J. RUBELLIN, 165 F
2 - Les obligations, GUIHO, 172 F 3 - La famille, GUIHO, 165 F
● Travaux dirigés de droit constitutionnel, P. VIALLE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

Maladies

DIPLOMATIE

Le « sommet » du Conseil de sécurité et la première

Une consécration du rôle des Nations unies

Les quinze membres du Conseil de sécurité, représentés au niveau des chefs d'Etat (Australie, Equateur, Etats-Unis, France, Maroc, Russie, Venezuela), de gouvernement (Belgique, Cap-Vert, Chine, Inde, Japon, Royaume-Uni) ou des ministres des affaires étrangères (Hongrie et Zimbabwe), se sont réunis vendredi 31 janvier au Palais des Nations unies, à New-York. Cet événement sans précédent vise à marquer la fin officielle de la guerre froide, à apporter un soutien au processus de paix engagé dans de nombreuses régions du monde et à consacrer le rôle de l'organisation des Nations unies et de son nouveau secrétaire général.

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Le président Mitterrand avait proposé en mars dernier, à l'issue de la guerre-éclair menée par la coalition occidentale contre l'Irak, sous les auspices de l'ONU, que les quinze membres du Conseil de sécurité tiennent une réunion à l'échelon suprême pour affirmer leur cohésion après cette épreuve. Il aurait fallu cependant mettre côte-à-côte le président Bush et M. Fidel Castro, lequel est soumis depuis trente ans à un embargo américain, voire son homologue du Yémen, un pays qui a soutenu l'action irakienne tout en condamnant l'invasion du Koweït. D'où la réaction des Etats-Unis qui, après avoir trouvé cette idée « intéressante », s'étaient empressés de l'enterrer.

À présent que Cuba et le Yémen ont quitté le Conseil de sécurité à l'issue de leur mandat de deux ans, celui-ci a une allure beaucoup plus « fréquentable » pour les pays occidentaux qui exercent une influence prépondérante au sein de l'instance majeure de l'ONU, et le premier ministre britannique, M. John Major, a pu reprendre à son compte l'initiative française.

Fixée d'abord au 30 janvier (une date qui ne convenait pas à la France, en raison de la visite que devait effectuer le président Mitterrand dans le sultanat d'Oman) le

sommet des Quinze a finalement été reporté au lendemain, dernier jour de la présidence britannique au Conseil, assurée chaque mois par un pays différent. Pour la première fois dans l'histoire de l'institution, depuis sa création en 1945, les membres du Conseil, parmi lesquels les membres permanents détenteurs du droit de veto (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), les non-permanents siégeant depuis janvier 1991 (Australie, Belgique, Equateur, Inde, Zimbabwe) et les nouveaux entrants (Cap-Vert, Hongrie, Japon, Maroc, Venezuela), ont pu passer en revue, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, l'ensemble des questions touchant à la sécurité collective, au maintien de la paix dans le monde et au désarmement.

Une déclaration solennelle

Ce sont ces préoccupations, précédées par un constat, celui de « l'avènement d'une ère nouvelle », marquée par la fin de l'affrontement Est-Ouest, que l'on retrouve dans la déclaration solennelle destinée à être lue le 31 janvier par le président du Conseil, Sir David Hannay (Grande-Bretagne), à l'issue des discours prononcés par chacune des délégations. Après avoir évoqué le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud et la souveraineté retrouvée du Koweït, sans oublier une mention pour « la situation humanitaire des populations innocentes en Irak », le document apporte son soutien au processus de paix engagé au Proche-Orient, où l'ONU ne figure cependant que comme simple observateur.

La déclaration présidentielle aborde ensuite les opérations de maintien de la paix menées en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe (où les Nations unies ont envoyé une mission en Yougoslavie) pour souligner que les changements intervenus dans le monde, « aussi positifs soient-ils, entraînent de nouveaux risques pour la stabilité et la sécurité ». Une allusion aux événements intervenus depuis l'effondrement des régimes communistes à l'Est. L'attachement au droit international et à la Charte de l'ONU étant réaffirmé, les pays membres demandent au Conseil de sécurité, par l'intermédiaire de son secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, de four-

nir au Conseil avant le 1^{er} juillet prochain des recommandations visant à renforcer la capacité de l'organisation en termes de diplomatie préventive.

Le dernier volet concerne le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération nécessaires pour assurer « la paix et la sécurité internationales » et le document s'achève sur un hommage rendu à l'ancien secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, et approuve le souci manifesté par son successeur « d'améliorer et de renforcer le fonctionnement des Nations unies ». Sur ce dernier chapitre, les Quinze se disent prêts à assurer « pleinement leurs responsabilités » sans que l'on sache très bien si cette promesse vise aussi leurs engagements financiers. Prévisible écart au bon fonctionnement d'une institution dont les tâches, notamment sous forme d'opérations de maintien de la paix, de la mise en place d'élections libres mais aussi d'aides diverses (telle l'aide d'urgence de 650 millions de dollars consentis aux pays de la Corne de l'Afrique), se sont considérablement accrues ces dernières années.

Certains critiquent ouvertement le statut privilégié des membres permanents et l'utilisation qu'ils peuvent faire du droit de veto, un « outil archaïque, hérité de la guerre froide », selon un délégué représentant les pays non alignés. En privé, chacun admet que les cinq membres permanents devront tôt ou tard ouvrir leurs rangs pour refléter un « nouvel ordre mondial » où les grandes puissances sont aussi économiques. Le Japon a déjà fait savoir qu'il demanderait sous une forme à déterminer son admission au sein de ce « club ». Sa présence au Conseil de sécurité lui faciliterait sans doute la tâche.

L'Allemagne, qui n'y figure pas, n'entend pas rester totalement absente du débat. Pour l'instant, ses préoccupations politiques sont internationales et européennes. Mais son comportement, dans la crise yougoslave confirmée aux yeux des délégués que, sans être encore directement présent sur la scène européenne, ce pays entend jouer le rôle qu'il estime être le sien. Et plus seulement celui de bailleur de fonds.

SERGE MARTI

« Nous avons besoin d'actes, pas de mots »

déclare M. Eltsine à Londres

Au cours de son bref passage à Londres, jeudi 30 janvier, M. Boris Eltsine a pris l'engagement de réorienter l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, afin de ne plus traiter les villes britanniques comme des cibles potentielles. Le président russe a renoncé à demander une réduction du potentiel nucléaire de la Grande-Bretagne, lequel, selon M. Major, assure une dissuasion minimale. Le président russe a, d'autre part, critiqué l'insuffisance de l'aide financière occidentale en faveur de la Russie.

LONDRES

de notre correspondant

Les quelques heures que M. Boris Eltsine aura passées à Londres auront marqué symboliquement la fin de la guerre froide : les deux pays ont signé une déclaration d'amitié, qui deviendra ultérieurement un traité. La déclaration souligne une volonté de coopérer à la fois sur les plans économique et militaire, mais aussi en faveur d'une réduction des armements nucléaires. Ce dernier point est le plus vague, la visite du président russe ayant donné l'occasion à la Grande-Bretagne de réaffirmer que, comme la France, elle ne s'estime pas liée par les mesures de désarmement nucléaire prises par les Etats-Unis et l'ex-URSS, dans la mesure où elle n'a pas été conviée aux discussions à ce sujet entre Moscou et Washington.

Le président russe, qui, avant son arrivée à Londres, avait insisté pour que la Grande-Bretagne, la France et la Chine consentent à réduire leurs potentiels nucléaires respectifs, a renoncé à formuler cette demande, lors de ses entretiens avec le premier ministre britannique, M. John Major. Quatre heures de discussions qualifiées de « chaleureuses et amicales » ont, semble-t-il, convaincu le président russe : « Le nombre d'armes nucléaires à la disposition de la Grande-Bretagne n'est pas comparable avec le nôtre et, dès lors, cette question ne mérite vraiment pas d'être discutée », a-t-il déclaré. Cette affirmation vaut vraisemblablement pour la France, dont le potentiel nucléaire est comparable

à celui de la Grande-Bretagne, et où M. Eltsine est attendu en visite officielle les 5 et 6 février.

M. Major a, de son côté, réaffirmé que la Grande-Bretagne considère le nombre de ses missiles nucléaires comme « minimal ». Londres estime, d'autre part, qu'il faudra au minimum dix ans pour démanteler l'arsenal nucléaire soviétique, celui-ci constituant toujours une menace pendant cette période. Le gouvernement de M. Major s'est engagé à poursuivre le programme en cours, qui prévoit le remplacement des missiles Polaris par des Trident, ce qui portera le nombre de têtes nucléaires de 192 à 512.

Un nouveau téléphone rouge

Quatre sous-marins nucléaires de même nom sont prévus, trois étant en cours de construction, le quatrième devant être officiellement commandé incessamment. L'opposition estime que, dans un climat de fin de guerre froide et de désarmement nucléaire, la nécessité d'un quatrième sous-marin Trident ne se justifie pas forcément. Comme il l'avait fait s'agissant des villes américaines, le président russe s'est engagé à ne plus considérer les villes britanniques comme des cibles potentielles pour les missiles soviétiques. « Dans le passé, a-t-il indiqué, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe en général étaient considérés comme nos

ennemis potentiels. Cette doctrine doit être changée et les cibles des missiles modifiées ».

La déclaration en quinze points signée par MM. Eltsine et Major prévoit notamment que la Grande-Bretagne aidera la Russie à démanteler les armements nucléaires concernés par les réductions annoncées par Moscou, ainsi qu'à « restructurer » son armée, quelque 700 000 soldats devant être démobilisés cette année. Une équipe d'experts britanniques doit se rendre en Russie pour évaluer les « besoins immédiats » s'agissant des questions nucléaires. Ces nouvelles relations bilatérales vont être formalisées par l'installation d'une ligne directe (téléphone rouge) entre le Kremlin et le 10 Downing Street.

Dans le domaine économique, Londres s'est engagée à mettre à la disposition de la Russie et des autres Etats qui forment la CEI une somme de 280 millions de livres (environ 2,8 milliards de francs), sous la forme de crédits à l'exportation et d'assurances pour des investissements. Tout en remerciant la Grande-Bretagne de cet effort, M. Eltsine a clairement laissé paraître sa déception, estimant que l'aide occidentale n'était en « aucune manière » suffisante : « Il y a eu beaucoup de paroles, a-t-il souligné, [mais] nous avons besoin d'actes, pas de mots ».

LAURENT ZECCHINI

M. Mitterrand affirme que les Etats-Unis et l'ex-URSS doivent « faire un effort beaucoup plus important »

Le président François Mitterrand a estimé, jeudi 30 janvier, lors de la conférence de presse clôturant son voyage dans le sultanat d'Oman, que les Etats-Unis et la Russie devaient « faire un effort beaucoup plus important » en faveur du désarmement avant que la France ne fasse à son tour un pas dans ce sens.

Evoquant l'appel lancé par le président russe Boris Eltsine à la Chine, la France et la Grande-Bretagne, les invitant à suivre l'exemple russe et américain en matière de désarmement nucléaire, M. Mit-

terrand a affirmé que la « réponse deviendra positive dès lors que les Etats-Unis d'Amérique et les membres de l'Union soviétique auront fait un effort beaucoup plus important pour se débarrasser de leur armement stratégique nucléaire ».

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a pour sa part indiqué (nos dernières éditions du 31 janvier) que la Chine ne participerait aux efforts de désarmement que lorsque l'ex-URSS et les Etats-Unis auront réduit leurs arsenaux au niveau du sien. — (Reuters, AP)

La réunion de Prague

Les pays membres de la CSCE décident de modifier la règle de l'unanimité dans des cas « très graves »

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), forte de 48 pays après l'admission de dix Républiques de l'ancienne URSS, a adopté, jeudi 30 janvier à l'unanimité, un « document de Prague » visant au renforcement de ses institutions. Elle devait clore ses travaux vendredi 31 janvier.

En adoptant à l'unanimité, jeudi soir, le « document de Prague », un texte de quarante pages sur « le développement ultérieur des institutions et structures » de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les ministres des affaires étrangères ont décidé de modifier la règle de l'unanimité dans des cas « très graves ». Le texte final prévoit, en effet, que, « afin d'accroître encore la capacité de la CSCE à garantir les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit par des moyens pacifiques », des « mesures appropriées pourront être prises (...) si nécessaire sans le consentement de l'Etat concerné, en cas de violation flagrante, grave et persistante des engagements correspondants de la CSCE ».

Toutefois la nature même des mesures de rétorsion en limite singulièrement la portée : il s'agit tout au plus de « déclarations politiques » ou « d'autres mesures de nature politique qui seraient appliquées hors du territoire de l'Etat concerné ». Il ne pourrait donc pas y avoir d'embargo ou d'envoi de commissions d'enquête sur place. Cette disposition nouvelle est une tentative de la règle de l'unanimité qui est la force et la faiblesse de la CSCE.

Les pays occidentaux se sont toutefois montrés divisés quant à l'idée d'octroyer à la CSCE un rôle de maintien de la paix dans des conflits proches de leurs frontières. Le président tchèque, M. Vaclav Havel, a souhaité, à l'instar de l'Allemagne, que la CSCE envisage de constituer une force de maintien de

la paix. Mais Américains, Français et Britanniques s'y sont montrés peu favorables. « L'Europe doit à nouveau, pour la troisième fois en un siècle, trouver en son sein un équilibre qui lui évite d'être d'autres guerres, chaude ou froide, et qui ferait en sorte qu'elle ne connaisse jamais plus de confrontation à l'égard du président Havel. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est fait le défenseur d'un rôle accru pour la CSCE, qui « doit se donner la possibilité de créer une force de « casques bleus » ». Il a été appuyé par le ministre arménien, M. Raffi Hovhannissian, qui voit dans son pays l'un des premiers théâtres d'intervention possibles pour des casques bleus européens.

Quant au ministre azerbaïdjanais, M. Houssein Sadikchov, il a expliqué que son pays ne s'opposerait pas à l'envoi d'une mission d'observateurs. Le document final scelle ce problème en notant qu'une réunion ultérieure de la CSCE devra « envisager avec soin les possibilités de maintien de la paix de la CSCE ou d'un rôle de la CSCE » dans ce domaine.

Par ailleurs, les ministres des affaires étrangères se sont engagés « à faire face à la menace d'accumulation excessive d'armements conventionnels » et, en particulier, « aux transferts d'armes dans les zones de tension ». Se fondant sur « les principes de transparence, de consultation et de retenue », les 48 ont confirmé leur appui au registre des transferts internationaux d'armements des Nations unies, créé en septembre dernier, et se sont engagés à « transmettre des informations complètes pour la tenue de ce registre ».

Les ministres de la CSCE ont également exprimé leur appui au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et se sont félicités de l'intention manifestée par tous les Etats de la CSCE non signataires de ce traité d'y adhérer. — (AFP, Reuters)

Le plan de paix de l'ONU pour la Yougoslavie dans l'impasse

Les perspectives de déploiement d'une force de paix en Croatie paraissent de plus en plus s'éloigner en raison des divergences de vues entre les parties en conflit et l'opposition de l'une de celles-ci, à savoir la minorité serbe de Croatie. A l'issue de multiples entretiens avec les responsables serbes et croates, le responsable, au sein de l'ONU, des opérations de maintien de la paix, M. Marrack Goulding, a exclu, jeudi 30 janvier, l'envoi de « casques bleus » dans un avenir immédiat. Un tel déploiement, a-t-il dit, interviendrait « certainement dans les prochains mois, mais je ne m'engage pas sur les prochaines semaines ». La crise yougoslave devait être discutée, vendredi, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à New-York.

BELGRADE

de notre correspondante

Avant de rentrer à New-York pour informer le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, des résultats de sa visite de quatre jours en Yougoslavie, M. Marrack Goulding avait déclaré mercredi soir à Belgrade qu'en dépit de quelques violations du cessez-le-feu, la trêve était suffisamment stable pour permettre un déploiement de forces de paix. Toutefois, pour que cette opération soit mise en œuvre, toutes les parties concernées doivent accepter le plan proposé par l'émissaire spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, et être prêts à coopérer avec les « casques bleus ».

Si M. Goulding a « vu l'impression qu'il était très important que les Nations unies envoient au plus vite leurs forces de paix en Yougoslavie », il a néanmoins constaté que des divergences persistaient quant à l'interprétation du plan de M. Vance et que de nouveaux efforts devaient être entrepris

pour éliminer tous ces obstacles. Bien que les membres du Conseil de sécurité aient réaffirmé leur intention d'envoyer le plus tôt possible les forces de paix en Yougoslavie et d'annoncer que cette question serait à l'ordre du jour de la réunion du vendredi 31 janvier, il semble exclu que l'envoi de 10 000 « casques bleus » en Croatie soit décidé dès maintenant. « Nous devons être sûrs que toutes les conditions sont remplies avant de prendre une telle décision car un échec serait catastrophique aussi bien pour l'ONU que pour la Yougoslavie », souligne M. Goulding à la fin de sa visite.

Or, dès son retour à New-York, il devra rendre compte de son échec : il n'a pas réussi à convaincre les dirigeants des enclaves serbes de Croatie, M. Milan Babic, le président de la « République serbe de Krajina », autoproclamée en Croatie, a rejeté, après deux entretiens avec M. Goulding, le plan de paix de l'ONU pourtant accepté par la Serbie, l'armée fédérale et la Croatie. Ce plan, qui prévoit notamment le déploiement de « casques bleus » dans cette enclave serbe ainsi que sa démilitarisation, est « inacceptable puisque la Krajina y est traitée comme une partie de la Croatie ».

Le Parti démocrate serbe (PDS), qui détient le pouvoir local dans les enclaves serbes de Croatie, a encore précisé mercredi que les Serbes refusent de devenir une minorité nationale dans une Croatie indépendante et entendaient faire valoir leur droit à l'autodétermination afin de demeurer en Yougoslavie. Le plan de M. Vance, estime-t-il, ne vise qu'à « étouffer la prétendue rébellion des Serbes » et non à empêcher le conflit. Le PDS rejette donc le plan de paix des Nations unies qui, selon lui, impose au peuple serbe de demeurer en Croatie et constitue que les Serbes doivent rester armés en Krajina pour se défendre contre une agression croate.

M. Babic et le PDS suggèrent un déploiement des « casques bleus » le long de la ligne de démarcation

entre les deux parties belligères, en l'occurrence « à la frontière » entre la « République serbe de Krajina » et la Croatie.

Ils optent par conséquent pour une solution « à la chypriote », qui aurait l'avantage, à leurs yeux, de confirmer implicitement la reprise en main de la Krajina par les Serbes et l'armée yougoslave. S'ils acceptent le désarmement des formations para-militaires serbes, c'est uniquement à la condition que les forces croates déposent elles aussi leurs armes.

« Divergences d'interprétation »

Si M. Goulding pouvait se montrer optimiste dimanche, après son entretien avec M. Goran Hadzic, le leader de l'enclave serbe de Slavonie (est de la Croatie), qui semblait accepter, à quelques détails près, le plan de paix des Nations unies, il doit cependant tenir compte du durcissement des autorités de Slavonie intervenu après la nouvelle démonstration d'inflexibilité de M. Babic. M. Hadzic et son gouvernement ne renonceraient pas à leur politique de fait accompli et préconisent, eux aussi, le déploiement de « casques bleus » le long de la ligne de front. Encouragé par la prise de position de M. Babic, M. Hadzic déclarait mercredi : « Les Serbes n'accepteront aucune option les contraignant à rester en Croatie ».

Lorsque M. Goulding évoque les « divergences d'interprétation » du plan Vance par les parties en conflit, c'est parce qu'il est confronté au problème suivant : schématiquement, les Serbes veulent un plan de paix pour consolider leur souveraineté sur les territoires acquis avec l'aide de l'armée yougoslave en six mois de guerre, tandis que la Croatie attend des « casques bleus » la possibilité de récupérer pacifiquement le tiers de son territoire perdu pendant le conflit.

A l'issue de son entretien de mardi à Zagreb avec M. Marrack Goulding, le président croate

Franjo Tudjman n'a laissé planer aucun doute : « Nous souhaitons mettre un terme à l'occupation des territoires croates par l'armée yougoslave. Aussi, nous voudrions obtenir le retrait de cette armée d'occupation, le désarmement des forces irrégulières et le rétablissement de l'ordre constitutionnel de la République de Croatie, tout en garantissant une autonomie administrative locale ». Des « casques bleus » permettraient donc à la Croatie de rétablir sa souveraineté sur l'ensemble des territoires qui lui étaient attribués au sein de l'ex-Yougoslavie. De son côté, M. Zvonimir Separovic, le ministre croate des Affaires étrangères, a mis en garde contre un stationnement prolongé des forces de paix de l'ONU, qui risquerait de « sceller l'état de fait actuel ». Rejetant catégoriquement la perspective d'un déploiement des « casques bleus » pour une durée de dix, quinze ou même vingt ans, comme cela a été envisagé par certains diplomates étrangers, M. Separovic a réaffirmé que « les Croates ne céderaient pas un pouce de leurs territoires ».

Le plan Vance se trouve donc dans une impasse, d'où il est extrêmement difficile de le sortir ; d'autant que le bloc serbe considère que les « casques bleus » doivent être maintenus dans les enclaves serbes de Croatie jusqu'à un règlement global de la crise yougoslave, même si cela devait prendre plusieurs années. De plus, la Serbie laisse planer une totale ambiguïté quant au statut futur qu'elle est prête à accepter pour la Krajina et la Slavonie, lui permettant d'étudier la question de savoir si Belgrade a renoncé à récupérer ces deux régions pour les inclure dans une « nouvelle Yougoslavie » qui réunirait tous les territoires à peuplement « même ethnique », comme en Slavonie — serbe. D'où l'obstruction de M. Babic et de certains officiers « fédéraux » qui refusent de se voir « sacrifiés ».

FLORENCE HARTMANN

DIPLOMATIE

tournée internationale du président russe

Le sacre de Boris Eltsine

Suite de la première page

Si l'ampleur des réductions envisagées de part et d'autre est sans précédent, le jeu est classique : « A première vue, les propositions ne coïncident pas très bien » et « un travail sérieux reste à faire à Camp David », comme l'a remarqué un bon connaisseur réduit à jouer les observateurs : Mikhaïl Gorbatchev.

Tout cela est bel et bon pour Boris Eltsine, ce « dirigeant de stature internationale » - le compliment tout frais émane de la Maison Blanche - et souligne opportunément sa prééminence sur les autres présidents de la Communauté des Etats indépendants, théoriquement égaux mais bien en mal de peser, aux yeux du monde, du même poids que la Russie. Magnifié par la loupe de plus en plus complaisante de la télévision russe, le spectacle offert à New-York et Camp David peut aussi aider M. Eltsine à soigner l'amour-propre bien mal en point de ses compatriotes, témoins à chaque pas et chaque instant de la décadence de leur pays.

Un héritage en ruine

L'héritage, pourtant, joue un rôle difficile d'abord, bien sûr, parce que l'héritage est en ruine, mais aussi parce que le « centre » moscovite est encore plus contesté qu'au temps de l'URSS finissante, et enfin parce que le président russe s'est lui-même compliqué la tâche en ravivant, par son comportement récent, les doutes qu'on nourrissait à son propos.

M. Eltsine, certes, ne vient pas en quéménéder, mais personne n'ignore que la Russie est, désormais, un pays assisté. Plusieurs des mesures de désarmement annoncées par son président sont contraintes et forcées par les réalités économiques : certaines chaînes de production de bombardiers ont dû être arrêtées, et la plupart des sous-marins et des navires de surface restent au port. De plus, si M. Eltsine donne l'impression de parler aussi bien au nom de la Russie que de la CEI, la réalité est moins simple, et son pouvoir moins assuré.

Certes, seul le président russe a la disposition réelle du feu nucléaire : le « téléphone noir » que montrait récemment le président biélorusse à l'un de ses visiteurs occidentaux n'est qu'un instrument de consultation d'urgence

entre les dirigeants des quatre ex-Républiques soviétiques où sont entreposées à ce jour des armes nucléaires. Les présidents d'Ukraine, du Kazakhstan et de Biélorussie ne paraissent pas avoir le moyen technique d'imposer leur point de vue en la matière.

Mais M. Leonid Kravtchouk réclame toujours le droit de s'opposer à un tir nucléaire, de quel que territoire de la CEI qu'il puisse être lancé. Et le président kazakh Noursoultan Nazarbaev dérange le bel ordonnancement prévu par la Russie en refusant de se défaire des missiles stratégiques stockés sur son sol, autrement que par le biais de négociations sur le désarmement auxquelles le Kazakhstan entend bien prendre part.

Des manières cavalières

En matière d'armes conventionnelles, M. Eltsine peut encore moins prétendre parler au nom de tous. L'avenir des forces combattantes classiques apparaît chaque jour plus douteux, à mesure que les Etats membres, Ukraine en tête, constituent leurs propres armées, et se méfient comme de la peste d'un commandement central de plus en plus assimilé à un commandement russe. Que M. Eltsine ait éprouvé le besoin, juste avant son départ pour Londres et New-York, de faire une apparition surprise sur un navire de la flotte de la mer Noire, au large de Novorossiisk, n'a servi en réalité qu'à rappeler au monde que son conflit avec l'Ukraine pour la possession de cette flotte n'était nullement réglé.

En l'attitude russe dans cette affaire a été diversement appréciée « un responsable de la Maison Blanche chargé d'éclairer » les journalistes avant le sommet a ainsi exprimé le souhait que ce type de différends soient réglés par « consentement mutuel » et non par des mesures « d'intimidation ».

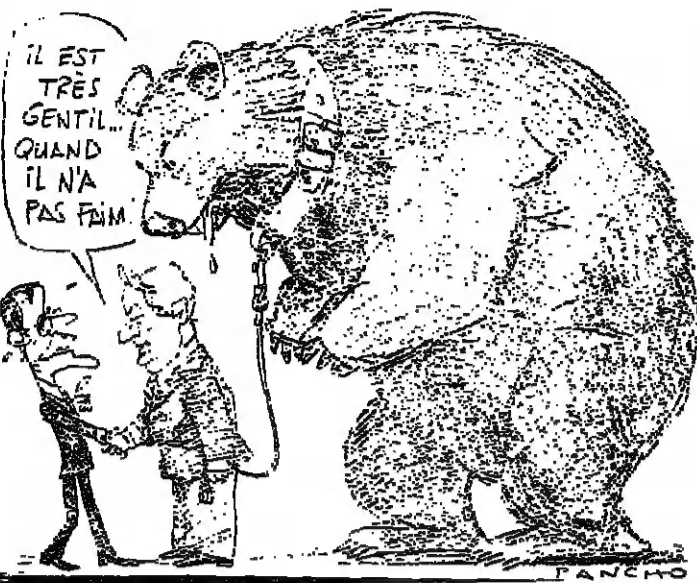
Par ailleurs, la « disparition » du président russe, inexplicable pendant près de trente-six heures, son manque d'égards élémentaires à l'endroit du ministre japonais des affaires étrangères, « décommandé » à la dernière minute et sans explications, et son peu de considération pour les participants à la conférence de Moscou pour le Proche-Orient, ont inopportunément rappelé de mauvais souvenirs, et donné des argu-

ments à ceux qui trouvent que Boris Eltsine n'a décidément pas de très bonnes manières.

L'épisode a même ravivé les « rumeurs » largement répandues à Moscou sur les effets qu'aurait l'alcool sur le comportement du président russe, et qui ont trouvé un large écho dans la presse américaine. L'affaire est d'autant plus fâcheuse qu'elle est survenue à la veille de cette visite aux Etats-Unis, où l'on n'a pas tout à fait oublié les écartés réels ou imaginaires commis lors d'une précédente visite, il y a trois ans. M. Eltsine en est réduit à démentir, avec la plus grande fermeté, être affecté en quoi que ce soit par l'alcool, comme il l'a fait dans son interview à la chaîne ABC. Qu'il accepte de répondre d'assez bonne grâce à ce genre de questions peut assurément être porté à son crédit, mais ne dissipe pas forcément tous les doutes et contribue à « fragiliser » ou à brouiller son image.

Plus rassurante sans doute pour les Américains est l'évidente priorité qu'il accorde à ses relations avec les Etats-Unis. M. Eltsine a très vite pris l'habitude de téléphoner à M. Bush - l'expérience du putsch lui ayant montré à quel point cela pouvait se révéler utile, puisque ce coup de téléphone avait largement contribué à modifier l'attitude d'abord hésitante de Washington et à précipiter la déconfiture des puschistes.

Il y eut, depuis, beaucoup d'au-



tres conversations entre les deux hommes, et c'est à M. Bush que le président russe a d'abord téléphoné pour l'informer des résultats de la réunion de Minsk, négligeant par contre d'avertir lui-même M. Gorbatchev du fait que l'URSS n'existait plus...

Cette rudesse de comportement, associée à un manque de considération élémentaire pour les pays plus petits (en témoigne, entre autres, la rupture cavalière d'ac-

cords économiques qui venaient d'être signés avec la Pologne), sont en fait autant de signes familiers : M. Eltsine, en cela comme en tant d'autres choses, est bien le continuateur de la tradition russo-soviétique. Pourtant il n'est pas sûr qu'il bénéficie de la part des Occidentaux de la même indulgence que ses prédécesseurs, même si, contrairement à ces derniers, il a été, lui, démocratiquement élu, et se veut porteur de valeurs libérales.

C'est qu'eux incarnaient la force, dominaient un empire, et au moins jusqu'à M. Gorbatchev semblaient protégés par un système indestructible. Lui, en revanche, « dirige » à peine un pays en plein désarroi, lutte pour imposer l'autorité de la Russie à une Communauté rétive, et le temps lui semble compté.

Plus encore que M. Gorbatchev, M. Eltsine a donc besoin de « succès » extérieurs, et ses partenaires occidentaux acceptent de jouer le jeu : les responsables américains se disent désormais prêts à « l'aider » comme ils s'étaient employés à « aider » M. Gorbatchev. Mais les temps ont changé, les sommets ont perdu de leur éclat, et pour M. Eltsine comme pour M. Bush, l'essentiel est ailleurs.

Le sort de M. Eltsine dépend avant tout des résultats de la thérapie de choc qu'il a imposée à la Russie, et M. Bush doit d'abord se préoccuper de lui-même, de sa réélection, et de l'économie des Etats-Unis. A la veille de la rencontre de New-York, les télévisions américaines s'intéressaient à tout autre chose, essentiellement au budget et au procès pour viol de Mike Tyson, et les grandes propositions de désarmement de Boris Eltsine n'étaient mentionnées qu'en passant.

JAN KRAUZE

POUR PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.



Cette semaine, comment le fisc écrase les cadres : les intéressés parlent, les chiffres sont éloquentes !
Pourquoi les étrangers reviennent à la Bourse de Paris.
Automobile : ce que Bérégovoy rapporte de Tokyo.
IBM dernière chance de BULL.



CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DECIDEZ !

PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité !

ET GAGNEZ

- Impact sur un public
- qualité des contacts
- Influence en réunions
- maîtrise en entretiens
- force de conviction
- rayonnement de votre personnalité

CONFERENCES GRATUITES

90 CHAMPS ELYSEES
les 5, 6, 7 Février
de 19h précises à 20h45

GARE DE LYON, Hôtel Fronteur
du jour de la tour de la Gare
Lun 10 et Mar 11 Février
de 19h précises à 20h45

LE CHESNAY
Paris 2 bureaux
du jour de l'Hôtel Mercure
Lun 10 et Mar 12 Février
de 19h précises à 20h45

SAINT GERMAIN
Paris 14
21 rue Thiers, PER à 100 m
Mar 11 Février
de 19h précises à 20h45

ENTRAINEMENT CARNEGIE®
Leader mondial de la Formation
Présenté en France par la SIE Weyna
2 Rue de Marly - 75150 Le Chesnay
Tél 1-39 54 61 06 - Fax 1-39 54 81 25

EN BREF

■ **BIRMANIE** : remaniement au sein de la haute militaire. - Le Conseil d'Etat pour le renouveau de l'ordre (SLORC), la haute militaire qui dirige la Birmanie, a coopté plusieurs nouveaux membres, a annoncé, mercredi 29 janvier, Radio-Rangoon. La haute, présidée par le général Saw Maung, compte désormais dix-neuf généraux. Un civil, U Ohn Guaw, a été confirmé au poste de ministre des affaires étrangères. Ces décisions ont été qualifiées de premier pas vers « l'émergence d'un nouvel Etat démocratique ». - (Reuters)

■ **CAMBODGE** : la France envoie quarante-deux experts en déminage. - Quarante-deux Français participent au contingent de deux cents instructeurs en déminage qui seront envoyés au Cambodge dans le cadre de la MIPRENUC (Mission préparatoire des Nations unies), a annoncé, jeudi 30 janvier, le contrôleur général Gérard Delbault, chef du SIRPA. Les démineurs français font partie du 17^e régiment de génie parachutiste de Montauban.

■ **CUBA** : Amnesty international demande l'arrêt des exécutions. - Amnesty international a exhorté, jeudi 30 janvier, le gouvernement cubain à mettre un terme aux exécutions, après celle de l'opposant Eduardo Diaz Betancourt, le 20 janvier, et devant les menaces pesant sur le sort de plusieurs prisonniers politiques. « La peine de mort est toujours inacceptable, mais, à Cuba, la peine capitale n'est même pas entourée d'un système adéquat de garanties légales », déclare l'organisation. Amnesty international s'interroge par ailleurs des récents propos du vice-président Raoul Castro, qui a évoqué la possibilité de rétablir les tribunaux révolutionnaires.

EUROPE

IRLANDE : la démission annoncée du premier ministre

La sortie de «Charlie» Haughey

Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a annoncé, jeudi 30 janvier, qu'il démissionnerait de son poste et de celui de dirigeant de son parti, le Fianna Fail (nationaliste), jeudi 6 février (nos dernières éditions du 31 janvier). Personnalité controversée, M. Haughey, âgé de soixante-sept ans, accusé par son ancien ministre de la justice d'avoir autorisé, il y a dix ans, la mise sur écoute de deux journalistes, a dû se résoudre à jeter l'éponge.

DUBLIN

de notre correspondant

Une carrière politique remarquable, longue de trente-cinq ans, prend fin à la suite d'une série de scandales financiers auxquels les partis de l'opposition avaient tenté, sans beaucoup de succès, d'associer M. Haughey. Mais «Charlie», comme on l'appelle, s'est retrouvé de plus en plus isolé au sein de son parti. La semaine dernière, la petite formation des démocrates progressistes (conservateurs), membre de la coalition au pouvoir, avait menacé de se retirer si M. Haughey restait à la tête du gouvernement (le Monde du 25 janvier). Les députés du parti de M. Haughey, craignant des élections anticipées alors que leur cote de popularité est très basse, ont dû finalement accepter ce qu'ils considéraient comme un «chantage» de la part de leurs partenaires.

Lutte pour la succession

Ils ont persuadé leur leader, qui, depuis sa prise de fonctions en 1979, avait survécu à de nombreuses tourmentes, de se retirer. Et pour la première fois, M. Haughey a donc cédé. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion des parlementaires du Fianna Fail, M. Haughey a déclaré que, pour mettre fin à l'incertitude politique, il était temps de passer main à un nouveau dirigeant, qui aurait la tâche d'unir le parti. Le Fianna Fail (les Soldats du destin)

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Un cargo chargé d'armes tchèques est arraisonné en Méditerranée

Sur ordre de la chancellerie, une flottille de la marine allemande a procédé, mercredi 29 janvier au large de la Sicile, à l'arraisonnement d'un cargo allemand, le *Godewing*, transportant seize chars T-72 tchécoslovaques vers la Syrie. Escorté par un bâtiment militaire, le cargo regagne l'Allemagne, où une instruction a été ouverte par le parquet de Kiel pour contrevention à la législation sur les exportations d'armement. La cargaison, venant de Tchécoslovaquie, avait été embarquée le 12 janvier dans le port polonais de Szczecin. Le T-72 est construit par l'industrie d'armement tchèque qui cherche désespérément des débouchés depuis les accords de désarmement. Un contrat pour la livraison de deux cent cinquante T-72 avait été signé début 1991 entre Prague et Damas. (Corresp.)

CAMEROUN

Affrontements tribaux dans le nord du pays

Des incidents opposant des membres de l'ethnie kotoko à des Arabes Chos ont fait au moins cinq morts, mercredi 29 et jeudi 30 janvier, dans la région de Kousséri, à l'extrême nord du Cameroun, selon une source médicale. Ces affrontements, liés à un climat d'effervescence électorale, ont éclaté durant l'inscription des électeurs en vue des législatives du 1^{er} mars, premier scrutin pluraliste depuis vingt-six ans. Trois partis politiques (le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, au pouvoir, le Social Démocratique Front et l'Union nationale pour la démocratie et le progrès) cherchent à s'imposer dans la région. Un médecin de l'hôpital de Kousséri a indiqué avoir vu les corps de plusieurs victimes et a estimé possible qu'il y en ait «beaucoup d'autres». (AFP, Reuters.)

fondé par Eamon de Valera en 1926, est divisé en plusieurs fractions, et la bataille de la succession sera dure.

Des quatre candidats en lice, M. Albert Reynolds paraît pour l'heure le mieux placé. Agé de cinquante-sept ans, ministre des finances jusqu'au mois de novembre 1991, il a été démis de ses fonctions lorsqu'il s'est prononcé en faveur d'un vote de censure contre M. Haughey. Toutefois, les fidèles de «Charlie» manifestent peu d'enthousiasme pour la candidature de celui qu'ils rendent en partie responsable du départ prématuré du *taoiseach* (premier ministre). Celui-ci a déclaré qu'il n'interviendrait pas dans la campagne pour sa succession, mais il s'attendait, à l'évidence, à céder sa place au jeune député originaire de Dublin, M. Bertie Ahern, âgé de quarante ans. Signe de l'affection qu'il lui porte, M. Haughey l'a nommé au ministère des finances à la suite du départ de M. Reynolds. Néanmoins, M. Ahern a peu d'expérience ministérielle : avant sa nomination, il n'avait détenu qu'un seul portefeuille, celui du travail, où il développait, avec succès, des relations cordiales avec les syndicats. Il a l'air d'avoir présenté, mercredi, son premier budget, généralement bien accueilli par l'ensemble des partenaires économiques et sociaux. Les autres candidats, M^{me} Mary O'Rourke, ministre de la santé, et M. Michael Woods, ministre de l'agriculture, pourraient représenter des solutions de compromis.

Quelle que soit l'issue de la «bataille», la scène politique irlandaise ne sera plus la même après le départ d'un homme dynamique et intelligent, mais peu tolérant. Les controverses auxquelles il a été mêlé depuis qu'il est entré dans la carrière en occupant le portefeuille des finances entre 1966 et 1970 - il était à l'époque le ministre des finances le plus jeune d'Europe occidentale - ont fourni aux médias de quoi remplir des pages de journaux et des heures d'émissions de radio et de télévision.

JOE MULHOLLAND

EN BREF

■ IRLANDE DU NORD : un catholique tué. - Un catholique a été tué à bout portant par un tireur masqué, jeudi 30 janvier, à Lisburn, près de Belfast, en Irlande du Nord. Les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), un groupe paramilitaire protestant, a revendiqué l'assassinat. (AFP.)

■ ESTONIE : nouveau gouvernement. - Le Parlement estonien a approuvé, jeudi 30 janvier, la formation d'un nouveau gouvernement conduit par l'ancien ministre des transports, M. Tiit Vahi, rapporte l'agence estonienne ETA. M. Vahi, dont le cabinet compte seize membres (six de l'ancienne équipe), remplace M. Edgar Savisaar, qui a démissionné la semaine dernière faute d'avoir obtenu le soutien du Parlement à sa politique économique. (Reuters, Itar-Tass.)

■ GÉORGIE : vote massif des Ossètes du Sud pour leur indépendance. - Les Ossètes du Sud ont voté, le 19 janvier dernier, à 99,75 % pour l'indépendance de leur région autonome du nord de la Géorgie et pour son rattachement à la Fédération de Russie, selon les résultats officiels communiqués, jeudi 30 janvier, par l'agence Interfax. Le taux de participation a été de près de 97 %, mais ce chiffre ne tient pas compte de la population géorgienne de la région (près de 30 %), qui n'a pas participé au scrutin. L'Ossétie du Sud souhaite à terme fusionner avec l'Ossétie du Nord, République soeur rattachée à la Fédération de Russie. (AFP.)

■ CÔTE-D'IVOIRE : violents incidents sur le campus d'Abidjan. - De violents incidents ont éclaté, jeudi 30 janvier, sur le campus de l'université d'Abidjan, où des centaines d'étudiants ont sacqué des locaux de la faculté de médecine et incendié des véhicules. Ces incidents ont eu lieu au lendemain du refus du président Félix Houphouët-Boigny de sanctionner le chef d'état-major, le général Robert Guéi (le Monde du 31 janvier), considéré comme responsable des exactions commises en mai 1991 par l'armée sur le campus de Yopougon. (AFP, Reuters.)

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

«Celui qui a parlé de point de détail est un...» a déclaré M. Tapie à Nice, devant deux mille cinq cents personnes

du Front national et la réprobation de la classe politique. La main en pavillon derrière l'oreille, M. Tapie écoute. Il vient de parler de sa récente visite, à Jérusalem, au mémorial érigé pour perpétuer le souvenir de un million cinq cent mille enfants martyrs du nazisme. «Celui, dit-il, qui a osé dire que c'était un «point de détail», c'est pour moi un...» D'un même élan, le public complète sa phrase : «...salaud!» M. Tapie applaudit et exulte. «Je constate, ironise-t-il, que vous êtes aussi moches que moi!»

Et il enchaine. «Alors, il faut croire que «salaud», c'est terrible! Parce qu'à long terme d'année, M. Le Pen est traité de fasciste, de raciste, d'antisémite, et ce n'est pas grave. Ce qui est grave, c'est d'être un salaud!» M. Tapie a eu le temps de déclamer, M. Léotard et compagnie.

NICE

de notre correspondant régional

Deux mille cinq cents personnes - un record pour la gauche à Nice - ont réservé un accueil très chaleureux à M. Tapie. Elles ont volontiers repris, à son invitation, le «gros mot» en question, qui lui a valu une plainte pour injure du président

■ M. Durieux appelle à «barer la route» au Front national. - M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a appelé les électeurs à «barer la route» au candidat du Front national, le 2 février, au second tour de l'élection partielle de la quatrième circonscription du Nord, destinée à pourvoir le siège vacant depuis le décès de Jacques Houssin, suppléant de M. Durieux, entré au gouvernement en octobre 1990. Le ministre délégué avait reconnu à cet candidat à cette partielle.

■ Des gaullistes et des barristes forment des listes communes en Provence. - Des gaullistes et des barristes forment des listes communes en Provence, «opposés à toute compromission avec le Front national», ont annoncé, mercredi 29 janvier, à Marseille, leur présence aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur sur des listes

«Pour une nouvelle majorité régionale». Les listes de liste dans trois départements ont été rendues publiques. Il s'agit de MM. Jean-Pierre Roux, ancien maire d'Avignon, récemment exclu du RPR, Jean-Claude Babin, présenté comme «un des fondateurs du mouvement renouveau du RPR» (Var); Henry Bureau, «gaulliste et ancien du RPR», respectivement dans la Vaucluse, le Var et les Bouches-du-Rhône.

La réunion du conseil national du PR

M. Longuet et ses amis se placent dans la perspective de l'alternance en 1993

Avant le rassemblement, dimanche 2 février à Bordeaux, de tous les présidents de conseils régionaux ou généraux de l'UDF, le Parti républicain a donné, jeudi 30 janvier, le coup d'envoi de sa campagne pour les élections régionales et cantonales de mars. Son mot d'ordre : «Prêts pour l'alternance».

Convocqué dans le cadre inhabituel de la salle Wagram, à Paris, et de surcroît, en milieu de semaine, le conseil national du PR a connu une belle affluence. Ses organisateurs ont feint d'en être surpris. Il était pourtant naturel qu'à l'heure où se bouclent les négociations entre élus-majors autour des listes régionales et des cantons, toutes les bonnes volontés se manifestent.

«Prêts pour l'alternance», tel était le mot d'ordre de ce premier conseil national de l'année, mais le dernier avant les rendez-vous électoraux de mars. C'est, aussi, le titre du document de synthèse d'une trentaine de pages, dégageant les lignes de force d'un programme libéral et destiné, selon ses auteurs, à servir de «contribution» pour «les grands choix» de l'UFF. Beaucoup de belles formules, de grands principes et de nobles sentiments pour attester «de cette soif d'élévation» du PR. Cependant, de toute évidence, les préoccupations des cadres du parti étaient beaucoup plus terre à terre.

Les dirigeants du PR n'ont guère eu à se forcer pour convaincre leurs auditeurs de l'immence de l'alternance. Il était aisé de déceler, déjà, dans tous les rangs, une certaine ivresse inversement proportionnelle au désaveu des socialistes. En revanche, leur tâche a été plus ardue pour faire comprendre qu'en vertu de la sacro-sainte loi de l'union de l'opposition - dont «le carcan», à entendre M. Gérard Longuet, président du parti, «propose une souffrance de tous les instants» - le PR n'avait pu introduire un rapport de forces et que, par conséquent, des arbitrages douloureux avaient été imposés dans la composition des

listes. Fort de ses neuf présidences de région et de ses quinze présidences de conseil général, le PR entend néanmoins peser de tout son poids dans la bataille à venir.

Ces mises au point faites, pas toujours bien admises, l'essentiel des discours des dirigeants du PR aura consisté à broder sur l'euphorie ambiante favorisant parfois à l'endroit du gouvernement le plus mauvais procès de Café du commerce. Les anciens ministres de la cohabitation ont retenu certaines leçons. Certes, sont-ils venus tous expliquer en substance, notre victoire aux régionales et aux cantonales ouvrira devant l'opposition les portes de l'alternance, mais sachons que nous devons d'abord nous efforcer de nous-mêmes. «Ne vendons pas la peau de l'ours, parce qu'il n'y a plus d'ours», a recommandé M. François Léotard. Demain, il nous faudra gouverner hardiment contre la démagogie de gauche, qui renouera le lundi matin qui suivra notre victoire, contre la démagogie de droite que nous devons chasser de nos rangs, de nos esprits, de nos partis. (...) Si nous ne voulons pas que la déception succède à l'enthousiasme, ne promettons rien. «Notre principale tâche, a surmonté M. Charles Millon, sera de lutter contre le fatalisme politique qui est en train de s'installer et de réconcilier les citoyens avec la politique, en leur prouvant que si nous voulons le pouvoir, c'est pour le leur rendre».

M. Longuet a affirmé que les prochaines élections devaient fournir une triple démonstration : celle «de la solidité de l'union de l'opposition» - le président du PR a réitéré sa proposition de constitution d'un conseil national de l'opposition, «véritable Parlement permanent» de l'UFF, avant la fin de cette année - celle «de l'appât de changement des Français» et, enfin, celle que l'union du RPR et de l'UDF «constitue la seule force de gouvernement dans ce pays». Tous ont plaidé pour «une alternance franche» - vis-à-vis de M. Mitterrand. «La sagesse», a expliqué M. Alain Madelin, voudrait qu'on avance l'heure de l'alternance, mais peut-on encore parler de sagesse

aux socialistes? (...) Disons-le clairement tout de suite : si, au lendemain des élections régionales, le président de la République tentait de changer la règle du jeu électoral, la réponse de l'opposition ne pourrait qu'être : «Monsieur le Président, pariez, il n'est que temps».

Quant au Front national, «il existe un parallélisme total, estime M. Léotard, entre l'alliance avec le Front national et l'alliance avec le Front national contre la gauche».

«Les deux démarches, a-t-il expliqué, sont d'abord immorales, ensuite inefficaces. C'est dire qu'elles sont, pour nous, dangereuses et inutiles».

Force est de constater que la salle était plus réceptive à l'avertissement de M. Madelin qu'au «parallèle» de M. Léotard.

DANIEL CARTON

■ La «cote» de M. Mitterrand reste stable selon la SOFRES. - Selon un sondage effectué par la SOFRES, du 21 au 23 janvier auprès de mille personnes et dont les résultats sont publiés par le *Figaro-Magazine* du 1^{er} février, la cote de confiance de M. François Mitterrand reste inchangée en janvier, par rapport au mois précédent, avec 35 % d'avis favorables, face à 62 % d'avis contraires. Il en va de même pour M^{me} Edith Cresson, qui ne gagne qu'un point, avec 26 % (au lieu de 25 % en décembre) de personnes interrogées qui lui font confiance. Ces résultats, qui s'ajoutent aux enquêtes réalisées à la même époque par d'autres instituts que la SOFRES, confirment le lien étroit qui existe entre la cote du président de la République et celle de son premier ministre. Toutefois les pentes varient selon les instituts. Alors que le baromètre de l'IFOP pour le *Journal du Dimanche* du 26 janvier fait apparaître un regain en janvier, après une chute continue qui remontait au printemps 1991, celui de BVA pour *Paris-Match* du 30 janvier enregistre toujours une baisse de la popularité du couple exécutif.



«Qu'est-ce qu'ils ont dit?» demande-t-il. Ce qu'ils disent tout le temps : «M. Le Pen, certes, c'est épouvantable, mais pas ses électeurs, parce qu'eux, ils votent, et il faut donc les prendre en considération».

M. Tapie, lui, n'a rien à faire de ce «commerce». Il continuera, donc, à user du langage que s'isolé papa et (sa) maman lui ont appris, celui de la rue, que tout le monde comprend.

«Parmi tous les électeurs de M. Le Pen, persiste-t-il, beaucoup sont plus sots que salauds. C'est la seule excuse, éventuellement, que je leur accorde».

Le public, qui l'ovationne, est, manifestement, de son avis. Il poursuit. «Quand je dis qu'ils sont des salauds, je distingue, en réalité, entre celui qui n'entendra jamais mon message (...) et celui qui nous écoute, auquel il faut dire qu'il a raison de nous enquerir, mais (...) qu'il peut nous sanctionner d'une autre manière». De toute façon, «il n'y a que comme cela qu'on fera reculer le Front national», en disant à ses électeurs qu'ils ne sont pas des salauds, mais qu'ils méritent un bulletin dans l'urne pour M. Le Pen, qu'ils sachent bien qu'ils votent pour un fasciste, un antisémite, un salaud!...»

Ultime argument : le Front national n'a rien à envier au reste de la classe politique. Bien au contraire, puisqu'il compte dans ses rangs «plus de cent conseillers de droit commun», alors - affirme audacieusement M. Tapie - qu'il n'y en a pas un seul dans les autres partis». Auparavant, M. Schwartzberg avait usé d'arguments chiffrés pour dénoncer les «mensonges» de M. Le Pen.

GUY PORTE

Haute-Garonne : frictions à droite TOULOUSE

de notre correspondant

Capitaine à la barbe blanche sous les cieux aversonnais, le maire de Rodez, M. Marc Censi (UDF-PR), président du conseil régional de Midi-Pyrénées, s'était installé sans trop de difficulté à la barre du navire de l'UFF en Haute-Garonne. Figure de proue, bien qu'en dernière position sur la liste, M. Dominique Baudis (UDF-CDS), maire de Toulouse, promettait à l'équipage une croisière de santé tant le principal concurrent, M. Lionel Jospin, semblait pâler des vents contraires.

Le tangage a commencé quand deux conseillers régionaux sortants et tous deux adjoints au maire de Toulouse, M. Jean Sudre (UDF-rad), vice-président du conseil régional en charge de la commission Recherche, et M. François Farré (UDF-PSD), également vice-président, apprirent par des indiscrétions bien calculées qu'ils n'étaient plus en position éligible sur la liste concoctée par l'UDF, dont M. Pierre Baudis, le père de Dominique, est président départemental. Le CDS, qui a pour président adjoint M. Dominique Baudis, et le PR de M. Serge Didier, adjoint au maire de Toulouse, s'étaient distribués les meilleures places, rejetant dans l'abysse de la liste les deux sortants.

M. Farré demande des comptes à son président de région et il bat campagne pour lui-même et pour «tous les exclus de la liste». Résultat : M. Censi hausse le ton, tourne contre les partis, menace, selon certains, de lever l'ancre et promet à MM. Sudre et Farré de les installer en place plus confortable, aux quatorzième et quinzième rangs. Paris entraine. La presse est invitée à venir admirer, le 27 janvier, le bel ordonnancement de l'équipage, puis elle est décommandée sans explication. La présentation de l'Assemblée des listes Censi en Midi-Pyrénées se fera «plus tard».

L'agacement des caciques du RPR

Le coup de tabac survint mardi soir 28 janvier. MM. Censi et Baudis congédiaient tout simplement M. Farré par une lettre dans laquelle ils déclaraient : «Par des déclarations inexactes reproduites et commentées dans la presse, vous avez répandu l'idée fautive d'un désaccord entre le président de région et le maire de Toulouse. (...) Afin de démentir ces allégations trompeuses, nous avons dû prendre, à regret, mais d'un commun accord, la décision de vous demander de vous retirer de l'équipe que nous conduisons».

Le destinataire a bien enregistré le message. Il s'est réfugié, le lendemain, dans un communiqué lourd de repentir, en espérant pouvoir plaider sa cause auprès des deux chefs de file de l'UFF à leur retour de Paris. Mais ce dossier à peine refermé, - providentiellement peut-être, - l'ouvre celui de M. Jean-Paul Séguela. Maire de Bessière et conseiller général de Montastruc-la-Conseillère, cet ancien député RPR annonce qu'il sera candidat aux régionales à la tête d'une liste dont le second serait M. Gilbert Mélaç, ancien responsable du Front national en Haute-Garonne et actuel tête d'affiche du CNL. De quoi, cette fois, agacer les caciques RPR. M. Christian Raynal, qui doit affirmer son autorité sur la fédération départementale, affirme qu'il y a de l'exclusion dans l'air. Pis : on promet à M. Séguela des lendemains électoraux qui déchantent. Déjà, M. Serge Didier, patron départemental du PR, est prêt à se dévouer avec l'espoir de gagner enfin son ticket d'entrée à l'assemblée départementale.

GÉRARD VALLES

ÉDUCATION

Dès la rentrée prochaine

L'Ecole des hautes études urbaines ouvrira ses portes à Lyon

L'Ecole des hautes études urbaines recevra ses premiers étudiants en octobre. L'annonce en a été faite, jeudi 30 janvier, par M. Michel Delabarre, ministre de la ville, qui ouvrira à Lyon les Rencontres internationales de la ville. C'est dans le quartier de la Croix-Rousse que M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, a proposé et obtenu que s'installe cet établissement. L'idée de sa création avait été lancée à Lyon, dans la banlieue lyonnaise, en décembre 1990, par le chef de l'Etat lors des assises de Saint-Etienne 89.

LYON

de notre envoyé spécial

Le pari et les défis ont été jusqu'ici tenus par l'équipe qui, autour de l'architecte Roland Castro, avait été chargée par M. Delabarre de concevoir le projet (le Monde du 18 juillet 1990). Le site retenu ne manque pas d'allure. Le fort Saint-Laurent, dont les remparts 1840 dominent le fleuve et la ville du haut du quartier populaire de la Croix-Rousse, sera, au propre comme au figuré, un bel observatoire urbain. Il sera libéré prochainement par les services de santé de l'armée qui l'occupaient jusqu'ici et deviendra propriété de la ville de Lyon. Réaménagés, les bâtiments pourront accueillir quelques dizaines de pensionnaires, qui y vivront comme dans une sorte de Villa Médici. A l'extérieur, une ancienne manufacture offrira ses espaces aux ateliers d'enseignement.

L'école sera un établissement public autonome doté, espère-t-on, d'un budget de 60 millions de francs par an et placé sous la tutelle de l'éducation nationale. Une quarantaine de professeurs français et étrangers constitueront le corps enseignant. Les étudiants, dont le recrutement devra commencer dans les semaines qui viennent, seront des professionnels déjà engagés dans la vie active : fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, architectes, urbanistes, élus.

Ils seront sélectionnés non en fonction d'un diplôme mais d'un projet personnel qui devra s'articuler autour du thème retenu pour la promotion. La première ne comprendra qu'une quinzaine d'étudiants, mais les suivantes attendront soixante personnes qui s'engageront à suivre un cycle de deux ans au cours duquel alternent enseignements magistraux, missions sur le terrain et travaux personnels, le tout sanctionné par un diplôme.

L'école éditiera en outre des ouvrages et assurera la traduction et la diffusion de livres étrangers traitant des problèmes de la ville. Elle organisera tous les deux ans des rencontres internationales, dont les premières précéderont la rentrée à Lyon les 30 et 31 janvier. Leur succès même - plusieurs centaines de participants venant de vingt-cinq pays - témoigne de l'intérêt que suscite la création de l'école. M. Michel Delabarre a tenu à en fixer immédiatement les contours. « Créer une tour d'ivoire de la pensée urbaine ne m'intéresse pas », a-t-il dit. Ce qui est passionnant dans ce projet, c'est d'organiser la convergence de savoirs au service de la transformation sociale.

MARC AMBROISE-RENDU

La grève des lycées et collèges modérément suivie. - La grève dans les lycées et collèges, jeudi 30 janvier, lancée à l'appel du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP), a été modérément suivie. 23,63 % de l'ensemble des personnels concernés, selon le ministère de l'éducation nationale, 60 % des personnels enseignants et 80 % des surveillants en service ce jour-là, selon le SNES, ont participé au mouvement pour protester notamment contre la réforme des lycées. Les enseignants des lycées professionnels, seront en grève le 4 février.

Incidents entre étudiants à la Sorbonne. - Des incidents ont opposé, jeudi 30 janvier, place de la Sorbonne, une quinzaine de militants royalistes du mouvement Restauration nationale (Action française) à des étudiants de gauche et d'extrême gauche de l'université de Paris-IV Sorbonne. Un étudiant a été blessé. Le Comité de vigilance et d'action de la Sorbonne contre l'extrême droite appelle les étudiants et les lycéens à un rassemblement, le 6 février « contre l'extrême droite ». Cette initiative est soutenue par deux syndicats présents dans les universités, l'UNEF et l'UNEF-ID.

JUSTICE

Six Turcs devant les assises du Rhône

Tentative de mariage avec rapt et viol

Six hommes, de nationalité turque, comparaissent depuis mercredi 29 janvier devant la cour d'assises du Rhône, accusés d'arrestation illégale et de séquestration. L'un d'eux, Sébahattin Kisekaya est, de surcroît, accusé de viol et de séjour irrégulier. Le groupe - trois frères, un cousin, deux amis - invoque une « coutume » visant à obtenir un mariage forcé, pour justifier l'enlèvement, en juin 1990, d'une jeune compatriote de dix-huit ans, domiciliée dans la Loire.

LYON

de notre bureau régional

« L'honneur perdu de G. » est au cœur de ce dossier. Lyonnais en terminale, trépassé, parfaitement intégré et sur le point d'obtenir la nationalité française, le jeune G. - qui s'est constitué partie civile et occupe seule, courageusement, le premier rang du public - n'en reste pas moins attaché aux traditions familiales et à des règles sociales rigoureuses. N'envisageant pas, par exemple, de se promener en ville avec un garçon, comment ne se serait-elle pas sentie déjà « déshonorée » après avoir subi un enlèvement mouvementé et trois jours de quasi-séquestration dans une maison du Puy (Haute-Loire) ? Psychologiquement, c'est une « fille perdue » qui finit par céder à la pression morale des frères Kisekaya et abandonner sa virginité à Sébahattin.

Présenté par son avocat comme un « amoureux transi », ce jeune homme au visage fin auquel

un psychiatre conclut quelques caractéristiques du « héros romantique » joue, par l'intermédiaire d'un interprète, la naïveté, voire la naïsérie. Déclarant avoir été séduit par G., dès leur première rencontre, il affirme avoir compris, par un regard, échangé selon lui lors d'une fête de fiançailles, qu'il était aimé en retour. Le fait que sa demande en mariage, formulée dans les règles par sa famille auprès des parents de G., se fut heurtée à un refus ne constituait guère à ses yeux qu'un contretemps qui imposait seulement le recours à un subterfuge. Ainsi, à l'en croire, l'histoire relèverait autant de Roméo et Juliette que de l'Enlèvement au sérail.

« Quand on aime, on force »

N'ayant rien à voir avec des malfaiteurs d'habitude, les membres du « clan » Kisekayan, - maçons, ouvriers, petit commerçant, arrivés, un à un, en France, au début des années 80, alors qu'ils avaient souvent moins de vingt ans, - ne sauraient davantage être confondus avec les Montaugu. La thèse du « rapt d'amour » que ces « machos », apparemment tranquilles, soudent plus ou moins adroitement ne résiste pourtant ni à l'examen du dossier ni aux débats. Sortie, par les cheveux et dans un nuage de gaz lacrymogène, de la voiture de sa sœur et de son beau-frère, jetée dans une R25 puis balotée, trois jours durant, dans différentes « résidences » de la Haute-Loire, G. fait une bien curieuse « victime consentante ».

Après l'arrestation de deux de ses kidnappeurs, lorsqu'elle fut

Un projet du conseil général des Hauts-de-Seine

M. Pasqua crée une université

M. Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a rendu public, jeudi 30 janvier, la création du « pôle universitaire des Hauts-de-Seine ». Cette université privée, conçue pour la première fois en France à l'initiative d'une collectivité locale devrait ouvrir ses portes à l'automne 1994, à la Défense, et accueillir à terme 5 000 étudiants.

Placé délibérément sous le signe de la « concurrence », le projet repose sur un « partenariat total » avec les entreprises, qui seront invitées à s'associer à la conception des formations, à une partie des enseignements, à la formation continue, à la recherche par le biais de laboratoires associés, ainsi qu'au financement sous de multiples formes (financement de chaires d'enseignement, de contrats aux étudiants ou versement de la taxe d'apprentissage). Cet effort ne sera pas superflu, compte tenu du coût initial de l'opération : 1 milliard de francs pour un ensemble de locaux de 35 000 mètres carrés environ, auxquels s'ajoutent plus de 100 millions de francs pour l'achat du terrain prévu sur la ZAC Danton, à Courbevoie, pratiquement au pied de l'Arche de la Défense.

Calées sur les besoins des entreprises, trois filières de formation seront proposées aux étudiants : sciences et technologie, gestion et une filière mixte associant sciences et gestion et portant par exemple sur les domaines de l'environnement, du design industriel, de la logistique ou de la prospective. Les équivalences de diplômes, a indiqué M. Pasqua, se feront à l'échelon européen plutôt qu'national. La sélection des étudiants se fera sur dossier et entretiens et les frais de scolarité devraient se situer autour de 30 000 francs par an, accompagnés de bourses et de prêts.

Autant de caractéristiques qui ne suscitent pas qu'approbations. M. Gilles Catone, conseiller général (PS) des Hauts-de-Seine et maire de Clichy, a déposé un recours auprès du tribunal administratif pour que ce projet, « qui revient à mettre en place, sous-entend-il, un système de sélection des étudiants par l'argent », soit « remis en question ». Quant à M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale, il juge l'initiative de M. Pasqua « baroque et farfelue ».

MÉDECINE

Après la polémique sur le « sexage » des athlètes olympiques

Le gouvernement veut interdire la diffusion des tests génétiques

Conséquence de la polémique déclenchée par le dépistage d'un gène de masculinité (le Monde des 28 et 29 janvier) chez les concurrentes aux Jeux olympiques d'hiver à Albertville : le gouvernement a décidé de compléter l'avant-projet de loi sur la bio-éthique (qui sera présenté au Parlement lors de la session de printemps) afin de prévenir toute dérive dans le domaine des tests génétiques. M. Michel Sapin, ministre délégué à la Justice, nous a précisé les grandes lignes du nouveau projet gouvernemental.

La polémique sur le « sexage » génétique des athlètes féminins participant aux Jeux olympiques d'Albertville a joué un rôle de révélateur. Il est apparu à cette occasion que l'avant-projet de loi sur la bio-éthique (1) péchait par insuffisance au chapitre des investigations génétiques. Ce texte ne s'intéressait qu'aux tests d'identification génétique : il prévoyait que cette technique ne pourrait être mise en œuvre que par des laboratoires agréés, à des fins thérapeutiques ou de recherche, et dans le cadre de procédures judiciaires de recherche de paternité ou d'enquêtes pénales.

« Il nous est apparu qu'il nous fallait en réalité nous intéresser à l'ensemble des tests génétiques, ceux d'identification n'étant qu'une partie d'un ensemble beaucoup plus vaste », nous a déclaré M. Michel Sapin. Nous traitons donc de cet ensemble, la loi prenant en compte toutes les techniques qui permettent d'avoir accès aux génomes humains. Le texte sur ce thème est prêt. Son titre 1 précise qu'il traite des tests génétiques et des tests d'identification génétique. Un arti-

cle de principe dira que les tests génétiques ne peuvent pas être mis en œuvre en dehors des cas prévus par la loi formulant ainsi une sorte d'interdiction générale. Deux exceptions sont actuellement prévues, la loi autorisant les tests mis en œuvre pour des raisons thérapeutiques ou à des fins de recherche ainsi que les tests d'identification dans les conditions préalablement fixées.

« Prévenir les phénomènes de dérive »

Pour M. Michel Sapin, ce dispositif est essentiel dans la mesure où il renverra dans l'avenir à un débat au Parlement et au vote d'une loi les éventuelles nouvelles autorisations concernant - par exemple - la recherche du gène de masculinité chez les sportives. « Lors de ce débat devant le Parlement, on devra démontrer les raisons d'intérêt général qui justifient l'utilisation de tests », explique le ministre délégué à la Justice. On pourra alors fixer le cadre de la réglementation nécessaire à leur utilisation.

« Les problèmes à venir sont considérables », poursuit-il, et dépassent de très loin le problème soulevé à Albertville. Même si des arguments scientifiques s'y opposent, je comprends qu'on puisse soutenir qu'il faille pour des raisons d'équité sportive rechercher un gène chez les concurrentes. Il en ira tout à fait différemment dès lors que de nouveaux tests génétiques apparaîtront, accessibles aux employeurs ou aux assureurs, définissant par exemple telle ou telle caractéristique positive ou négative utilisable à des fins professionnelles. L'intérêt général ne sera alors plus en cause et je suis persuadé qu'il y a là une très grave menace. Le gouvernement cherche ici à réduire par avance l'utilisation abusive de ces tests, à prévenir les phénomènes de dérive.

Pour M. Michel Sapin, il

apparaît clairement que la France peut jouer dans ce domaine un rôle moteur dans la réflexion internationale. Une réflexion qui est d'autant plus urgente que le prodigieux développement, ces dernières années, de la génétique moléculaire et la banalisation à venir de l'accès aux génomes humains menacent de manière de plus en plus concrète l'intimité des personnes et portent en germe de nouvelles et puissantes méthodes de discrimination à partir de l'analyse du patrimoine héréditaire des individus.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur cette question, lire l'entretien récemment accordé au Monde par M. Michel Sapin (le Monde du 19 décembre 1991). Outre le ministre délégué à la Justice, l'avant-projet de loi gouvernemental sur la bio-éthique est « piloté » par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
TESTER ET ENRICHIR SON VOCABULAIRE
42 F

Le dernier «Sommet de la Terre», c'était à Stockholm il y a 20 ans. Depuis lors, notre sujet a vieilli.

Depuis le Sommet de la Terre à Stockholm en 1972, l'état de notre environnement s'est considérablement détérioré. Pour examiner attentivement ces questions sérieuses, les dirigeants du monde prendront part à la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) - le «Sommet de la Terre» - prévu en juin à Rio de Janeiro.

Parrainé par Canon, le PNUE - Concours international de photographie sur l'environnement 1991-1992 vise à souligner l'importance de cette conférence. Organisé par le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), ce concours de photos propose aux photographes, tant amateurs que professionnels, de participer à cette manifestation historique par le biais de l'objectif de leur appareil, ce moyen de communication universel.

La participation de Canon à ce concours de photos s'explique par sa philosophie qui l'amène à se préoccuper de tout ce qui touche notre milieu de vie. Animés de cette volonté, nous sommes engagés dans diverses activités, telles que le recyclage de cartouches usées des copieurs personnels et des imprimantes laser Canon, la mise en valeur des piles solaires ou la mise au point de procédés de production d'où sont bannis les chlorofluorocarbones (CFC).

Par nos efforts soutenus, nous espérons jouer un rôle modeste, mais important dans la recherche de solutions aux problèmes écologiques auxquels sont soumis tous continents.

PNUE - Concours international de photographie sur l'environnement 1991-1992

DATE LIMITE DE PARTICIPATION
30 février 1992

POUR PLUS DE DÉTAILS ET LES CANDIDATURES

Adressez à :
UNEP Photographie Competition
c/o Deutscher Film-Verlag
24, rue Victor Hugo, 75116 Paris
c/o Dietrich Baron-Münster S.A.
Rue Marie de Bourgogne 22-24,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. 32-2-230-1103

Les photographes amateurs seront exposés à Rio de Janeiro lors de la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), du 14 au 16 juin 1992.

SOUS LA PROMOTION DE
Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE)

AVSC LE PARRAINAGE DE
Canon Inc.

PRÉSIDENT HONORAIRE
Suzi Akiba Chikara,
France de Gailles.

CATÉGORIES ET PRIX

Catégorie Professionnelle
Une médaille d'or US\$20.000
Une médaille d'argent US\$10.000
Cinq médailles de bronze US\$5.000
20 mentions honorables US\$1.000

Catégorie Amateurs
Une médaille d'or US\$10.000
Une médaille d'argent US\$5.000
Cinq médailles de bronze US\$2.500
70 mentions honorables US\$1.000
Canon FRIMA S

Prix PNUE pour Enfants
100 enseignants reçoivent PNUE. Les lauréats seront classés par région au 1^{er} prix.

Les lauréats d'un prix en espèces recevront aussi un appareil-photo Canon.

Les lauréats de médailles d'or et d'argent dans les Catégories Professionnelles et Amateurs seront invités à participer à la cérémonie de remise des prix à Rio de Janeiro aux frais des organisateurs.

Le paiement des taxes, impôts sur les prix, ne sera pas de ressort des organisateurs du concours. Les nominations en finale le 1^{er} ou 2^{ème} mai.

Canon

74, Nishi-Shinjuku 2-chome, Shinjuku-ku, Tokyo 163, Japon

CULTURE

THÉÂTRE

Jacques Bonnaffé, comédien de scène

Christian Schiaretti présente à partir du 31 janvier à l'Odéon
deux tragédies de Sophocle, « Ajax » et « Philoctète », avec cet acteur singulier

Jacques Bonnaffé mène sa carrière de façon pour le moins singulière. Il y a eu le cinéma d'auteur (1), dont il s'est un moment détourné pour travailler les Amoureux de Molière et la première version de la Veuve de Corneille avec Christian Rist. Depuis cet été, dès qu'il a un moment de libre, il promène un spectacle Rimbaud dans des endroits parfois franchement marginaux. Ses vrais débuts sur scène, il les a faits avec Gilles Bourdet, à la Salamandre Centre-dramatique du Nord. Ce qui l'a amené à créer son premier spectacle personnel avec Catherine Jacob, Paris-Nord, irrésistible parodie des fiestas municipales en pays d'Irlande.

« Paris-Nord a effectivement marqué un premier tournant professionnel, survenu tout à fait par hasard, raconte Jacques Bonnaffé. Je me trouvais libre grâce à un tournage reculé, et Lucien Aitoun m'a tendu une perche, en me proposant la salle du Jardin d'hiver. J'ai dû mettre au point en quinze jours une écriture et un spectacle, mais ça m'a permis de me libérer d'une envie qui m'habitait depuis longtemps. Une envie qui remonte au temps de la Salamandre. Quand j'y suis entré, j'éprouvais la fièvre d'appartenir à une troupe, j'espérais bouger à l'intérieur du répertoire. J'ai parfois reproché à Gilles de ne pas profiter de cet appareil prestigieux pour se déverser un peu. Par exemple, nous aurions pu aller à Arcs, qui possède un très beau théâtre, expérimenter des petites formes. Mais finalement nous ne nous sommes pas accordés de disponibilité.

« J'aime bien, en alternance avec les grandes institutions, jouer dans des endroits guère plus riches



Jacques Bonnaffé

qu'une MJC. Ce que nous avons beaucoup fait avec Catherine Jacob pour Paris-Nord. Nous cherchions une ambiance de salle municipale, un podium et des rideaux rouges – pratiquement introuvables, on n'en fabrique plus je crois, on ne s'en sert plus. Je continue avec Rimbaud.

« Peu importe la renommée si on parvient à se donner du bonheur avec des langages rares. Je les prends et m'en sers comme d'une arme : quand on est acteur, les autres s'attendent à ce que l'on sache raconter des histoires. De nature, je ne sais pas. Je suis un comédien de scène, pas de la vie. Je me souviens d'un type formidable dans un spectacle amateur. Il n'était pas bon, mais tellement habile, il était inénarrable. Il représentait exactement le besoin primitif de jouer la comédie.

« Pour ce même besoin je me suis confronté à Rimbaud. Je savais que je le disais mal. Et encore aujourd'hui je n'ai pas résolu nombre de problèmes. Ainsi, l'Orgie parisienne qui commence par O lache... Je ne sais pas comment dire ces deux mots. Je ne sais pas si c'est vengeur ou ironique.

J'ai choisi de prendre le ton mécanique des camelots vantant un produit, d'opposer ce ton machinal à la beauté du texte. Le genre du spectacle est ambigu : je vais plus loin que la lecture, je ne veux pas la soirée poétique. Je prends soin d'éviter le piège de l'émotion et ne cherche pas l'identification. Tout au moins, je ne veux pas penser seulement aux journées les plus tourmentées vécues par Rimbaud. Je cherche les traces que pourraient laisser ses aventures, son écriture, chez quelqu'un d'ordinaire, vous et moi.

« Ce travail est directement lié à celui de la Salamandre, à l'époque où Gilles s'intéressait au réalisme et à ses distorsions. La distorsion venait aux répétitions, sur la réécriture de Gildas. Mais d'abord nous partions d'interviews effectuées dans la rue, dans des maisons de retraite. Nous essayions de les reproduire sans rien caricaturer, avec les mêmes mots, la même grammaire, le même rythme, les mêmes hésitations, la même respiration. Alors, nous n'avions pas besoin de prendre une voix chevrotante et de nous courber pour transmettre l'image du vieillard. Bizarrement, au cinéma, ce n'est pas possible. Même quand on a l'impression d'avoir joué sur la scène, comme on dit, d'avoir donné une distance, les spectateurs ont trop l'habitude d'y croire. Ils veulent « y croire ». S'ils savent que le personnage est un ministre ou un commerçant, quoi qu'on fasse, ils voient un ministre ou un commerçant.

« J'ai besoin
d'un report sur la vie »

« Si on tournait Ajax, il aurait des gros bras et des oripeaux barbares... Le théâtre exige une tout autre recherche. La tragédie interdit de s'engager dans les actions, puisque le chœur raconte ce que vous êtes en train de faire. Elle interdit l'identification, puisqu'il est impossible d'être cette enveloppe de légende. Il serait vain de vouloir « être » le grand héros qui massacre ses ennemis, fait l'admiration de ses soldats, se trouve en conflit avec une déesse. Pour moi, j'ai besoin d'un report sur la vie. Mais il ne s'agit nullement de proposer des parallèles hâtifs avec l'actualité pour aboutir à une modernisation de bon aloi.

« Je vois en Ajax un personnage bâti sur ses états militaires. Je me souviens que c'est dur, dur et lassant de passer son année en revue. Je me pose la question : quel effet provoque un général qui vous a commandé pendant des années, et qui perd la tête. Et encore : croit-il ou non à la réalité du discours d'Athènes. Je le vois en boucher, les mains sales, derrière son étal, demandant : « Et avec ça madame ? », ou bien... L'erreur serait de vouloir le rationaliser. Ce n'est pas seulement Athènes qu'il rend responsable de sa folie, c'est

la terre entière. Il me fait penser aux malades que l'on conduit d'urgence se faire opérer et qui ensuite agissent : « Tu es content, tu m'as collé à l'hôpital... »

« Je me resserre sur la conception de Christian Schiaretti, mon patron. Il nous a donné une base de départ, que nous n'avons pas développée par un long travail à la table. C'est pourtant une façon rassurante de se forger une mémoire commune. Pour la suite, j'aime bien qu'on me fiche la paix, je vais à mon rythme. Il y a des jours où faire ce qui a été décidé la veille donne l'impression de se répéter.

« Le plus contraignant, c'est de travailler ensemble. D'attendre, ensemble, le moment de grâce de chacun. Nous venons tous d'horizons différents. Une difficulté généralement moins cuisante dans une troupe, puisqu'on se connaît. Le risque alors est de se connaître trop, de finir par se ressembler. Ici, nous devons composer des groupes disparates – le chœur, les héros, les dieux, Ulysse, – alors mieux vaut ne pas être une troupe. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

(1) Prénom Carmen de Godard, la Tentation d'Isabelle de Dailly, Antichrist de Niemcewicz, Exilée C de Tachella, la Campagne de Clotilde de Davila, la Fracture du myocarde de Fansteu.

Sami sings the blues

Sami Frey joue et met en scène l'ambiguïté selon Pinter

C'ÉTAIT IER

au Théâtre Hébertot

Décidément, le théâtre de l'Anglais Harold Pinter, dont on s'ingénie à déchiffrer les codes ambigus depuis plus de trente ans, tient plus de l'écriture musicale que de l'écriture dramatique. Et plus précisément du jazz. Relu par Sami Frey, C'était hier ressemble en effet à un trio qui réunit, dans la confiance d'une soirée grise, froide, menaçante, un violoncelle, un alto et, élément perturbateur et inattendu, une mandoline.

Decey serait le violoncelliste, quadragénaire terriblement séduisant, qui manie la perversité comme d'autres le couteau, en virtuose (plus âgé que son personnage, Sami Frey n'en finit pas d'avoir quarante ans ; ça, c'est formidable). Kate (Christine Boisson) serait l'alto, sa femme depuis vingt ans, femme blessée, à laquelle une certaine apathie donne une présence paradoxalement envahissante. Anna (Carole Bouquet) serait la joueuse de mandoline, exilée en Sicile pour oublier une liaison dangereuse avec Kate ou les duretés du climat, météorologique et sentimental, d'une Londres trop dure à son apparente légèreté.

De ce trio-là sourd un air aux accents presque tragiques. Non par ce qui est dit, Pinter « dit » très peu de choses. Mais par ce que l'on soupçonne qu'il n'est pas dit, ces silences qui sont toute la respi-

ration de C'était hier. Entre les mots se joue donc une partie serrée dont Decey, jamais en reste d'intentions plus ou moins tendres, plus ou moins perverses, voudrait être le maître. Mais comment maîtriser ces deux femmes, dont l'une, Kate, s'est réfugiée dans un quasi-mutisme et l'autre, Anna, dans une volubilité souvent insupportable ?

Que ce soit dans le texte anglais, ou dans l'excellente – et insaisissable – traduction d'Eric Kahane, C'était hier est un moment de théâtre résolument angoissant. Mis en scène aujourd'hui par Sami Frey dans un très beau décor de Roberto Platte, il perd un peu de sa force en raison de quelques moments tellement glacés que le regard, l'attention du spectateur prennent la tangente. Il en perd un peu plus en raison de la maladresse de Carole Bouquet qui a bien des difficultés à faire le plus difficile au théâtre, et tout particulièrement chez Pinter, c'est-à-dire ne rien faire et écouter, regarder ses partenaires. Cette difficulté-là est superbement surmontée par Christine Boisson. Mais une bonne partie de l'intérêt de la pièce se perd dans le déséquilibre entre les deux actrices qui devraient être beaucoup plus « concertantes ».

OLIVIER SCHMITT

► Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23.

DANSE

Pas d'omelette sans casser les œufs

Le produit de la poule triomphe dans « Toujours les mêmes mensonges »
de Wim Vandekeybus au Théâtre de la Ville

« Allez vous faire cuire un œuf », semble nous dire en substance Wim Vandekeybus dans sa dernière création *Toujours les mêmes mensonges*. Certains les préfèrent durs, d'autres moelleux, ou carrément en omelette. Ça sent la cuisine jusque dans la salle. Qu'importe : le chorégraphe flamand, vingt-neuf ans cette année, a l'art de nous faire croire qu'il s'amuse à tout et à n'importe quoi. Désabusé, inquiet – « tout a déjà été dit et inventé » – il se met un pistolet dans la poche pour fonder la valse devient la justification de sa danse.

Quand la consommation des corps qui s'abattent au sol comme des masses, quand la brûlure du music n'est plus la pièce bue dans l'absurde. Telle la partie de badminton-chistera avec des œufs au cours de laquelle un arbitre a pour tâche de déterminer si la coquille renferme une poule ou un coq. On ne vous parle pas des œufs qui s'écrasent avec un bruit flasque. L'œuvre représente le dur et le fragile. La vie quoi ! La douceur de la peau, sa résistance au choc des chutes. L'œuf, c'est l'homme : son alter ego en quelque sorte.

Les femmes ne jouent pas avec

les œufs. Elles dorment dans des hamacs, ou plutôt elles font semblant. D'un coup de patte, elles essaient de déséquilibrer les hommes qui passent dans leur territoire portant précautionneusement leur charge d'œufs. Pour les neutraliser, les hommes font voler les hamacs dans les airs, mais elles sont acrobates. L'une d'entre elles leur marche même sur le ventre. Peut-être se vengent-elles de la manière dont elles ont été apportées sur scène, brutalement jetées à terre par les danseurs comme des sacs de plâtre ! Quand elles avancent, on dirait des somnambules ou des hystériques. On voit que Vandekeybus a étudié la psychologie !

Son credo est l'instinct. Le corps sent à ses raisons, que ni le cœur ni la tête ne connaissent : alors pourquoi tant malmenier le corps ? Juste pour le « fun », il faut bien croire en quelque chose. *Toujours les mêmes mensonges*. Comme nous la raconte la projection d'un film, le *Vieil Homme*, dans le port de Hambourg, ses bras décharnés, sa tête belle encore. Sa voix « off » égrène ses souvenirs tout au long du spectacle. Elle est le cadre de la

chorégraphie. On meurt le cœur jeune, et tout le reste n'est que littérature...

Cette vision éclatée, fragmentée de la réalité, nous paraît soudain avoir beaucoup servi ces dernières années. On a fait soudain de chorégraphes capables de proposer un univers global naïf, mais qui ne ressemble qu'à eux. Keesmaekerer sait le faire. Gelliot aussi. Vandekeybus pourtant a du charme, qui ne tient ni à la performance des corps, trop systématiquement à sa causticité, mais à son talent de coloriste qui s'exprime tout particulièrement dans sa conception du décor. La danse finie, on garde la couleur amande d'un hamac, quelques têtes mollement appuyées sur des coussins d'œufs. La beauté du rideau de scène, formé de vêtements multicolores cousus ensemble, éclairé comme un vitrail.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Toujours les mêmes mensonges*. Jusqu'au 1^{er} février 20 h 30. Tournée : les 8 et 9 février au Cargo de Grenoble ; le 9 à Mirebeau et le 28 à Annemasse.

EN BREF

□ Mort du danseur étoile américain Clark Tippet. – Clark Tippet, ancien danseur étoile de l'American Ballet Theater (ABT) et chorégraphe, est mort de suites du sida le mardi 28 janvier, à l'âge de trente-sept ans, à Parsons (Kansas). Il avait rejoint en 1972 la troupe de l'ABT dont il était devenu « soliste » trois ans plus tard et « danseur principal » (étoile) en 1976. Il s'est illustré notamment dans le *Lac des cygnes* et la *Belle au bois dormant* et a créé l'un des rôles principaux de *Push Comes to Shove*, de Twyla Tharp. Clark Tippet s'était retiré de la scène en 1978 pour surmonter un « problème de drogue » puis il avait commencé une carrière de chorégraphe en 1986. – (AFP.)

□ Mort de l'écrivain suisse Jean-Gabriel Zufferey. – L'écrivain suisse Jean-Gabriel Zufferey est mort d'un cancer, mardi 28 janvier à Lausanne. Il était âgé de quarante-sept ans. Jean-Gabriel Zufferey

avait publié sept romans parmi lesquels *Julius fait la mort* (Presses de la Renaissance, 1982), *Le Livre de Job* (Presses de la Renaissance, 1986), *Suzanne quelqufois* (Actes sud 1987) et *Les Corps* (Gallimard, 1991).

□ 18h-18francs. – Une bande annonce d'une minute trente a été réalisée pour le lancement de l'opération 18h-18francs, qui permettra aux Parisiens d'aller au cinéma à la séance de 18h00 pour la somme de 18 francs du 19 au 25 février. Cette bande-annonce, constituée d'extraits de films tournés à Paris, sera tirée à plus de 300 copies diffusées dans les cinémas parisiens du 29 janvier au 25 février.

□ Rectificatif : dans nos premières éditions du 31 janvier, sur la photo illustrant le « Conte d'hiver » d'Eric Rohmer, nous avons identifié à tort Hervé Furic, là où il fallait reconnaître Frédéric Vandendriessche.

RTL VOUS OFFRE

1000

ENTRÉES

POUR L'EXPOSITION

Toulouse-Lautrec

AU GRAND PALAIS / PARIS / 22 FÉVRIER - 1^{er} JUIN

CONCOURS RTL
 DU 3 AU 7 FÉVRIER
 SÉLECTIONNEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE

RÉSERVATION POUR L'EXPOSITION TOULOUSE-LAUTREC - TÉL. : 48.04.38.86
 EXPOSITION RÉALISÉE PAR LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX AVEC LE CONCOURS DE FERRUZZI-BÉCHIN-SAY



CULTURE

MUSIQUES

Les maladies endémiques de l'Orchestre de Paris

Les musiciens de l'orchestre parisien divisés sur la nécessité d'une grève

Suite au préavis de grève déposé par ses musiciens (déclenché du 29 janvier), l'Orchestre de Paris se jouera le 5 février (1). Réunis en assemblée générale, ils ont déclenché l'action à l'issue d'un vote - 82 oui, 6 non et 5 blancs - auquel 93 membres de l'orchestre (sur 116) ont pris part. Cet arrêt de travail fait suite à une série de conflits liés à l'action artistique et administrative de Semyon Bychkov, leur directeur musical, et de Pierre Vozlinsky, leur directeur général.

Dans une lettre adressée à la presse et au public, M. Pierre Allemand, contrebassiste et délégué syndical du SAMUP-SNAM, affilié à la CGT (centrale) à laquelle une vingtaine de membres de l'orchestre ont adhéré, commente les raisons des grévistes. Elles sont nombreuses et portent sur des revendications de nature différente. La plus lourde de conséquences, dans l'avenir immédiat, est l'action de Semyon Bychkov, nommé directeur musical en remplacement de Daniel Barenboim, en septembre 1990 (2). Semyon Bychkov ne souhaite pas se prononcer pour le moment.

Ce n'est pas la première fois que l'Orchestre de Paris s'oppose à l'un de ses patrons. Cette fois-ci, cependant, les revendications s'accompagnent d'actions directes. C'est le conseil d'administration et le conseil de surveillance de Paris (3). Coup de théâtre, sortant de leur

devoir de réserve, une trentaine de musiciens « indépendants » viennent de faire connaître : « leur désaccord avec la grève, tout en reconnaissant le droit comme fondamental ».

Ils remarquent que « les possibilités de négociations n'ont pas été épuisées, si un problème doit se déclarer entre le directeur musical et l'orchestre, il ne devrait pas être porté à la place publique de la façon inélégante. Semyon Bychkov n'a fait part publiquement de faiblesses, de l-elles passagères, qu'il aurait pu relever chez certains musiciens ».

Malformations congénitales

Alain Garcin-Marrou, André Chénier (cors solos) et Pascal Moragues (clarinettiste) se reprochent à Bychkov le « manque d'envie » de son orchestre. Ils ont écrit « certains reprochent à Bychkov de ne pas limiter le nombre de concerts, de ne pas découvrir des interprètes moins connus ». André Chénier ajoute : « Dans ma carrière, j'ai travaillé avec trois directeurs musicaux, Pierre Boulez, à l'Ensemble Inter-Contemporain, Daniel Barenboim et Semyon Bychkov, à l'Orchestre de Paris. Je les ai appréciés et respectés pour des qualités différentes. Bychkov nous a apporté une plus grande sécurité de jeu. Barenboim et nous avons remporté une fois de grands triomphes lors de nos

tournées à l'étranger ». Ce musicien réputé remarque également le sérieux avec lequel Bychkov prépare les concerts, même s'il reconnaît que certains de ses programmes témoignent d'un « goût qui n'est pas toujours en phase avec le public français. Il l'a d'ailleurs dit à son patron ».

Sur ce point précis, nous donnons raison aux détracteurs de Bychkov dont les choix apparaissent parfois bien déconcertants et les programmes mal « taillés ». Si ce n'est un « abus », c'est un abus de musiciens professionnels, qui excellent dans certaines œuvres, et jeunes (il y en a 1952) implique que la jeunesse de son répertoire. Et l'Orchestre de Paris n'a pas souffert, au quinze dernières années, d'avoir servi de laboratoire à des tuteurs coupés de la réalité de la vie musicale internationale.

Comment oublier, cependant, que cet orchestre, né en 1967, souffre depuis ses premières années de malformations congénitales. Mal parti dans la vie, il a connu un recrutement trop irrégulier d'une succession de directeurs musicaux insuffisamment présents, en chef (seul Charles Münch n'a pas eu le temps de le découvrir : il est mort en 1968), l'Orchestre de Paris ne peut prétendre aujourd'hui à une qualité comparable à celles des plus grands orchestres étrangers. Une grande disparité de niveau règne au sein des pupitres de cet orchestre. Ce fait est souligné par de grands

qui ont eu à le diriger. Des remèdes existent : l'audition de contrôle et le contrôle de fonctions sont prévus par les statuts. M. Pierre Allemand le reconnaît lui-même, qui vient de se soumettre victorieusement à ce contrôle. Certains musiciens vont jusqu'à avouer : « Dans le contexte économique musical actuel, il n'est peut-être pas opportun de faire grève ». M. Pierre Vozlinsky, directeur général de l'orchestre, qui fut directeur de musique à Radio-France jusqu'en 1981, il n'y a pas de doute, il fit faire un spectacle bon en avant à l'Orchestre national, fait remarquer que « les musiciens de l'Orchestre de Paris » effectuent une moyenne de 312 heures de travail l'année dernière, soit 17 heures 15 par semaine, pour un salaire moyen de 23 978 F par mois. Cette formation a reçu, en 1991, une subvention Etat-Ville de Paris de 58 millions de francs. Beaucoup d'argent ! peu de travail, donc, en regard de la concurrence européenne et américaine. Une « déception de considération quand l'Orchestre de Paris se compare à la vie musicale de province, quand des formations de musique ancienne survivent miraculeusement, mal aimées des pouvoirs publics bien qu'elles fassent plus rayonnement de la musique française à l'étranger que les orchestres parisiens réunis ».

ALAIN LOMPECH

(1) Le 5 février, à 20 heures, au théâtre de la Ville, au programme, la *Rapsodie espagnole* de Ravel, le *Concerto pour violon et orchestre* de Samuel Barber, la *Symphonie n° 4* de Tchaïkovski, par Anne Akiko Meyers (violin) et Semyon Bychkov.

(2) Les musiciens reprochent à la direction de l'orchestre de ne pas avoir tout mis en œuvre pour se payer les séances d'enregistrement d'une musique de film « mise en boîte » il y a plus de dix ans, et d'avoir annulé, « unilatéralement », une tournée en 1991, ce dernier point, le tribunal correctionnel a donné, en premier temps, raison à l'Orchestre. L'affaire est en appel.

(3) Les musiciens reprochent à la direction de l'orchestre de ne pas avoir tout mis en œuvre pour se payer les séances d'enregistrement d'une musique de film « mise en boîte » il y a plus de dix ans, et d'avoir annulé, « unilatéralement », une tournée en 1991, ce dernier point, le tribunal correctionnel a donné, en premier temps, raison à l'Orchestre. L'affaire est en appel.

Organisé par les Rencontres internationales de la jeunesse, le huitième Festival international de chœurs d'enfants à Nantes a lieu du 31 janvier au 14 février. Plus de vingt concerts (avec, notamment, *Ceremony of Carols* de Britten, et *Cantate du Cultivateur* de Honegger), ainsi que des ateliers de maîtrise polonaise et tchèque, voyageant dans treize communes du Pays de la Loire.

THEATRE DE LA VILLE

DU 11 AU 29 FEVRIER 1992

ROBERTO ZUCCO

BERNARD-MARIE KOLTES

mise en scène Bruno Boëglin

création à Paris

LOC. 42 74 77

PL DU CHATELET PARIS 4^e

CATHERINE MONROY

Le monastère Mozart

Un cloître bénédictin pragois transformé en Fondation

PRAGUE

Pris en étau entre deux monarques, le monastère de la Vierge (un cloître bénédictin du 15^e siècle) semblait condamné à une lente décadence. Facades lézardées et toitures au bord de l'effondrement, les bâtiments abandonnés par les communistes dans les années 50 retrouvent leur vocation dans un état de délabrement effrayant.

Les édifices néo-gothiques occupés par le ministère de l'Intérieur pendant cette triste période servent en fait à stocker les nombreuses archives de la police politique - dont un dossier, fait de place, y sont encore en souffrance. Les lieux furent laissés à l'abandon.

Le nouveau gouvernement, issu de la révolution de velours, a accordé aux moines une généreuse dotation de 20 millions de couronnes (environ 4 millions de francs) en guise de dédommagement. Une somme dont la totalité est employée à la rénovation de la basilique : « Il faut faire passer 300 à 400 millions de couronnes (60 à 80 millions de francs) pour le reste », constate, pragmatique, l'abbé Opesek.

Aucune solution ne peut être envisagée du côté de l'Etat tchèque à l'égard des terres

et les bords qu'elle possédait, la « valeur » de ces biens ne suffirait pas à restaurer les bâtiments qui lui ont été restitués après la chute du régime communiste, déplore l'évêque, Mgr. Radek, qui, par la fédération épiscopale des questions économiques.

C'est pourquoi le projet de l'avant-dernier abbé, Alois Cichy, contre un succès immédiat. Celui-ci se proposait en effet de restaurer l'intégrité du monastère, contre-partie de quoi, les parties des bâtiments abritant l'Académie de musique internationale dite Fondation Mozart, qu'il souhaitait créer.

L'accord n'a toujours pas été avalisé par les moines, sa signature est imminente. Les travaux devraient d'ailleurs commencer à la fin de mars afin d'accueillir la première promotion de moines prémonstratens. Les soixante-cinq étudiants européens (de vingt-cinq à trente ans) (15 chanteurs, 15 pianistes et 45 musiciens instrumentistes) triés sur le volet recevraient la parole des plus grands. Sándor Végh, Andreas Schiff, Maria Tipo, Ivan Moravec, Senta Jurinac, Johannes Schiffr, Libor Pesek, Yehudi Menuhin, Dietrich Fischer Diskau, Lucia Popp, Peter Brook, ont accepté de participer à cette entreprise.

Alain Coblenz, la Communauté européenne offrirait bourses aux étudiants d'Europe occidentale et orientale mais que la scolarité occidentale serait intégralement payée par des sponsors. Les « études » pourraient non seulement s'adonner à leur art mais également au théâtre, à la poésie, à la linguistique et à la philosophie de ces quatre derniers siècles. « Les interprètes de la Fondation Mozart » ont une perspective de carrière et une perspective de vie. Le professeur de musique américain Michael Hammond, co-recteur de l'Académie, chargé de la pédagogie, dans une interview accordée au quotidien tchèque Lidové Noviny.

Parmi les fervents défenseurs de la Fondation Mozart, le ministre de la Culture tchèque, Milan Uhde, ne doute pas de la possibilité de disposer de 25% de son budget pour son maigre budget de 100 millions de couronnes (20 millions de francs). Le 29 mai dernier, le ministre a signé avec Coblenz un contrat de cinq ans qui lui permettrait d'utiliser gratuitement la magnifique bâtisse de la Fondation Mozart attribuer elle-même. Un privilège qui suscite - et continue de susciter - la colère de certains responsables au sein du ministère. De nombreuses langues se délient, mais Milan Uhde n'a pas le temps de manipuler par un affairiste.

entretien avec Pierre Cornille

autoportrait de l'artiste

COMMUNE

Leur de Pierre Cornille composé par Brigitte Jacques et Jacqueline Lichtenstein mise en scène Brigitte Jacques avec François Regnaud Emmanuel Demarcy

du 5 au 28 février

loc. 48 34 67 67

Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette

jusqu'au 2 février

une exposition-spectacle sur la BD en 3 dimensions

Métro Porte de Pantin

DERNIERS JOURS

Péra Bulles

40 03 39 03

du 24 au 29 mars

WILLIAM SHAKESPEARE

LA NUIT DES ROIS

TRADUCTION ET ADAPTATION BERNARD NOËL

MISE EN SCÈNE CHARLES TORQUJAN

LOCATION 3 30 FNAC Virgin Music

PHILATÉLIE

J.O. d'Albertville : le schuss final

La Poste mettra en vente générale, le samedi 8 février, un bloc-feuillet de dix timbres d'une valeur totale de 27 F, à l'occasion de l'ouverture des Jeux olympiques d'Albertville (Savoie). Ce bloc reprend dix visuels des timbres « Sites

La Léchère (centre principal de presse) et Albertville (centre tri olympique). Toutes ces obliterations sont disponibles, dans un délai de huit semaines à partir de la mise en service, auprès de la Direction départementale



disciplines » émis depuis le 8 février 1990, ainsi que le logo-type des Jeux (en vignette centrale). Chacun des timbres du bloc est affecté d'une valeur faciale de 2,50 F + 0,20 F (alors que les timbres émis initialement, au prix de 2,30 F + 0,20 F). La valeur de 0,20 F est reversée à la Croix-Rouge, qui assure une permanence sur les sites olympiques.

Le bloc-feuillet, au format horizontal 143 x 127 mm, mis en vente par Charles Bridoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce (timbres) et offset (vignette centrale). La vente au détail des timbres du bloc est interdite, il n'y aura pas de vente anticipée « premier jour ».

Rappelons que nous avons déjà publié : *Timbres : patrimoine artistique-Albertville* (février 1990); *Sauvage Courchevel* (24 décembre 1990); *Ski de vitesse-Les Arcs* (31 décembre 1990); *Slalom-Les Menuires* (21 janvier 1991); *de fond-Les Saisies* (4 février 1991); *Hockey glace-Méribel* (11 février 1991); *Luge-La Plagne* (4 mars 1991); *Curling-Fragny* (22 avril 1991); *artistique-Tignes* (15 mai 1991); *Ski alpin-Val d'Isère* (19 août 1991).

A l'occasion de chacune de ces émissions, La Poste propose une série de souvenirs en vente par correspondance auprès du Service philatélique (1). La Poste a également mis en service une obliteration temporaire pour chacune des villes étapes du parcours de la flamme olympique : le Service des obliterations philatéliques (2) peut fournir, pour 500 F, le jeu complet de ces soixante et une marques postales, sur enveloppes revêtues du timbre du parcours de la flamme.

Enfin, chaque site olympique - il y en a quatorze - disposera d'une obliteration-souvenir (du 8 au 23 février) tandis que cinq bureaux de poste provisoires (avec obliterations originales) ont déjà été ouverts à Brides-les-Bains (village olympique), Les Saisies (village olympique), à Moûtiers (centre international de radio-télévision), à

La Poste de la Savoie (3). Les administrations postales étrangères ne sont pas insensibles à l'événement. Ainsi, le 14 janvier 1989, la Poste du Paraguay a émis des timbres commémoratifs annonçant les Jeux d'Albertville. Le Nicaragua, Cuba, le Laos, le Cameroun, le Congo, la Bolivie, la Bulgarie, le Liechtenstein, la Hongrie, les Etats-Unis, l'Allemagne,



Les postes étrangères (ici l'Argentine) ne sont pas restées indifférentes à l'événement.

Les Pays-Bas, Andorre, Monaco, etc., ont suivi. Quelle différence avec les premiers Jeux olympiques d'hiver, qui s'étaient déroulés en 1924 à Chamonix, sans timbre particulier, sans même, dans la flamme d'obliteration mécanique locale!

P. J.

(1) Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.
(2) Service des obliterations philatéliques, 61, rue de Douai, 75336 Paris Cedex 04.
(3) Direction départementale de La Poste de la Savoie, BP 1005, 73010 Chambéry Cedex.

Rubrique créée par la rédaction de l'hebdomadaire des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-29-27. Spécimens envoyés par courrier postal 18 F en timbres.

En filigrane

« Le Monde des philatélistes » - une effigie d'un timbre du 1853; Saint-Kitts, un timbre émis en 1903, lui met une longue-vue sur la main, et que son instrument n'apparut qu'en 1808; mais les cinq millions qu'il a « découverts » l'Amérique : le monde des philatélistes est ainsi à Christophe Colomb, auquel les administrations postales du monde entier s'apprêtent à rendre un hommage philatélique (France comprise, en mai). Autres grands sujets traités dans un numéro : la poste à Djibouti; la poste dans les pays qui accueilleront la Journée mondiale de la poste; à découper, les techniques, à découper, leur apparition, les deux premières ayant pour sujet

Centre dramatique de La Courneuve & Ambre

d'Alain Enjary

mise en scène : Arlette Bonnard

du 11 janvier au 2 février

loc. 1

36 11 44

Centre culturel - 22, rue de Général Leduc - La Courneuve et Enjary

هكذا من الاجل

BILLET

La croisade de M. Bush

« Pas de travail, pas de bénéfices, pas de direction... Pas de Bush ! » De nombreux manifestants sont venus crier leur colère, jeudi 30 janvier, devant le grand hôtel de Philadelphie où le candidat républicain exposait à un parterre d'hommes d'affaires le bien-fondé de sa politique économique. Dénonçant « l'ambition », M. Bush a qu'on l'aide à relancer la machine. Avec pour principal argument un slogan : « Va marcher ! ».

Pour autant, les informations concernant la mauvaise santé persistante de l'économie américaine n'ont pas pris fin. Le département du commerce a annoncé une baisse de 5 % des commandes de biens durables au mois de décembre, ce qui est le recul le plus important constaté en un an. Pour l'ensemble de 1991, cet indicateur a chuté de 4,6 %, la plus mauvaise performance depuis la récession de 1982. Les revenus des particuliers, eux, ont augmenté de 3,3 % (3,1 %). Difficile d'espérer une reprise par la consommation.

Pour l'instant, les adversaires de M. Bush ne se sont pas encore lancés dans une guerre d'envoies en masse contre la croisade républicaine.

M. Richard Gephardt, le leader démocrate de la Chambre des représentants, a commencé à croquer le fer avec M. Richard Danner, le directeur du budget à la Maison Blanche, pour critiquer le projet présidentiel d'augmenter la réduction des dépenses et le taux d'imposition sur les plus-values en capital.

La critique des démocrates vient de la réforme du système de santé est encore plus radicale. La Maison Blanche propose, sans donner trop de détails pour l'instant, un système d'incitation fiscale pour ceux qui souscrivent une assurance-santé, naturellement auprès de compagnies privées. Les démocrates restent, eux, favorables à un système national de sécurité sociale tel qu'on l'entend en Europe ou au Canada voisin, cela en dépit de son coût pour le budget de la nation.

Le budget proposé par M. Bush va de pair avec un déficit qui atteindra cette année 399,4 milliards de dollars. Un trou phénoménal qui se réduira en 1993, puisque le chiffre de 320 milliards est avancé. Encore faut-il que l'économie véritablement en récession semestre de 1992, comme le prévoit M. Richard Danner...

SERGE MARTI

Le groupe sidérurgique affiche 3 milliards de pertes en 1991

Usinor-Sacilor va supprimer 8 000 emplois en trois ans

Usinor-Sacilor replonge dans le rouge. Le sidérurgiste français, encore endetté, n'a pas résisté, l'an passé, à la détérioration très brutale de la conjoncture. Après trois exercices bénéficiaires, le groupe public affiche, pour 1991, 3,1 milliards de francs de pertes. Ce chiffre, 8 000 - et non plus 6 700 emplois, comme il avait été indiqué par certaines sources syndicales - qui seront supprimés au cours des trois prochaines années, ont annoncé les dirigeants du groupe, jeudi 30 janvier.

Usinor-Sacilor a-t-il péché par excès de confiance en soi ? Le groupe sidérurgique public renoue les pertes après avoir été pendant trois ans aux délices de la rentabilité. Le résultat net, tiré de l'exploitation, a été de 1,1 milliard de francs, positif, il est le plus important en 1991. Au final, le groupe a enregistré en 1991 son exercice sur une perte de 3,1 milliards de francs, alors que, dans une conjoncture déjà dégradée, mais moins difficile, il avait engrangé 3,5 milliards de francs de profits en 1990. Techniquement, cette dégringolade s'explique par plusieurs paramètres.

En novembre dernier, le groupe sidérurgique annonçait un vaste plan d'adaptation industrielle, se soldant, dans sa première phase, par plusieurs fermetures de sites. Pour faire face aux dépenses provoquées par cette restructuration,

le groupe dirigé par M. François Enjalbal, 1,6 milliard de francs. En outre, il a amorcé, dès l'exercice 1991, de façon anticipée, les équipements installés dans les établissements pour 1991 et 1994 (la sidérurgie de Normandie, Cnec, par exemple). En clair, selon un principe établi, la sidérurgie a profité de l'exercice de toute façon détestable, pour « charger la barque ».

Le dilemme sur la stratégie

An-déjà, les simples mécanismes comptables, la fonte du résultat net de l'exploitation reflète la vulnérabilité encore grande de la conjoncture. Usinor-Sacilor parvient à gagner beaucoup d'argent dans les phases d'activité, mais peine davantage lors des retournements de cycle. « Une croissance inférieure à 2,5 % profite essentiellement aux services, explique-t-il, jeudi 30 janvier, M. Mer. « Lorsque elle est supérieure, elle commence à tirer les profits des biens d'équipement (les principaux clients de la sidérurgie), ce qui se reflète, alors, sur la reprise des investissements ».

Pour traverser les périodes de basses eaux, le groupe a continué à investir. A 29,5 milliards de francs, l'endettement d'Usinor-Sacilor reste élevé au regard des 27,5 milliards de francs de capitaux propres. Les charges financières - 3,4 milliards de francs en 1991, soit

l'équivalent du bénéfice 1990 - pénalisent, même si les deux agences américaines (la notation de crédit, Moody's d'abord et Standard and Poors ensuite, ont attribué la meilleure note aux instruments de trésorerie émis par le groupe).

Les résultats financiers de 1991 risquent de relancer le débat sur la stratégie menée par M. Mer. Le PIG d'Usinor-Sacilor s'est refusé - en 1988, 1989 et, dans une moindre mesure, en 1990, soit deux années et demie - à forte activité pour la sidérurgie - à sacrifier les ambitions industrielles de son groupe à la seule logique d'assainissement financier. En 1990, 7,1 milliards de francs étaient encore consacrés à la croissance.

Le groupe, qui n'attend de reprise pour 1992, a annoncé, d'autre part, que 8 000 emplois allaient être supprimés en 1992, 1993 et 1994. Les compressions d'effectifs, provoquées, d'une part, par les objectifs de productivité du groupe (2,5 % par an), ensuite par la modernisation de la branche produisant longs (fermeture de la SIMV à Cnec, du train de Rombas-Gandrange, l'aciérie électrique de Thionville), avaient été estimées à 6 000 par la CFCE, infirmé, ni validé par le groupe, le chiffre avait ensuite fait autorité, alors que d'autres sources syndicales envisageaient déjà 8 000 suppressions de postes à l'automne dernier. Usinor-Sacilor explique aujourd'hui que le chiffre de 700 sous-évalué, ne prenant pas en compte les fermetures de sites annoncées avant le plan de rebroussement (Lorraine, Lorient).

CAROLINE MONNOT

L'ouverture du Forum de l'économie mondiale de Davos

Le premier ministre chinois se présente comme un actif partisan des réformes économiques

Investissement, jeudi 30 janvier, lors de la séance d'ouverture du Forum de l'économie mondiale de Davos (Suisse), devant près d'un millier de représentants d'entreprises, M. Li Peng, a expliqué qu'il souhaitait « accélérer » la politique de réformes et d'ouverture économique engagée dans son pays il y a douze ans, qui avait été quelque peu remise en question depuis trois ans pour cause de surchauffe.

DAVOS

de l'envoi spécial

Berne, où il avait reçu un accueil plutôt froid, et New-York, où il devait rejoindre les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, le premier ministre chinois, M. Li Peng, a fait, jeudi 30 janvier dans la soirée, une halte rapide à Davos. Invité à s'exprimer lors de la séance d'ouverture du traditionnel Forum de l'économie mondiale, M. Li Peng a reçu un accueil chaleureux - « quelques

applaudissements » - de la part des hommes d'affaires présents. Les organisateurs (une fondation qui préside le suisse M. Klaus Schwab) avaient pris soin de ne pas évoquer la question de l'homme. Intervenant après l'archevêque de Milan, le cardinal Martini, le premier ministre chinois a plaidé en faveur d'une « accélération » des réformes économiques dans son pays.

Dans son discours, M. Li Peng, qui avait demandé à ne pas être reçu par la presse, a d'abord dressé un bilan très positif de la politique d'ouverture économique depuis « quelques » ans en Chine et « engagé par la campagne Deng Xiaoping ». Il a souligné les « succès » obtenus dans les secteurs ruraux, mais aussi les entreprises industrielles, où, selon lui, « l'intervention directe des gouvernements (...) a été fortement réduite ».

Accélération du rythme

Au cours des trois dernières années, a ensuite expliqué le premier ministre, le gouvernement a dû prendre des mesures pour freiner la surchauffe. « L'économie chinoise a connu un rythme normal de développement... ». Il a, à ce sujet, indiqué que la croissance chinoise aura été de 7 % en 1991, que l'inflation aura été limitée à 4 % et que la balance des paiements a atteint un niveau record. « Les conditions sont maintenant créées pour la reprise des réformes (...) pour accélérer de leur rythme », a déclaré M. Li Peng.

« Visiblement se situer parmi les « libéraux », au moins en matière économique, celui qui est considéré à Pékin comme le boucher de Tiananmen a expliqué les principes qui doivent guider le réformisme. Il faut, a-t-il expliqué, « encourager la croissance appropriée des entreprises et du secteur public (secteur dominant) ». Il souhaite aussi « inciter certaines régions à certaines parties de la population à s'enrichir... les rendre plus prospères ».

Concrètement, M. Li Peng a précisé que les « réformes » concerneront naturellement les entreprises - « qui doivent être responsables de leurs profits et de leurs pertes » - mais aussi le logement, les systèmes de soins médicaux et de sécurité sociale et les relations avec l'étranger. Dans ce domaine, le premier ministre

chinois a lancé un appel aux investisseurs étrangers. Indiquant qu'il y avait déjà en Chine 17 millions de « mariages des capitaux occidentaux à des capitaux chinois », il a annoncé une « amélioration » prochaine des conditions d'investissement. Il a annoncé une poursuite du développement des zones économiques spéciales, une plus grande ouverture des régions côtières et un effort en faveur de Shanghai et de sa zone économique, Pudong.

Pour poursuivre ces réformes, M. Li Peng jugait indispensable la « stabilité politique ». Prenant la parole après lui, l'ancien premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, a apporté son soutien à ces « différentes voies pour atteindre la destination commune » de la démocratie et l'économie de marché, a expliqué M. Takeshita, qui a demandé aux pays industrialisés de savoir « prouver » patience.

ERIK IZRAELWICZ

Le sort de La Cinq et les projets des différents repreneurs

Les chaînes françaises sont très hostiles aux ambitions de M. Berlusconi

A quelques jours de l'éventualité de La Cinq, lundi 3 février, l'action psychologique des protagonistes se durcit.

C'est lundi 1^{er} février à 18 heures que M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire de La Cinq, chaîne de télévision en dépôt de bilan, fera l'inventaire des dossiers d'éventuels repreneurs successifs. Pour l'instant, seules trois propositions semblent sérieuses. La première (dans un ordre hiérarchique), présentée par TF1-M6-Canal Plus, prévoit d'utiliser le réseau hertzien de La Cinq pour bâtir une chaîne « tout info ». La seconde proposition, poussée en France par la future chaîne culturelle franco-allemande que préside M. Jérôme Clément. Une troisième proposition devrait émaner de M. Silvio Berlusconi qui n'a plus que quelques jours pour boucler un tour de table où les candidats se pressent guère. Parce que seul M. Berlusconi peut se présenter comme véritable « repreneur » n'étant pas des candidats à la succession de La Cinq - c'est le dernier dossier que Lafont semble attendre avec le plus d'impatience. C'est aussi celui que les chaînes de télévision française bien redouter le plus.

Jeudi 30 janvier, des responsables de Canal Plus et TF1 laissent ainsi entendre off the record (« reprenez », propos, mais « citez pas ») que le représentant de M. Berlusconi à Paris leur avait affirmé, l'occasion d'une rencontre dans un hôtel du huitième arrondissement, que le italien était prêt à quitter la France pendant cinq ans si les chaînes françaises versaient à M. Berlusconi un dédommagement de 1,6 milliard de francs. Une somme qui justifierait par le décompte suivant : 100 millions de francs pour les pertes 1991 de la chaîne, 100 millions de francs pour le catalogue audiovisuel et 300 millions pour les créances d'Hachette (soit la partie du catalogue utilisée par la chaîne et une règle).

la guerre économique

Autrement dit, le magnat de l'audiovisuel italien ne menacerait de relancer la guerre commerciale à partir de La Cinq qu'au mieux monnayé son départ. Selon un responsable de l'audiovisuel public français qui connaît bien M. Berlusconi, cette proposition n'aurait en soi rien d'étrange. « Quand les enjeux sont élevés, il est logique de tester toutes les possibilités », affirme l'expert. « Rien d'étonnant », M. Berlusconi, en travaillant à la mise en place d'un tour de table pour la reprise de La Cinq, évalue parallèlement ce que pourrait lui rapporter un forfait. Face à une hostilité aussi palpable du monde audiovisuel français envers ses projets, il n'est pas

interdit de penser que M. Berlusconi songe réellement au départ. Faux, réplique le journaliste italien, qui a affirmé, jeudi 30 janvier, qu'il n'était, au contraire, « émissaires français qui auraient proposé l'argent au Berlusconi pour qu'il évacue l'Hexagone. Une offre refusée par le groupe italien, qui a confirmé « vouloir de La Cinq ». A condition d'être d'une « nature totale le passé », a souligné le vice-président de la Fininvest, M. Gianni Letta. Quelle est la bonne version ? Qui bluffe ?

On lundi 1^{er} février si la concurrence se repartit plus les six chaînes si elle est sereine (à défaut d'une ére prospérité) s'instaurer au sein de l'audiovisuel français par la disparition de l'une d'elles. M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2-FR3, semble guère pressé de voir M. Berlusconi surgir sur La Cinq, il n'accueille non plus les vœux une chaîne culturelle franco-allemande, qui pourrait bien déstabiliser FR3. M. Bourges ne peut davantage porter partie prenante de la chaîne d'informations, pour la bonne raison qu'il serait préjuger des choix gouvernementaux.

Silence du budget

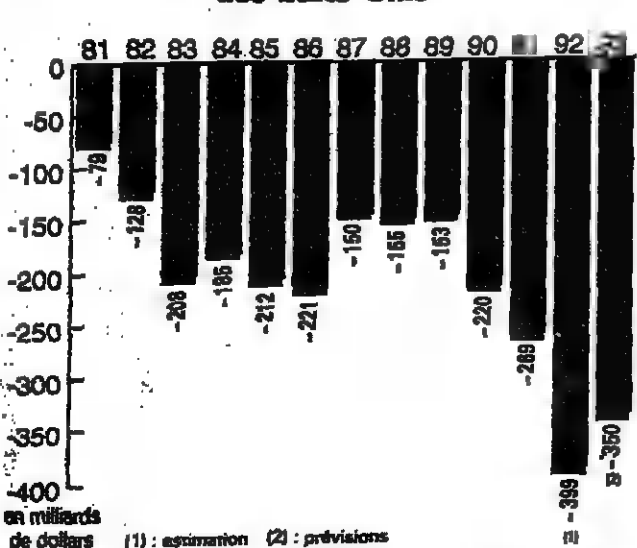
Le silence de MM. Lang et Kijman, ministres en charge de la culture et de la communication, sur l'ensemble du dossier aujourd'hui, a pour but de signifier la totale neutralité du gouvernement vis-à-vis de l'administrateur judiciaire, M. Lafont. C'est seulement en cas de liquidation de La Cinq que le gouvernement pourra alors choisir entre financer la chaîne culturelle ou donner la bédouille à la chaîne d'informations. Le projet franco-allemand ne suscite guère de critiques du côté des diffuseurs privés car ses avantages sont nombreux. La chaîne culturelle contribue à geler le réseau non concurrentiel, ne risque pas d'accaparer une audience trop massive et ne ponctionnera rien sur le marché publicitaire.

Mieux, le gouvernement semble prêt à assumer le coût budgétaire d'un projet culturel que M. Mitterrand a lui-même voulu. M. Michel Charasse, ministre du budget, si prononcé, en solo publiquement, contre le financement de certains dossiers encore en cours d'arbitrage, observe le plus parfait silence sur quelques centaines de millions de francs que la chaîne culturelle coûter à l'Etat.

YVES MAMOU

Le Figaro vendu 6 francs à par- du 1^{er} février. - Le prix du quotidien Le Figaro passera de 5,50 francs à 6 francs lundi 3 février. M. Philippe Villin, vice- du journal du Hérault, explique aux lecteurs, le numéro du 31 janvier, la décision par la « profonde récession économique connaît pays » et « la forte baisse des publicitaires et tout spécialement de celles qui proviennent des classes d'offres d'emploi » du journal. Ce dernier a vu ses recettes « petites » baisser de 32 % en 1991.

Evolution du déficit budgétaire des Etats-Unis



Le budget fédéral des Etats-Unis couvre une période de douze mois allant d'octobre à septembre de l'année suivante. Ainsi le budget de 1991 s'étend du 1^{er} octobre 1990 au 30 septembre 1991. Le budget de 1992 (octobre 1991-septembre 1992) prévoit un déficit de 351,9 milliards de dollars, hypothèse basée sur un taux de croissance économique de 2,2 % cette année et de 3 % en 1992.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier

Les étrangers en France

Le million rouge des étrangers a servi de machine à faire « bien » voter et à diviser l'adversaire que l'on d'une flambe d'intolérance « bien réelle. Si le nombre d'étrangers en France est à peu près stable, la population change. Les étrangers d'intégration sont mieux accueillis du grand public, mais la francisation est en marche, cabin-cabin.

Second dossier

Logement : parfum de crise

Les Français aiment être propriétaires ; ils achètent leur logement, même si c'est cher, même si c'est difficile, même si l'on s'endette : le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en vingt-cinq ans. Etre locataire n'est pas facile non plus : loyers et charges augmentent vite, sauf pour les occupants de logements sociaux qui, par conséquent, échappent à plus longtemps en place. Une même plane : la spéculation a fait que les acheteurs peuvent plus suivre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Annuaire des Services Télématiques

VIENT DE PARAITRE A JOUR

11 rue du Marais - 75001 Paris - Tél (1) 42 96 67 22

ÉCONOMIE

Paribas apure ses comptes

Suite de la première page

La situation des filiales s'est améliorée, pour le Crédit du Nord, et dégradée, pour la Compagnie bancaire, handicapée par les mauvais résultats de l'UCB. Enfin, les plus-values en capital sont retombées de 2,1 milliards à 0,7 milliard, mais l'année a été positive pour le portefeuille de participations.

Au vu de ces éléments, le directeur de Paribas et son président, M. André Levy-Lang, ont décidé que la société bénéficiaire du groupe n'était pas affectée, ont décidé de maintenir le dividende inchangé, soit 1 milliard de francs au total.

L'annonce d'un déficit par Paribas, et surtout du provisionnement des crédits immobiliers de la filiale suisse, a causé une grande surprise, car les analystes tablaient sur un bénéfice de 1 à 3 milliards de francs. Cette annonce inspire trois sortes de réflexions. Tout d'abord, elle consacre la reprise en main, par la maison mère, de la filiale Paribas Suisse, qui, comme l'exprime pudiquement M. André Levy-Lang, « a vécu une existence parallèle pour des raisons historiques ». Depuis sa sortie du groupe à l'automne 1981 (ce qui coûtait son poste à M. Pierre Moussa, PDG du groupe), puis sa réintégration progressive entre 1983 et 1987, devenant totale au début de 1990, « l'ambiguïté n'est jamais bonne, et il faut resserrer les boulons », reconnaît M. Levy-Lang. Les deux responsables de l'immobilier à Genève ont été remerciés et la filiale a dû se réajuster avec une injection de 2,5 milliards.

Ensuite, l'opération chirurgicale a traduit la volonté de M. Levy-Lang, nommé à la tête de Paribas en juin 1990, de continuer à apurer les comptes et aussi à chercher les pertes, « l'absence de clarté, la plus nocive que le ridon de fumée », assure-t-il. Effectivement, pour une banque internationale comme Paribas, mieux vaut clairement la couleur vis-à-vis des partenaires prêteurs et actionnaires plutôt que d'entretenir de nombreux délégués, il n'en a pas toujours, ainsi, notamment en 1984 lorsque, à la grande surprise des milieux financiers, la perte enregistrée sur la filiale américaine Becker (200 millions de dollars, plus de 2 milliards de francs d'aujourd'hui) fut pratiquement ignorée dans les comptes de Paribas.

dont l'actionnaire unique, à ce moment, était l'Etat.

A l'heure actuelle, il est vrai, l'effacement des pertes n'est plus déshonorant, à commencer par les banques anglo-saxonnes et en finissant par IBM ou le Pont de Nemours. Il est même considéré comme « payant » les milieux financiers internationaux, surtout lorsque la perte, correspondant à un apurement, peut être considérée comme non récurrente. « Tout le monde se rend compte qu'il ne faut faire qu'une fois », reconnaît M. Levy-Lang.

La surveillance des agences de notation

Cela étant, dès la publication de résultats, l'agence internationale de notation financière Standard and Poor's a placé sous surveillance, avec implication négative, toutes les notes attribuées aux entités du groupe, Moody's, l'autre grande agence de rating, a pris une mesure similaire, mais uniquement sur la Banque Paribas, environ 10 millions de dollars de dette à long terme. Mais le cours de l'action Paribas en Bourse a gagné de 3 % vendredi 31 janvier.

Enfin, les ennus de Paribas Suisse ne manquent pas d'être considérés par certains comme le prodrome à d'autres ennus sur l'immobilier, en France, où, comme on le sait, un ralentissement brutal est en cours. Selon les statistiques de la Banque de France, à fin septembre 1991, l'encours comptable des crédits bancaires aux promoteurs atteignait 123,5 milliards de francs, plus une soixantaine de milliards de francs de prêts aux marchands de biens. Sans doute, la France n'est pas le paradis de la spéculation, et la solidarité de place joue pour éviter les défaillances en cascade.

Mais les milieux qui vont suivre, bien que questions seront adressées aux grandes banques, en France, la Caisse lyonnaise et la Caisse de Paris, de l'ordre de vingtaine de milliards de francs de lignes de crédits aux promoteurs, devant le groupe Suez, la BNP et aussi Paribas. Il faut imaginer des solutions pour « porter » des réalisations coûteuses et non rentables aux conditions actuelles, ce qui entraînera des frais et, peut-être, des provisions.

FRANÇOIS RENARD

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Croissance ralentie le premier trimestre

Après la vigoureuse expansion des activités de Siemens en 1990/91, le premier trimestre de l'exercice 1991/92 a été marqué par un ralentissement de la croissance. Les faiblesses en sont les progressions extraordinaires enregistrées lors de la même période de l'année dernière, ainsi que l'affaiblissement conjoncturel. Dans le secteur des matériels de grande diffusion, la contraction de la demande se poursuit. Pour certaines Divisions, cette tendance ne limite pas aux activités internationales, le marché intérieur connaît lui aussi une certaine accalmie. Si le volume des commandes est légèrement inférieur à celui de l'année dernière, le chiffre d'affaires a, lui, progressé d'environ 6 %. Le bénéfice net, atteint 398 millions de DM, soit une hausse de 6 % également.

Commandes enregistrées

Au cours de la période de référence (du 1^{er} octobre au 31 décembre 1991), le Groupe Siemens (Siemens AG et les filiales et participations consolidées en Allemagne et à l'étranger) a totalisé un volume de commandes de 20,1 milliards de DM contre 20,4 l'an dernier. Durant le premier trimestre de l'exercice précédent, la Division Industrie publique des télécommunications, Production d'énergie/KWU et Transports ont signé d'importants contrats, notamment avec l'étranger. Les commandes au cours de la période précédente n'ont pas tout à fait atteint le niveau élevé. C'est la raison essentielle de la chute de 5 % des commandes internationales. En Allemagne,

par contre, la hausse s'établit à 4 %. Globalement, la quasi-totalité des Divisions Siemens a souffert de la faiblesse conjoncturelle du secteur des matériels de grande diffusion. De plus, différents domaines ont connu un certain ralentissement en Allemagne.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 31.12.90	du 1.10.91 au 31.12.91	Variation
Commandes enregistrées	20,4	20,1	-1 %
Marché intérieur	8,8	9,1	+4 %
Marché international	11,6	11,0	-5 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a progressé de 6 % pour atteindre 16,2 milliards de DM (15,4 l'exercice précédent). Il a aussi, l'accroissement de 5 % en Allemagne, soit 7,6 milliards de DM contre 7,0 précédemment, a été supérieur à celui des activités internationales, qui n'ont augmenté que de 3 % à 8,6 milliards de DM contre 8,4 précédemment. En raison du confortable carnet de commandes accumulées l'exercice précédent, l'ensemble de l'exercice 1991/92, sur une croissance d'environ

10 % des facturations, qui devaient franchir la barre des 90 milliards de DM.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 31.12.90	du 1.10.91 au 31.12.91	Variation
Chiffre d'affaires	15,4	16,2	+6 %
Marché intérieur	7,0	7,6	+9 %
Marché international	8,4	8,6	+3 %

Personnel

Les effectifs ont culminé à 419 000 personnes le 31 décembre 1991. La progression par rapport à la fin du dernier exercice a été de 17 000 salariés, soit 4 %. Elle concerne l'Allemagne, ainsi que la première intégration des nouvelles acquisitions dans la partie orientale du pays. Ce mouvement a plus que compensé les réajustements intervenus dans d'autres secteurs. Les frais de personnel, en hausse de 13 %, passent de 7,2 à 8,2 milliards de DM.

En millions de DM	30.9.91	31.12.91	Variation
Personnel	402	419	+4 %
Allemagne	243	260	+7 %
Etranger	159	159	0 %

En milliards de DM	du 1.10.90 au 31.12.90	du 1.10.91 au 31.12.91	Variation
Frais de personnel	7,2	8,2	+13 %

Investissements/Bénéfice net

Au cours de la période de référence, les investissements ont atteint 2,2 milliards de DM (1,9 précédemment). Cette progression inhabituelle est due notamment à l'augmentation de la prise de participation dans Siemens Informationssysteme AG, mais aussi à l'acquisition de l'activité « Contrôle Industriel » de Texas Instruments, Inc., Dallas, Texas ainsi qu'à des immobilisations corporelles accrues.

Le bénéfice net a augmenté de 6 % pour atteindre 398 millions de DM contre 377 l'année précédente.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 31.12.90	du 1.10.91 au 31.12.91	Variation
Investissements	1,9	2,2	+16 %
Bénéfice net	377	398	+6 %

Siemens AG, Berlin et Munich

INDICATEURS

FRANCE

• Prix : +3,1 % en 1991. - Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en décembre par rapport à novembre, a annoncé l'INSEE, confirmant ses calculs provisoires. Ainsi, sur l'ensemble de l'année dernière, la hausse aura été de 3,1 % en glissement (décembre 1991 comparé à décembre 1990). En 1989 et 1990, les augmentations avaient été de 3,6 % et 3,4 %. L'année dernière, la France aura obtenu en matière d'inflation les meilleurs résultats avec les États-Unis et le Japon. Seule la Belgique a fait mieux, avec un taux de 2,9 %.

JAPON

• Chômage stable, inflation en hausse. - Le chômage est resté stable au Japon en 1991, ne touchant en moyenne que 2,1 % de la population active, tandis que l'inflation augmentait légèrement pour atteindre 3,3 %, contre 3,1 % en 1990. Cette hausse des prix à la consommation, supérieure à 3 % pour la deuxième année consécutive, est la plus forte depuis 1981. La Banque du Japon s'est déclarée préoccupée par les tensions inflationnistes dans l'archipel, notamment dans le secteur des services, dues à la pénurie persistante de main-d'œuvre. D'une année sur l'autre, l'économie japonaise a employé 1,2 million de personnes de plus. Le taux de chômage a toutefois augmenté en 1991 de 1,5 % (la première hausse en quatre ans), pour atteindre 1,38 million de personnes.

EN BREF

□ Grèves des dockers : pertes cumulées de 275 millions de francs.

- La CGT des ports et docks, après avoir appelé les dockers à une nouvelle grève jeudi 30 et vendredi 31 janvier, a souhaité dans une lettre du 29 janvier rencontrer le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, « afin de poursuivre la réflexion, si les bases de négociation sont acceptables et le dialogue loyal ». Pour leur part, les syndicats français ont renouvelé le même jour « leur soutien » au plan gouvernemental, estimant que les grèves ne traduisent pas des pertes qui peuvent être compensées pour l'ensemble de la profession à 1 million de francs par jour. Selon les services de M. Le Drian, les pertes cumulées engendrées par ces mouvements (vingt-trois depuis quatre mois) se montent à quelque 275 millions de francs.

□ Le BVP demande aux médias de refuser une publicité de Benetton. - Le Bureau de vulgarisation de la publicité (BVP), institut chargé en France de contrôler les campagnes publicitaires paraissant dans les médias (presse, affichage, audiovisuel), a demandé, jeudi 30 janvier, aux médias français de

refuser deux des six « visuels » de la prochaine campagne de la firme textile Benetton. Ces derniers montrent un malade du sida agonisant sous les yeux de sa femme et un soldat brandissant un fusil et une mitrailleuse. Ces deux photos, refusées par des magazines britanniques (le Monde daté 26-27 janvier), constituent, selon le BVP, « une agression et une exploitation sans vergogne de la détresse, le désarroi et la mort ». En 1991, le BVP avait déjà refusé la garde du corps d'un homme dans une campagne de Benetton (une autre campagne d'un prêtre et un nouveau-né dans le sang).

□ Le Salon de l'Agriculture aura lieu début mars à Paris. - Le Salon de l'Agriculture aura lieu du 1^{er} au 8 mars 1992, à la porte de Versailles, à Paris. L'an dernier, une manifestation professionnelle et populaire avait réuni un million de 8,5 millions de francs. Mille sept cents animaux reproducteurs d'élite seront présentés cette année au public. Au même moment, du 1^{er} au 5 mars, aura lieu, au parc de Paris-Nord-Villepinte, le Salon international de la machine agricole.

1^{er} marché

Quantité	VALEURS	COUT
----------	---------	------

(Faint, illegible vertical text)

30/1

36-15

Page	1400
455	

A TERME

BOUTES

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

En visite au sultanat d'Oman

M. Mitterrand appelle la Libye à vivre «selon les normes du droit international»

MASCATE (sultanat d'Oman)
de notre envoyé spécial

Au cours d'une conférence de presse réunie, jeudi 31 janvier, à l'issue de sa visite au sultanat d'Oman, M. François Mitterrand a évoqué plusieurs aspects de politique internationale. S'agissant du Liban, il a insisté sur la nécessité d'appliquer jusqu'au bout les accords de Taef, autrement dit d'organiser des élections dans ce pays, dans le cadre d'un allié de la présence militaire syrienne. «Les accords de Taef, a-t-il dit, ont été entièrement remplis. Ces accords reconnaissent la primauté de l'indépendance et de la souveraineté du Liban. C'est déjà beaucoup. Mais on ne peut pas dire, de ce point de vue, que nous soyons au bout de nos efforts.»

A propos de l'interruption du processus électoral en Algérie, le chef de l'Etat a déclaré : «Pour la démocratie, il faut réunir beaucoup de conditions, dans les domaines de l'éducation, du savoir, des institutions. Il faut naturellement aussi créer des traditions, avoir des habitudes. Cela est très difficile dans un pays qui a vécu longtemps sous le régime de l'intégrisme. Ce qui est vrai c'est que, pour employer une litote, l'intégrisme ne paraît pas le plus sûr moyen de parvenir à la démocratie.»

M. Mitterrand a, d'autre part, souligné que Paris avait toujours souhaité coopérer avec Tripoli de bonnes relations avant d'ajouter : «Je ne sais quel jour malin, si toujours, vous voulez que ces relations fussent compliquées, il y a eu le problème du Tchad, qui a été réglé. S'il n'y avait pas eu dans un passé récent des actes de terrorisme, on n'aurait pas eu la suspicion, en tout cas dans l'esprit de la justice française, sur les dirigeants libyens, nous serions sans doute dans une situation d'apaisement, nos relations seraient peut-être plus sereines qu'elles ne le sont. (1) Nous n'avons pas d'a priori désagréable sur la politique libyenne. Mais avec une Libye vivant selon les normes du droit international, comme il serait facile de développer des relations dont nous tirerions l'un et l'autre profit. En fait, c'est ce que je souhaite.»

M. Mitterrand a, enfin, souligné que l'heure n'était pas

de lever l'embargo contre l'Irak. «Les causes du blocus, a-t-il observé, devraient cesser pour que le blocus cesse. Il y a un certain style de régime, générateur d'insécurité dans la région, qui exige une très grande vigilance. Bien entendu, plus tôt sera levé ce blocus, plus tôt j'en serai heureux. A condition qu'aucune situation ne subsiste. Les dispositions du gouvernement irakien ne sont pas telles que je puisse avoir l'assurance de l'heure actuelle.»

J.-P. L.

(1) Dans un entretien publié, jeudi, par le quotidien algérien l'Espresso, le colonel Kadhafi a qualifié «d'illégitime» la demande d'extradition de deux Libyens soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat de Lockerbie. «Ces accusations sont purement gratuites», a-t-il ajouté. «Nous sommes des victimes et nous ne sommes pas responsables.»

EN BREF

■ Confirmation de la condamnation du pilote de l'Airbus d'Habsheim pour diffamation. - La 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 31 janvier, le jugement du 29 janvier 1991 qui condamnait M. Michel Asseline, pilote de l'Airbus A 320 accidenté le 1^{er} juin 1988 à Habsheim (Haut-Rhin), pour diffamation envers la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et M. Daniel Tenenbaum, alors directeur général de l'aviation civile. La cour, présidée par M. Jean-Marie Desjardins, a maintenu la peine de 10 millions de francs d'amende prononcée pour diffamation envers la DGAC à l'encontre de M. Jacques, ancien président du Syndicat des pilotes de ligne d'Air France. Après l'accident de l'Airbus pendant une séance de démonstration, M. Asseline et Jacques avaient déclaré que les «boîtes noires» avaient été «rafistolées» pour mettre l'appareil hors de cause.

■ La procédure Urba instruite à Lyon contre le poursuivi. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, qui devait prononcer sur les conséquences du décret annulant, le 11 janvier, l'ordonnance de M. Pezet, le jugement du tribunal administratif autorisant le Vert à porter plainte au lieu de la ville de Marseille dans l'affaire Urba (le Monde 11 janvier), a rendu son arrêt vendredi 31 janvier. Estimant «l'action

Amnesty International dénonce la «torture» dans les territoires occupés

Dans une déclaration publiée à Londres

Amnesty International a alerté, mercredi 29 janvier, dans une déclaration publiée à Londres, la commission des droits de l'homme de l'ONU sur la «gravité» de la situation dans les territoires occupés, qui n'a pas changé, selon elle, depuis le début de l'intifada, en décembre 1987.

«Les autorités israéliennes ont systématiquement recouru à des méthodes d'interrogatoire qui relèvent de la torture», affirme l'organisation humanitaire, qui cite des témoignages sur la privation de sommeil et de nourriture, la détention solitaire et la mise aux fers des organes génitaux, la privation de sommeil et de nourriture, la détention solitaire et la mise aux fers des organes génitaux, la privation de sommeil et de nourriture, la détention solitaire et la mise aux fers des organes génitaux.

Amnesty dénonce le système judiciaire en vigueur dans les territoires, qui empêche généralement les détenus d'avoir accès aux juges

pendant dix-huit jours, à leurs familles pendant «beaucoup plus longtemps». A son avis, plusieurs centaines de Palestiniens des territoires occupés, compris les prisonniers d'opinion, sont maintenus en détention administrative, sans inculpation ni procès.

D'autre part, l'armée israélienne a annoncé, mercredi, qu'elle avait réussi à démanteler plusieurs cellules terroristes à Cisjordanie au cours des derniers mois.

Les centaines de personnes arrêtées et soupçonnées d'avoir attaqué des militaires ou des civils israéliens, le plus souvent avec des armes de fabrication artisanale. Il s'agit surtout de membres du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. - (AFP)

AN COMMISSARIAT CENTRAL DE BORDEAUX

Deux personnes sont décédées pendant leur garde à vue

BORDEAUX

de notre correspondante

A quarante-huit heures d'interrogatoire, deux personnes ont été cours d'une garde à vue au commissariat central de Bordeaux. Le 28 janvier à 7 heures du matin, un jeune homme de vingt-quatre ans, Philippe Belarj, a été découvert décédé dans la cellule où il avait été placé depuis le matin à 17 heures. Philippe Belarj, présenté comme un toxicomane, était sous la garde de la police depuis 27 janvier. Une tentative de vol et violation de domicile.

Raymond Gourlain, quarante-six ans, sans domicile fixe, avait été placé sur un trottoir de Bordeaux le 29 janvier. Il avait été conduit par les sapeurs-pompiers dans un hôpital de la ville où on avait découvert qu'il avait subi une tentative de suicide. Il avait été placé en «chambre de dégrisement» au commissariat. Il y est resté le 30 janvier pendant les heures du matin. Dans l'après-midi, le parquet de Bordeaux a ordonné une autopsie. Selon un communiqué du procureur de la République, les médecins légistes ont conclu à l'existence d'une pathologie pulmonaire ancienne et ont précisé qu'il n'y avait eu aucune tentative de suicide. Les examens médicaux complémentaires ont été ordonnés. Une information a été ouverte pour rechercher les causes de la mort. Les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps de Raymond Gourlain n'ont pas encore été communiqués jeudi.

G. de M.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Complot

Les marrants, les confrères, les amis à s'interroger sur le pourquoi et le comment de l'affaire Habache. C'est pourtant clair. Il était bien, rien de plus, mais son «copain» Arafat s'est inquiété : Tu n'as pas un check-up en Suisse. Manque un bol, la Suisse refuse. Là-dessus, il téléphone à Georgina : Est-ce qu'on peut passer par la Croix-Rouge française?

Elle a un instant d'hésitation : Quittez pas ! Faut quand même que je demande à l'Orsay. Elle appelle Scheer, le bras droit de Dumas, une autre ligne. Et lui :

- Oui, pourquoi pas ! Mais, attention, un mot au patron. Là, il est occupé à faire valises, il part pour Oman. Il a un parfum, il risque de le répéter à Mimi. Mimi, elle est chérie. Et de l'autre côté de l'intérieur, c'est la fin ? Non, parce qu'il va falloir lui envoyer un avion spécial, à Habache, faire surveiller l'hôpital par des tapées de CRS et d'hélicoptères, bloquer la circulation...

- Là, ça va être un problème, je connais quelqu'un qui toute

confiance place Beauvau. Il m'a promis le samedi. Marchand saura. Reste à premier ministre.

- Edith ? Tu rigoles ! Au rythme de la dégringolade des sondages, elle s'accroche aux branches de la presse. Elle a interviewé un de ces anglais qui se vantent d'avoir pris une décision humanitaire, tout ça... Non, l'impression de Matignon. Ça va être un problème.

- OK ! J'ai Arafat qui s'impatiente au bout du fil... Tu bosses à l'Elysée. La Mimi me rassure jeudi. Si jamais il l'apprenait qu'il y avait un complot...

- T'inquiète ! Je ne sortirai de mon bureau que pour aller au toilette. C'est la seule fois où je risquerai de le faire.

- Bon, ben, d'accord. Oubliez de convoquer les médias les 18 et 19 au Bourget. C'est le roi du terrorisme international, Habache. Tapis rouges. Faut lui réserver un accueil digne de lui. Sinon, il risquerait de se venger. Là, bonjour les attentats !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 janvier

Toujours hésitante

La séance était encore calme jeudi matin 31 janvier à la Bourse de Paris. En hausse de 0,11 au début des échanges, les valeurs françaises ont rapidement franchi le point d'équilibre et affaiblissent une heure plus tard un recul de 0,22 %.

Parmi les plus fortes baisses de la séance, on relevait celles de Ceres, l'Immo Compagnie bancaire. Du côté des hausses, on notait celles du CCF, Docks de France et Total.

Nouveau à La Villette LE PALAIS D'ASIE

Le plus grand restaurant chinois à Paris (600 places). 7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin. Banquets, réceptions, mariages, d'affaires. 131, rue de Flandre (métro Crimée). Tél. : 40-36-25-15 - 40-36-35-36.

SOMMAIRE

DÉBATS

Pour la démocratie publique : «L'inspiration» par Dominique Wolton : «Le courage de la création», par Jack Lang... 2

ÉTRANGER

L'affaire Liban... 3 à 5
L'escalade à M. Eltsine à Londres... 6
La réunion des quarante-huit pays membres de la CEE à Prague... 6
Le plan de paix de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie... 14
La démission annoncée du premier ministre irlandais... 15

POLITIQUE

Devant 100 personnes à Nice, M. Tapie persiste à signer... 8
M. Longuet et son amis du PR se placent dans la perspective de l'élection de 1993... 8

SOCIÉTÉ

Le gouvernement veut interdire la diffusion des données génétiques... 9
L'Ecole des Hautes études urbaines ouvrira ses portes en septembre à Lyon... 9
Six Turcs, accusés de séquestration, devant les tribunaux du Rhône... 9

CULTURE

Entrée de Jacques Bonaffé, qui interprète l'«Odeon» des tragédies de Sophocle... 10
C'était hier au Théâtre de la Ville : quand Henri Frey joue et met en scène l'«Ambigu» de Pinter... 10
Toujours les mêmes mensonges, du chorégraphe Wim Vandekeybus, au Théâtre de la Ville... 10

Les endémies

Orchestre du Palais... 11
Un cloître bénédictin à Prague transformé en Fondation Mozart... 11

ÉCONOMIE

Usiner-Secolier va supprimer huit mille emplois en 1992... 13
Le premier ministre chinois au Forum de l'économie mondiale de Davos... 13
Les chaînes françaises aux tribunaux aux ambitions de M. Berlusconi... 13
M. Louis Vianney élu secrétaire général de la CGT... 14
Vie des entreprises... 16

SANS VISA

Macuro, l'empreinte de Colomb... 17
Tathou, l'île retrouvée... 17
Les stylographes à Calcutta... 17
Les sœurs de la «Charles»... 17
Jeux... 17

Services

Abonnements... 18
Annonces... 14
Carnet... 18
Jeux... 26
Loto, Tac-o-tac... 18
Marchés financiers... 18 et 17
Météorologie... 11
Philatélie... 19
Spectacles... 12
Week-end d'un chineur... 18
La télématique du monde : 3615 LEXMONDE 3615 LM
Le numéro du «Monde» : 31 janvier 1992 a été tiré à 509 exemplaires.

TRECA
LE GRAND DE LA LITERIE CHEZ
CAPELOU
LIVRAISON GRATUITE
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
93011 PARIS - TEL. 43.57.46.35
METRO : PARENTIER

Le mensuel
PASSAGES
Un grand dossier
ALCOOL-TABAC
L'IDEAL DE LA SOCIÉTÉ SAINE
vente en 10 30 F

ADIEU LES PRIX,
BONJOUR
LES SOLDES !
Pas de respect pour les prix,
on se casse, on les démantibule sans pitié.
Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout et la Mode triomphe.
Les femmes en profitent. Car «tout» leur est permis quand les prix capitulent.
C'est ça les soldes, depuis 15 F le mètre.
RODIN
CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

M. Dominique Baudis invité du «Grand Jury RTL-le Monde»
M. Dominique Baudis, président du CDS, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» diffusée le 2 février de 18 h 30 à 19 h 30.
M. Baudis, député UDR de Haute-Garonne et maire de Toulouse, répondra aux questions d'André Fauriol et de Richard Arz et de la Torre de RTL, émission animée par Henri Marquet.

Le mensuel
Ville d'Amièrès
ALCOOL
A Noisy : des jeunes se cachent pour boire
vente en kiosque 10 F

SCIENCE & VIE MICRO
SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE
RÉVOLUTIONNAIRE
LE LIVRE ORDINATEUR EST NÉ !
Il s'appelle
DATA DISMAN DE SONY.
Découvrez-le en détail et en avant première dans SVM.
ET AUSSI :
• Piloter sa maison avec un micro
• Calculer et simuler ses impôts
• Gérer ses projets sans peine
• A l'essai : le portatif couleur d'Amstrad
NOUVEAU : 3015 SVM2 LE LIVRE INTÉGRAL DE
TOUS LES NUMÉROS DE SVM 1991

مكتبة لاهوت

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'amicale des ex

Sa vie est devenue un pamphlet. Philippe Guillaume, l'ancien président d'Antenne 2, FR 3, a été élu par ses collègues, n'en finit plus d'écrire comme il aime. A coups de mots. Son dernier livre s'intitule, vaste programme, *Letras ouvertes aux Français qui ne veulent plus être pris pour des cons*. C'est dire en quelle estime l'auteur, présent sur le plateau d'« Ex-libris », tient la société, notamment celle qui la gouverne ou décide pour elle.

Dans le rôle d'imprésario, policé, courtois, et tout ça, l'écran, Philippe Guillaume a posé son diagnostic. Et il est sans appel, comme le jugement d'un homme revenu de tout et naïve de l'illusion du pouvoir. Notre société, notre démocratie, dira-t-il, sont malades. Et quatre fois malades.

La première maladie serait de n'être qu'une société de connivence, qui, dominée par la corruption, la médiocratie et le corporatisme, ne pratiquerait plus que l'omerté, le « taissez-vous, vous allez nuire à votre carrière ». Une société du silence en somme, muette par précaution ou par lâcheté.

Deuxième maladie, socialisme défilé au sens où Philippe Guillaume a sa revanche, l'attribue à dix ans de mitterrandisme, le naufrage des corps intermédiaires, institutions, partis, syndicats, naufraques, discrédités. Le naufrage, expliquera-t-il, débouche sur un slogan. Et il cite Bernard Tapie et ses idéologues profonds.

Troisième maladie, l'emprise technocratique, des experts qui prévalent tout ne prévoient rien. Philippe Guillaume affluerait volontiers d'une fibre à l'anonymat, l'irresponsabilité, l'impunité. Enfin quatrième maladie, le racisme, l'ignorance.

Il ne faut pas le diagnostic est exact. Mais un coup de gueule, même proféré d'une voix douce, est chose trop rare à la télévision où l'on néglige l'humain. C'était réjouissant comme fut réjouissant un autre membre de l'amicale, PDG d'Antenne 2, Pierre Desgraupes. Pierre Desgraupes est plus trop à la télévision. C'est ce qu'il dans un livre-entretien dont il n'a pas écrit, mais il « ex-libris ». Il n'a pas plus enlevé sa maitresse qu'on découvre un maton. Mais il suffit de deux, trois images d'archives, le père Dominici, Henry Miller pour qu'il oublie qu'il n'aime plus et répète : « Oh ! c'est bien, c'est bien ».

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-matin. Signification des symboles : ▶ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ● On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 31 janvier

TF 1	LA 5
20.45 Variétés : Tous à la une.	20.45 <i>Journal</i> : Une question de culpabilité.
22.40 <i>Magazine</i> : Si on se disait tout.	22.45 <i>Journal</i> : Une question de culpabilité.
23.45 Sport : Boxe.	22.55 <i>Journal</i> : Le Sex Symbol.
0.55 <i>Journal</i> : Météo et Bourse.	23.50 <i>Journal</i> : Le nuit.
A 2	M 6
20.50 Jeux sans frontières.	20.40 <i>Téléfilm</i> : Saigon, le dernier départ.
22.00 <i>Documentaire</i> : Chaplin russe.	22.45 <i>Série</i> : Équinox.
22.50 <i>1, 2, 3, Théâtre</i> .	23.20 <i>Magazine</i> : Émotions, charme et érotisme.
23.00 <i>Cinéma</i> : Une femme disparue.	23.50 <i>Capital</i> .
0.35 <i>Journal</i> et <i>Météo</i> .	0.10 Six minutes d'informations.
FR 3	LA SEPT
20.45 <i>Magazine</i> : Thalys.	21.00 <i>Téléfilm</i> : Lug's Paradise.
21.40 <i>Magazine</i> : Caracères.	22.35 <i>Téléfilm</i> : Der Mitwisser.
22.45 <i>Journal</i> et <i>Météo</i> .	FRANCE-CULTURE
23.05 <i>Magazine</i> : Musicales.	20.30 <i>Radio-archives</i> : Simon, l'ami d'un...
CANAL PLUS	21.30 <i>Musique</i> : Basal et Blue.
20.30 <i>Téléfilm</i> : État d'urgence.	22.40 <i>Les Nuits magnétiques</i> .
21.55 <i>Documentaire</i> : L'enfance sous les verrous.	0.05 <i>Du jour au lendemain</i> .
22.45 <i>Flash d'informations</i> .	0.50 <i>Musique</i> : Coda.
23.00 <i>Cinéma</i> : Mélodie pour un meurtre.	FRANCE-MUSIQUE
	20.05 <i>Concert</i> : Le 17 janvier au Théâtre des Champs-Élysées.
	23.10 <i>Ainsi la nuit</i> .
	1.00 <i>Les Vies de la nuit</i> .

Samedi 1^{er} février

TF 1

13.15 <i>Magazine</i> : Reportages.	18.20 <i>Jeu</i> : Une question d'argent.
13.50 <i>Jeu</i> : Millionnaire.	18.50 <i>Jeu</i> : Marc et Sophie.
14.15 <i>La Une est à vous</i> .	19.15 <i>Jeu</i> : La Roue de la fortune.
17.20 <i>Divertissement</i> : Vidéo gag.	19.45 <i>Divertissement</i> : Le Bébête Show.
17.50 <i>Magazine</i> : Trente millions d'amis.	19.50 <i>Tirage</i> : Loto.
18.20 <i>Jeu</i> : Une question d'argent.	20.00 <i>Journal</i> , <i>Tiercé</i> et <i>Météo</i> .
18.50 <i>Jeu</i> : Marc et Sophie.	20.45 <i>Divertissement</i> : La 5 000.
19.15 <i>Jeu</i> : La Roue de la fortune.	20.50 <i>Journal</i> et <i>Météo</i> .
19.45 <i>Divertissement</i> : Le Bébête Show.	
19.50 <i>Tirage</i> : Loto.	
20.00 <i>Journal</i> , <i>Tiercé</i> et <i>Météo</i> .	
20.45 <i>Divertissement</i> : La 5 000.	
20.50 <i>Journal</i> et <i>Météo</i> .	

A 2

13.25 <i>Magazine</i> : Résistances.	17.55 <i>Magazine</i> : Eurofics.
14.20 <i>Magazine</i> : Animalia.	18.55 <i>INC actualités</i> .
15.15 <i>Tiercé</i> et <i>Météo</i> de Vincennes.	19.00 <i>Jeu</i> : Des chiffres et des lettres.
15.25 <i>Magazine</i> : Sport passion.	19.25 <i>Magazine</i> : Sylvie et compagnie.
16.00 <i>Magazine</i> : Pays de Galle.	19.50 <i>Journal</i> et <i>Météo</i> .
16.15 <i>Magazine</i> : Exploits 2.	
16.30 <i>Documentaire</i> : Nylon Blues.	
16.45 <i>Les Superstars du catch</i> .	
16.55 <i>En clair jusqu'à 20.35</i> .	
17.00 <i>Desain</i> : L'émission.	
17.15 <i>Flash d'informations</i> .	
17.30 <i>Le Top</i> .	
17.45 <i>Téléfilm</i> : Ca s'vigne au camping.	
17.55 <i>Desain</i> : L'émission.	
18.00 <i>Flash d'informations</i> .	
18.15 <i>Flash d'informations</i> .	
18.30 <i>Flash d'informations</i> .	
18.45 <i>Flash d'informations</i> .	
18.55 <i>Flash d'informations</i> .	
19.00 <i>Flash d'informations</i> .	
19.15 <i>Flash d'informations</i> .	
19.30 <i>Flash d'informations</i> .	
19.45 <i>Flash d'informations</i> .	
19.55 <i>Flash d'informations</i> .	

20.45 Les Victoires de la musique.

Sérial : Un juge, un flic. Parce que... de Denys de La Pavière. Un mystérieux de Bouché. Journal et Météo.

FR 3

14.00	Variétés : Eurotop.	
14.30	Magazine : Mondo Sono.	
	De 15.00 à 17.30	La Sept
17.30		
	L'Heure du golf.	
	Magazine : Montagne.	
	M... d'avenir.	
18.30	Jeu : Questions pour un champion.	
19.00	Le 19-20 de l'information.	
	19.12 à 19.35, le journal	la région.
	De 20.00 à 1.00	La Sept
1.00	Sport : Tennis.	
	Coupe Davis : France-Grande-Bretagne,	en direct de Bayonne.

En visite au sultanat d'Oman

M. Mitterrand appelle la Libye à vivre
«selon les normes du droit international»MASCATE (sultanat d'Oman)
En envoyés spécial

Au cours d'une conférence de presse réunie, jeudi 30 janvier, à l'issue de sa visite officielle au sultanat d'Oman, M. François Mitterrand a évoqué plusieurs sujets de politique internationale. S'agissant du Liban, il a insisté sur le fait d'appliquer jusqu'au bout les accords de Taef, autrement dit d'organiser des élections libres, ce qui n'a pas été fait. Il a souligné la présence militaire syrienne. «Les accords de Taef», a-t-il dit, «ont été entièrement remplis. Ces accords reconnaissent la primauté de l'indépendance du Liban. C'est déjà beaucoup. Mais on ne peut pas dire, à ce point de vue, que nous soyons au bout de nos efforts.»

A propos de l'interruption du processus électoral en Algérie, le chef de l'Etat a déclaré : «Pour réussir la démocratisation, il faut réunir beaucoup de conditions, dans les domaines de l'éducation, du savoir, des institutions. Il faut naturellement aussi créer des traditions, des habitudes. Cela est très difficile dans des pays qui ont subi l'intégrisme. Ce qui est sûr, c'est que, pour réussir, il faut l'intégrisme ne soit pas le plus sûr moyen de parvenir à la démocratisation.»

M. Mitterrand a, d'autre part, souligné que Paris avait toujours cherché à établir avec Tripoli de bonnes relations. «Je ne sais pas si on a toujours voulu que les relations fussent très compliquées. Il y a le problème du Tchad, qui a été réglé. S'il n'y avait pas eu dans un passé récent des actes de terrorisme qui ont jeté la suspicion, en tant que dans l'esprit de la justice française, sur les actions de Libyens, nous serions dans une situation d'apaisement, nos relations seraient tout à fait normales. Nous n'avons pas d'a priori désagréable mais notre politique doit épouser la fait. Avec une Libye vivante selon les normes du droit international, comme il est facile de développer les relations dont nous tirons l'un et l'autre profit. En tout cas c'est ce que je souhaite.»

M. Mitterrand a, enfin, souligné que l'heure n'était pas

de lever l'embargo contre l'Irak. «Les sanctions du blocus», a-t-il observé, «devraient servir pour que le régime, générateur d'insécurité dans la région, qui exige une très grande vigilance. Bien entendu, plus tôt sera levé ce blocus, plus tôt j'en serai heureux. A condition qu'aucune disposition du gouvernement irakien ne soit prise qui ne puisse avoir l'assurance à l'heure actuelle.»

J.-P. L.

(1) Dans un entretien publié, jeudi, par le quotidien algérien *Koukou*, le colonel Kadhafi a qualifié «d'illégitime» la demande d'expulsion de deux Libyens soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat de Lockerbie. «Ces accusations», a-t-il ajouté, «sont des gros mensonges, et il n'y a pas de victimes du terrorisme et non un instigateur.»

EN BREF

Confirmation de la condamnation du pilote de l'Airbus d'Habsheim pour diffamation. - La 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 30 janvier, le jugement du 23 janvier 1991 qui condamnait M. Michel Asseline, pilote de l'Airbus A 300, à 100 000 francs de dommages et intérêts envers la direction générale de l'aviation civile (DGAC) et M. Daniel Tennenbaum, alors directeur général de l'aviation civile. La cour, présidée par M. Jean-Marie Desjardins, a maintenu la peine de 100 000 francs d'amende prononcée pour diffamation envers la DGAC. L'encontre de M. Jacquet, ancien président du Syndicat national des pilotes de ligne d'Air France. Après l'accident de l'Airbus pendant une séance de démonstration, MM. Asseline et Jacquet avaient déclaré que les «boîtes noires» avaient été «traquées» pour recréer l'appareil hors de cause.

La procédure de l'arrêt de la cour d'appel de Paris, qui devait se poursuivre, a été interrompue par la décision de la cour d'appel de Paris, qui a annulé le décret annulant, en tant qu'il concerne M. Pezet, le jugement du tribunal administratif de Marseille des Verts à porter plainte au lieu de place de la ville de Marseille dans l'affaire Urba (le 11 janvier), a rendu son arrêt vendredi 31 janvier. Estimant que «l'action

Dans une déclaration publiée à Londres

Amnesty International dénonce
la «torture» dans les territoires occupés

Amnesty International a alerté, mercredi 29 janvier, dans une déclaration publiée à Londres, la commission des droits de l'homme de l'ONU sur la «gravité» de la situation dans les territoires occupés, qui n'a pas changé, elle, depuis le début de l'intifada, en septembre 1987.

«Les autorités israéliennes ont systématiquement recours à des méthodes d'interrogatoire qui relèvent clairement de la torture et de mauvais traitements», affirme l'organisation humanitaire, qui cite les organes génitaux, la privation de sommeil, la dénutrition, la détention solitaire et la mise sous des conditions minuscules, sombres et glacées.

Amnesty dénonce le système judiciaire en vigueur dans ces territoires, qui empêche généralement les victimes d'avoir accès aux juges

pendant dix-huit jours, à leurs familles pendant «beaucoup plus longtemps». A son avis, plusieurs centaines de Palestiniens des territoires occupés, y compris des prisonniers d'opinion, sont traités en détention administrative, sans inculpation ni procès.

D'autre part, l'armée israélienne a annoncé, mercredi, qu'elle avait réussi à démanteler plusieurs dizaines de «cellules terroristes» en Cisjordanie au cours des derniers mois.

Les centaines de personnes arrêtées sont soupçonnées d'avoir attaqué des militaires ou des civils israéliens, le plus souvent avec des armes de fabrication artisanale. Il s'agit surtout de membres du Fatah et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache. (AFP)

Au commissariat central de Bordeaux

Deux personnes
sont décédées pendant
leur garde à vue

BORDEAUX

de notre correspondant

A quarante-huit heures d'intervalle, deux personnes sont mortes au cours d'une garde à vue au commissariat central de Bordeaux. Le 27 janvier à 7 heures du matin, un jeune homme de vingt-cinq ans, Philippe Belaredj, a été découvert décédé dans la cellule où il avait été placé depuis la nuit du 17 heures. Philippe Belaredj, présent comme un toxicomane, était sorti en prison dans le courant du mois. Il avait été interpellé le 27 janvier pour tentative de vol et violation de domicile.

Raymond Gourlain, quarante-six ans, sans domicile fixe, avait été arrêté le 29 janvier. Il avait été placé dans les sapeurs-pompier dans un hôpital de la ville où il avait conclu à un coma profond. Il avait alors été placé en chambre de dégrisement au commissariat. Il y est mort le 30 janvier vers 2 heures du matin.

Dans les deux cas, le parquet de Bordeaux a ouvert une enquête. Une autopsie a été pratiquée sur le corps de Raymond Gourlain. Les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps de Raymond Gourlain n'étaient pas encore communiqués jeudi.

G. de M.

M. Dominique Baudis
invité du «Grand Jury
RTL-le Monde»

M. Dominique Baudis, président du conseil de la ville de Toulouse, a été invité à l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimanche 2 février de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Baudis, député UDC de Haute-Garonne et maire de Toulouse, répondra aux questions d'André Fauriol et de Daniel Caron du Monde, et de Richard Arz et d'André Torre de RTL, la chaîne sera suivie par Henri Marquet.

Le mensuel
Ville Lumière
ALCOOL
A Noisy : des
jeunes se cachent
pour boire
vente en kiosque 10 F

LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Complot

LS sont marrants, les confrères. Ils se font s'interroger sur la poursuite de l'affaire Habache. C'est pourtant il était pas bien, rien de grave, mais «copain» Arafat s'est inquiété : Tu devrais un check-up en Suisse. Manque de bol, le téléphone à Georgina : Est-ce qu'on peut pas le Croix-Rouge française?

Elle a un moment d'indécision : Faut pas! Faut quand même que je demande au Châ d'Orsay. Elle appelle Scheer, le directeur de Dumas, sur une autre ligne. Et lui :

- Oui, pourquoi pas! Mais, attention, pas un mot au patron. Là, il est occupé à faire valises, il part pour Oman. S'il est au parfum, il risque de le répéter à Mimi. Il est comme ça, le chéri. Et du côté de l'intérieur, l'as le fait voir? Non, non, qu'il ne dise rien, un avis spécial, il Habache, il surveille l'hôpital par là, tapés de l'été d'hélicoptères, bloquer la circulation...

- Là, pas de problème, je connais quelqu'un qui toute

confiance place Beauvau. Il m'a promis de me le faire. Reste le premier ministre.

- Edith? Tu rigoles! Au rythme où il dégringole dans les sondages, elle s'accroche aux dernières nouvelles, plus pressée que de donner une interview à la presse pour vanter d'avoir pris une humanitaire, tout ça... Non, impasse au Matignon. Ça sera dit.

- OK! J'ai Arafat qui s'impatiente au bout du fil...

- Attends, attends, je pense à un truc. Tu vas à l'Elysée. Le Mimi sera jeudi. Si jamais il l'apprend, il qu'il se mette en colère...

- T'inquiète! Je ne vais pas mon bureau que pour aller aux toilettes et c'est la fin. Je risque pas de le rencontrer.

- Bon, ben, d'accord. Mais, je te rappelle, il y a un dossier de la terreur internationale. Il faut que tu sois là.

- Sinon, il risquerait de me vexer, et alors là, bonjour les dégâts!

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 janvier

Toujours hésitante

La tendance était encore hésitante jeudi matin 31 janvier à la Bourse de Paris. En hausse de 0,22 % au début des échanges, les valeurs françaises ont rapidement franchi de nouveau le point d'équilibre et affaiblissent une fois de plus leur recul de 0,12 %.

Parmi les plus fortes hausses de la séance, on relevait celles de Cerus, Fiver-Lille, Compagnie bancaire. De ces hausses, on notait celles du CCF, Docks de France et Zolix.

Nouveau à La Villette
LE PALAIS D'ASIE

Le plus grand restaurant chinois de Paris (600 places).
7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin.
Banquets, réceptions, affaires.

131, rue de Flandre
(métro Crimée).
Tél. : 40-35-25-15 - 40-35-35-38.

SOMMAIRE

DÉBATS

Pour le débat public : «L'instrument de la démocratie», par Dominique Walton ; «Le courage de la création», par Jack Reite.

ÉTRANGER

L'affaire Habache... 3 à 5
L'escalade de M. Mitterrand à Londres... 6
Le discours du Conseil de sécurité à New-York... 8
La réunion des quarante-huit pays de l'Europe centrale et orientale à Prague... 11
Le plan de paix de l'ONU pour la Yougoslavie dans l'impasse... 6

La démission du premier ministre libanais... 8

POLITIQUE

Devant 2 000 personnes à Nice, M. Tapie persiste à signer... 8
M. Longuet en tant que député se place sous la perspective de l'alternance en 1993... 8

SOCIÉTÉ

Le gouvernement veut interdire la diffusion des tests génétiques... 9
L'Ecole des hautes études de l'économie ouvrira ses portes en octobre à Lyon... 11
Six Turcs, accusés de séquestration, devant les assises du Rhône... 9

CULTURE

Entretien Jacques Bonnet, qui interprète l'Odéon... 10
gédie de Sophocle... 10
«État Hier au Théâtre Hébreux» : quand Sami Frey joue et met en scène l'ambiguïté de Pinter... 11
Toujours des mensonges, du chorégraphe Wim Vandekeybus, au Théâtre de la Ville... 10

Les maladies endémiques de l'Orchestre de Paris... 11

Un cloître bénédictin, du Prêtre transformé en Fondation Mozart... 11

ÉCONOMIE

Usine-Seclor va supprimer huit mille emplois en 1992... 13
Le premier ministre chinois au Forum de l'économie mondiale de Davos... 13
Les entreprises françaises ont très peu d'ambitions à M. Barlament sur la Cinq... 13
M. Louis Vianet élu secrétaire général de la CGT... 14
Vie des entreprises... 16

SANS VISA

Macuro, l'empreinte de Colomb... 16
Tatouage, retrouvée à Las Vegas... 16
Les stylographistes de Calcutta... 16
Le «Charles»... 21 à 28
Jeu... 21 à 28

Services

Alcool... 16
Annonces... 14
Cinéma... 18
Jeux... 26
Loto, Tac-o-tac... 18
Météorologie... 18
Musique... 11
Télévision... 11
Spectacles... 12
Week-end d'un chineur... 18
La télématique du monde... 3815 LEMONDE
LM

Le numéro du «Monde» daté 11 janvier 1992 a été tiré à 233 exemplaires.

TRECA
LE GRAND
DE LA LITERIE
CHEZ
CAPELOU
LIVRAISON GRATUITE
37, AV. DE LA REPUBLIQUE
93011 NOISY - TEL. 43.57.46.35
METRO : PARMENTIER

PASSAGES
Un grand dossier
ALCOOL-TABAC
L'IDEAL DE LA SOCIÉTÉ SAINE
vente en kiosque 10 F

ADIEU LES PRIX, BONJOUR LES SOLDES!
Pas de respect pour les prix, on les écrase, on les démantibule à prix. Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout. La Mode triomphe. Les femmes en profitent. Car «tout» leur est permis quand les prix capitulent. C'est ça les soldes, depuis 15F le mètre.
RODIN
CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

SCIENCE & VIE MICRO
SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE
RÉVOLUTIONNAIRE
LE LIVRE ORDINATEUR EST NÉ!
Il s'appelle
DATA DISCMAN DE SONY.
Découvrez-le en détail et en avant première dans SVM.
ET AUSSI :
• Piloter sa maison avec un micro
• Calculer et simuler ses impôts
• Gérer ses projets sans peine
• A l'essai : le portatif couleur d'Amstrad
NOUVEAU SVM2 LE TEXTE INTÉGRAL DE TOUS LES NUMÉROS DE SVM 1991

مكتبة المصطفى

Le Monde

S A N S • V I S A

L'amiral pourrait bien avoir, ici, touché pour la première fois le sol du continent américain. Du moins, sur place, veut-on le croire. Au Venezuela, Macuro, à l'extrême pointe du golfe de Paria.

C'EST bien croix en bois, rongée par les embruns, plantée à 200 mètres de la plage. La croix prétend ériger derrière sa grille rouillée. Fernando, le capitaine de la vedette qui vient de Puerto-de-Hierro, à l'extrême de navigation de Macuro par temps calme, la contemple d'un œil perplexe. Comment croire que ce bout de bâton fiché en terre ait pu résister à cinq siècles d'intempéries ? La casquette blanche jetée sur la nuque, il se frotte la joue et affirme tout haut que le symbole, de son point de vue, n'est pas à la hauteur de l'événement.

Il est bien sûr que Christophe Colomb ait, pour la première fois pendant ses expéditions, touché le continent sud-américain dans cette crique déserte faite de pierrelles blanches au golfe de Paria ? Absorbé dans sa méditation, Fernando a l'air d'en douter. La montagne, d'une végétation tropicale, domine la mer de Macuro d'une manière si abrupte que le village est



Cristobal a même été érigée sur la place envahie d'herbes folles qui jouxte l'embarcadere aux planches en bois disjointes. Comme la croix symbole, la statue a déjà des taches de vieillesse, elle apparaît rapée et délavée. Elle se trouvait à Caracas, dans le quartier du Calvaire, et son transfert à Puerto-Colon est relativement récent. Mais quelques années ont suffi pour lui donner cette patine verdâtre qu'ont les croix qui ont lentement moisi dans la chaleur tropicale. L'amiral, sous son chapeau d'époque à bords relevés, tend le bras vers le golfe vide et scintillant, mais l'humidité mine son socle et un rideau de bambous le dissimule en partie au yeux des navigateurs d'aujourd'hui.

Jours tranquilles à Macuro. Trop tranquilles. A longueur de semaines, Macuro suit l'ennui. Les visiteurs sont rares. On aperçoit parfois, au large, des bateaux spécialisés dans la pêche sportive au gros et qui croisent avec nonchalance vers l'île des Pinos. Mais leurs propriétaires ne mettent pas pied à terre. Pour quoi faire ? Des escales à Port-d'Espagne, à La Trinité ou à Guiria suffisent. De grands voiliers de plaisance descendent régulièrement des îles du Vent, de l'arc caribbe, de Grenade. Ils musardent autour de la barrière de corail entre Margarita et Tobago, mais préfèrent, pour s'isoler, les criques désertes du littoral septentrional. Non, à Macuro, il n'y a pas de quoi s'occuper. Appuyé au nord à la cordillère qui lui fait l'ombre, l'après-midi.

Au sud, la jungle exubérante, touffue, humide avec de rares palmiers de la réserve botanique d'une grande

Macuro, l'empreinte de Colomb

À peu près humaine depuis la mer. L'horizon, on distingue, sur la droite et dans la brume du chaleur, les îles escarpées et rochers de l'île de la Trinité-et-Tobago, qui ferme l'entrée du golfe. Deux îles modestes plantées d'arbres qui émer-

gent au milieu des rochers des îles de bouquets d'arbres accrochés de guingois à la roche. De loin, on dirait de minuscules boqueteaux tropicaux ébouriffés et posés à l'extrême. Les fragiles barques des pêcheurs de Guiria ou de Macuro plongent dans les eaux. L'approche est lente. Un homme posté à l'avant, le bras tendu, le corps à demi-penché sur l'eau, observe avec attention les écueils et les signale à son équipage qui souquent leurs voiles. Des dizaines de dauphins les accompagnent. Les travailleurs du bout du monde saluent avec de grands gestes le passage de la chaloupe qui s'enfonce dans la houle atlantique.

Deux portes d'accès pour entrer et sortir du golfe, que Christophe Colomb a identifiées et nommées. Au sud, la Gueule du Serpent, entre la large gouffre de l'Orénoque et celle du rio San-Juan. Au nord, la Gueule du Dragon, qui débouche sur la fantastique lagune pure de la côte nord de la péninsule : une barrière presque tropicale de la vierge haute de quelque 800 mètres qui dégringole sur des grèves dignes de Robinson Crusoe. Un paradis sauvage coupé seulement de rares basses de pêcheurs et pratiquement inviolé. Du monde jusqu'à présent. Car des troupes sérieuses apparaissent qui suscitent perplexité et colère. Des projets industriels d'envergure et des plans de développement d'un tourisme de

risque en effet de mettre en danger l'équilibre naturel de cet éden presque ignoré.

Isle de Guiria, l'île de grâce, c'est le nom que donna l'amiral à son rivage qui l'enchantèrent. Le 4 août 1498 - c'était son troisième voyage - il avait quitté la Trinité avec l'intention de traverser le golfe en direction de la péninsule, mais le vent et la longue langue de terre de l'actuel littoral nord-est du Venezuela, dans l'île de Sucre.

Colomb s'apprêtait à naviguer plein ouest, le long de la côte sud-est de Paria, qu'il croyait être une île. Il a écrit dans son Journal qu'il pouvait apercevoir des champs cultivés et des huttes, mais pas de traces de vie humaine. Les habitants terrifiés avaient fui dans la jungle. Le 6 août, ses hommes d'équipage purent finalement capturer quelques indigènes, appelés à servir de témoins pour la cérémonie de prise de possession « au nom du roi d'Espagne » de ce lieu que Colomb situa aux confins du rio Guiria où il passa, dit-il, deux nuits. D'autres membres du tribu, apparemment rassurés, s'approchèrent des canoas à bord desquels les pirates purent échanger « des fruits contre des miroirs ». « Ils étaient gaîs, amicaux et hospitaliers », écrit Christophe Colomb.

Celui-ci n'était alors que les eaux du golfe étaient peu salées, l'énorme quantité d'eau douce déversée dans l'océan par l'Orénoque faisait sentir ses effets très loin

au-delà de Guiria. Intrigué, il s'arrêta au rendez-vous le Correo, l'un de ses caravelles ; l'équipage revint le 11 août, confirmant l'existence d'un accès d'eau douce, « formé par quatre énormes embouchures ». Mais Colomb était pressé d'atteindre Saint-Domingue et il avait affronté un défilé de mutins. Il reprit donc la route du nord, sortant du golfe, non sans de grandes difficultés, par la Gueule du Dragon.

Souffrant, il fit encore une escale à l'île de Margarita, au nord de Cumana, où il fut reçu par lui-même l'honneur de l'île de l'Amirauté. L'homme cherchait, comme on sait, l'Asie, mais il eut l'intuition qu'il avait, pour la première fois, pris pied sur un autre continent. « Je crois », écrivait-il le 14 août, qu'il s'agit de la terre ferme. Vrai ou faux, il n'est pas certain qu'il ait eu tort.

Il comptait bien revenir explorer les côtes de cette terre possible sur un autre continent que l'Asie, mais ses rêves, embarqués au premier voyage, furent abandonnés. Les pertes furent si grandes qu'il avait épuisé ses hommes et ses provisions. Mais l'amiral ne revint jamais, sans être épuisé, à l'idée d'avoir touché au but. L'Amérique et la jungle se rejoignent. Macuro et la péninsule de Paria sont les seuls sites du continent sud-américain fouillés brièvement par le navigateur génois.

Macuro s'appelle aussi Puerto-Colon, mais les habitants préfèrent le premier nom et, pourtant, ils revendiquent avec violence une certaine supériorité sur un passé ambigu à leurs yeux. Une importance s'élève en l'honneur de l'île

richesse, domaines de lianes et de fougères géantes, d'orchidées, de colibris et de kourou noirs.

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang
Lire la suite page 24 et 25

AU SOMMAIRE



Brest, le « Charles » en chantier p. 28
Automobile, quel est ton nom ? p. 22
Saint-Vaast, il ne se retrouve p. 24
Calcutta, Story p. 24-25

Jeux (p. 22) • Télé (p. 22)
Jeu (p. 26) • Table (p. 27)

LAPONIE/CANADA

VIVEZ L'AVENTURE EXALTANTE DE L'HIVER AU GRAND NORD

- Motoneige
- Trains à chiens
- Séjours multi-activités
- Circuits Lapons
- Noël au Pays du Père Noël
- Croisières d'hiver sur l'Express Côtière

SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36 rue Tranchet 75008 Paris Tel (1) 47 42 38 65

Label et les belles

L'ARRIVÉE sur le marché, dans les subconscients, de la Safrane, dernière-née de Renault, vient enrichir un patrimoine mythologique de mots fort évocateur, de mots détournés, de mots ou inventés que charient la pub et l'industrie pour désigner des biens de consommation, un peu de rêve dans les grisailles quotidiennes du fin de siècle.

La Safrane, donc une auto, une grosse, belle auto, pour faire la nique au japonais, mais c'est mieux que cela. C'est une Safrane, c'est-à-dire, à en croire les bonnes de chez Renault, une certaine idée de l'opulence, de la sensualité. Une terminale en « e » muet, un doux pour un moteur silencieux, envie d'Orient, par son origine liée au safran, et, au-delà, quelque chose qui touche à la sérénité boudhique. Bonzes robes jaunes safran. Raffinements d'antan.

L'a-t-on remarqué, Safrane prend trois syllabes, pour mieux illustrer l'idée d'une voiture longue, alors que les inventions précédentes des constructeurs s'étaient attachées à la recherche de surnoms brefs, deux, voire une syllabe, pour de « petites nerveuses ». Chez Renault, fut la Clio, rigolarde, jeune fille-auto simple, chichis, un pied-de-nez Mercedes de papa.

Et, Clio, Safrane à peu près prononçable dans toutes les langues. Mieux, le vocable doit s'enrichir des piments des accents locaux, plus sûre garantie d'universalité. On le voit, donner un nom à une quatre-roues et à un

volant aujourd'hui affaire très sérieuse.

Safrane, Clio, n'a été choisi au hasard, mais déduit par ordinateur, parmi des milliers de mots poétiques déposés par les marques automobiles. Safrane, un « un fabriqué », hors dictionnaire, entre safran et safrané. Les concurrents n'y avaient pas pensé.

Drôle d'histoire! Depuis dix ans, Renault envisageait d'abandonner les appellations à numéros. L'histoire avait ainsi débuté, que les Renault étaient nées, hier, des évidences mécaniques depuis la R 4. R 4 pour quatre chevaux.

« Quatre roues, quatre portes, quatre chevaux », annonçait même une réclame d'époque. Puis, on avait monté les numéros, les gros pour les grosses cylindrées, les petits pour les petites. En revenant dans le symbolisme des mots, Renault a découvert que d'autres constructeurs s'en étaient appropriés des listes entières, de mots. Même rien à faire, pour les garder de par soi, empêcher l'autre de s'en saisir. Rude bataille, aussi vive que celle des secrets de pneumatiques ou de cylindres V 6. A peu près les prénoms féminins, les déesses grecques, les indiennes, toutes sortes de références féminines, car, depuis fort longtemps, les poètes de l'automobile savent que l'homme assimile son automobile à une douce maîtresse.



Rêvons un peu. C'était hier, et les Américains proposaient déjà des voyages, par leurs voitures. Cadillac Eldorado, ou Ford Vendome. Chevrolet Malibu Pontiac Bonneville. Leurs voitures étaient aussi chevaux : Ford Mustang, Bronco ou Pinto.

Puis on passa aux idées de force, aux et racés, Opel Manta, Plymouth Fury ou Commando. Les Italiens, eux, moins puritains, féminisaient leurs bolides, Fla-

via, Fulvia, Aurelia, chez Lancia, Jalpa, Minza, chez Lamborghini, toute une gamme de femmes en « a », parce que cette voyelle, paraît-il, allait bien à l'automobile, ce qu'ont compris les rivaux japonais Honda ou de Yamaha. Hier aussi, les Français avaient imité leurs cousins américains, il y eut, ici, des Versailles des Vendomes, après de très jolis autres idées d'espace ou d'opulence, de nervosité de respectabilité.

D'autres constructeurs demeurent, eux, fort masculins dans l'appellation. Ils avaient commencé les numéros, rivaux à la mécanique. Ils ont continué, leurs GTM, leurs 1800, leurs 2000, chez Citroën. Ceux-là ont fait rêver que les fous de courses, les modèles du numérique des puissances-moteurs. Renault les quitte, BMW ou Mercedes, pour rejoindre les poètes.

Et c'est fou, à bien y réfléchir, que les mots du marché, comme crânes, peuvent submerger les objets! Les ondes, le télé, les décors urbains regorgent de « petits ». L'habitude en vient, là encore, d'Amérique, qui tout, jusqu'à ses missiles Patriot. Bien avant « Temple du désert » — la guerre du Golfe — elle a, de temps en temps, baptisé ses bombes. Celle d'Hiroshima s'appelait Little Boy, celle de Nagasaki Fat Man.

Plus pacifiquement, si l'on peut dire, tout, ou à peu près, peut s'intituler à l'enfance de Walt Disney. Notre fusée, Ariane, les parfums ont épuisé leurs épices, jusqu'à l'Opium. Même les cyclones portent des prénoms. Plutôt que TF 1, A 2, FR 3, cauchemars des dessinateurs de logos, nos chaînes pourraient s'appeler Margot, Marianne, Elise. La 5 serait Orpheline, ou Nana. L'A 320, Ambigu, puisqu'il y a bien,

chez les militaires, qui disent bien ce qu'ils veulent dire. Sous-marin Redoutable, chasseur Mystère.

Le civil pourrait avoir plus d'audace et poétiser l'échancier routier, le trou de la Sécu, les affaires politico-financières.

Le politique dans l'erreur des siècles, repous-sants, PS, PC, UDF. Mieux vaudrait peut-être que Victor devance Amédée au premier tour, que les syndicats CGT, CFDT, en perte de vitesse, connaissent les langues de Lux ou La Sainte. C'est comme l'EDF, qui gagnerait à s'appeler Zeus, GDF, qui s'accommoderait mieux de Senteur. Le Plan, auquel s'érigerait mieux Demain, ou Après-demain.

Secrétaire d'Etat à l'après-demain : cela vous aurait une autre allure. Cela prêterait à sourire. On pourrait chanter : après-demain, peut-être... Le Temps des cerises marquerait nos nostalgies d'antan. L'an pourrait bien n'être que répétition de l'an Milieu. Alors, disons-le comme tel!

Où, les mots qui font rêver, plus que les choses évoquent par leur capacité à nous choquer, rouler, alléger, nous clins d'œil, nous journaux, nous seulement à l'heure d'embouteillages. Encore... Mieux, une lire, un cul d'une bagnole polluante, qui vous bloque place à la Concorde, Samba que XYZ 5200. Samba, ça donne envie de danser. Honda Civic, de rester sage. Renault Espace, de s'enfuir à l'air libre. Oui, les embouteillages, parfois comme des livres pauvres.

Philippe Boggio

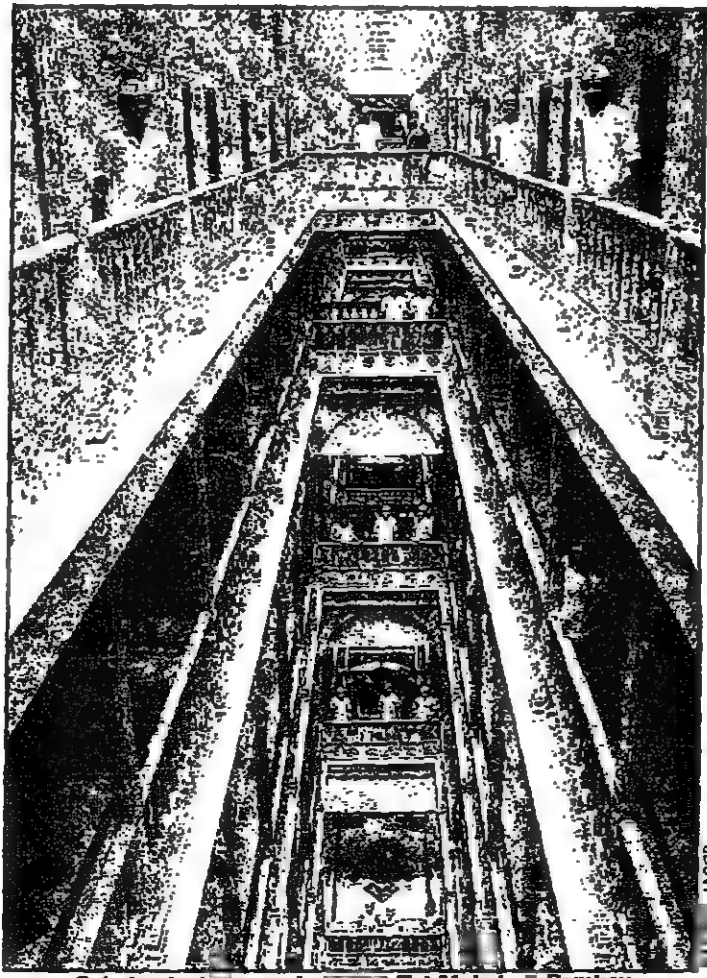
ESCALES

Destination luxe

Les défilent le tapis rouge. Les parlent privilèges. D'autres, encore, jouent la du prestige. Certains, enfin, affichent, tout simplement, leurs passions. Tous ont en commun d'être boudés, tendance « luxe et volupté ». Avec, souvent, un penchant pour la haute couture, certains offrant, par exemple, une griffe « qualité », d'autres présentant leur « collection hiver ».

Pionnier du sur-mesure, Tapis Rouge (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94) a poussé la logique jusqu'au bout en lançant une brochure pour la confection de circuits « la carte ». Sur cette brochure, Voyages (38, rue Marceau, 75008 Paris, tél. : 47-20-04-76) insiste presque davantage, dans son catalogue 1992, sur le savoir-faire d'une agence « comme les autres » que sur les destinations programmées, « chaque voyage pouvant être adapté à la personnalité ». Un souci du cadre feutré où reçoit un conseiller en voyage et se poursuit, une fois place, par des guides de haut niveau et des animations exclusives, voire des circuits culturels haut de gamme en collaboration avec l'Association des amis de l'Orient.

Autant « plus » et « différences » soigneusement détaillées dans la brochure sur papier glacé qui, chaque année, Ciociara (une région située près de Rome), un survol de Prague en montgolfière, deux jours sur le site d'Angkor, la découverte du Yémen du Sud. Rien de vraiment surprenant, donc, dans un menu très BCBG qui traite avec discrétion un élément apparemment superfétatoire pour la clientèle visée, le cahier des prix... Même classicisme la brochure « Prestige » Jet Tours (agences de voyages, Air France et 47-05-01-95), filiale tourisme d'Air France, qui, elle, se résume à une sélection de 39 hôtels « chic », « charme » avec, hiver, trois nouveautés : l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Japon.



Galerie intérieure de l'escalier du Taj Mahal, à Bombay.

Istanbul, sur le Bosphore, et, aux Caraïbes, le Cocotier/le Méridien à Saint-François, la Samanna, à Saint-Martin. Parmi les avantages offerts, un « coupe-file » évitant l'attente à l'aéroport. Les hôtels (des palaces pour la plupart) sont également à l'honneur dans la brochure « Les Passions » de Forum Voyages (11, rue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 47-61-20-20, ou sept jours sept et vingt-quatre heures par vingt-quatre par le serveur téléphonique 47-27-36-37 ainsi que par le Minitel 3615 code FV), qui, nom l'indique, regroupe, au niveau des séjours mais aussi des circuits (Thaïlande, Inde, tours du monde), les coups

de foudre, les coups de cœur du voyageur. Spécialiste du « luxe moins cher » (grâce à des vols à prix réduits), Forum Voyages n'en a pas moins créé, dans trois agences parisiennes (dont celle de l'Opéra), des espaces destinés à redonner au client un statut privilégié. Un voyageur qui, à l'occasion, joue également les mécènes éclairés en prêtant, par exemple, concours à André Bercoff, auteur d'Un monde de monde des hôtels mythiques (Éditions Fayard). Sept de ces hôtels (dont le Waldorf Astoria, l'Oriental, le Taj Mahal) figurent d'ailleurs dans la brochure. Un regret, cependant : l'Europe soit absente de ce florilège.

Il était une fois La Tania

Ses voisins les plus acerbés, qui stigmatisent l'architecture d'HLM, l'ont baptisé « un véritable scandale », insiste le directeur de l'Office du tourisme Courchevel, soulignant, en contrepartie, le mérite lifting à la station, dire toutefois d'une nouvelle patinoire look plutôt incongru. En face, on se compare volontiers à « un grain de beauté » sur l'ovale « la station la moins chère » de ce prestigieux domaine.

En fait, La Tania ne mérite ni excès d'honneur, ni indigence. Certes, la bonne santé de la dernière-née des stations françaises (elle a vu le jour en décembre 1990) ne peut figurer d'exception (le Monde du 18 janvier) comparée à l'avenir incertain des jeunes stations savoyardes. Certes, située à 1 000 mètres, elle est Courchevel, à Méribel, à habilement, en misant sur une image de tranquillité, se relie directement, via un télécabine, un télésiège, à qui sans doute le plus vaste domaine skiable du monde avec ses quelque deux cents remontées mécaniques ses 600 kilomètres de pistes balisées.

Qui pourrait lui reprocher sinon ceux qui craignent peut-être de voir les skieurs envahir leurs bichonnés? Intégrée dans un cadre naturel préservé, elle constitue une opération immobilière à l'architecture homogène, opportunément glissée dans le dispositif des Jeux olympiques dont elle accueillera certains des athlètes. hockeyeurs en particulier. Reste, au bout du compte, une station à dimension humaine (1 800 lits actuellement) et qui entend sagement (à terme, ne devrait compter que 3 500 lits), consciente de son atmosphère intime et conviviale représentée par un principal atout au succès au cosmopolitisme de ses voisins plus nombreux et plus huppés. A condition de la faire

savoir, à l'exception des familles, le cible privilégiée de la clientèle européenne et les séminaires. Les appartements (résidences de tourisme à gestion locative) se vendent bien, la commercialisation, l'enseigne Citadines (réservation au 74-00-00-00 par Minitel 3614 Citadines), des deux résidences (près de deux ans appartements aux dimensions généreuses) et de l'« 3 étoiles » (71 chambres et un service impeccable) paraît plus laborieuse. D'où l'entrée en scène d'un dynamique intermédiaire, Réducteur, qui, pour février et mars, des locations d'appartements à des tarifs alléchants (Minitel 3615 Réducteur ou au 30-30-08-84), propose à décaler les tarifs indécis. Pour qui est de l'après-J.O. et de la saison 92-93 (la station sera livrée et sera prête à l'usage), on compte beaucoup sur quelques équipements additionnels (salle polyvalente, piscine, discothèque, etc.), animation étoffée, le dynamisme et la bonne volonté de l'Office du tourisme (tél. : 79-08-40-40) et de la Mairie de ski mais aussi sur l'action de voyageurs expérimentés, Chorus Tours, Lagrange, Voyages Loisirs ou Carrefour Vacances. Pour terminer, quelques mots pour ceux qui souhaiteraient encore assister aux J.O. Spie Loir Agence dispose de studios (de 5 à 700 F la semaine) et de pièces (de 5 880 F à 8 000 F) « skis » à la semaine, au cœur du domaine olympique, à Val-d'Isère, Tignes, Méribel, Courchevel, Val-Thorens (79-06-50-22) et Minitel (79-00-46-46) ou Lagrange Vacances (Minitel : 3614 Lagrange) qui propose, du 15 au 22 février, des studios pour 4 personnes aux Arcs (ski de vitesse) pour 3 000 F et des studios 3 personnes à La Plagne (bobsleigh) pour 2 935 F.

Sélection faite par
Philippe Francès
et Danielle Trunard

TELEX

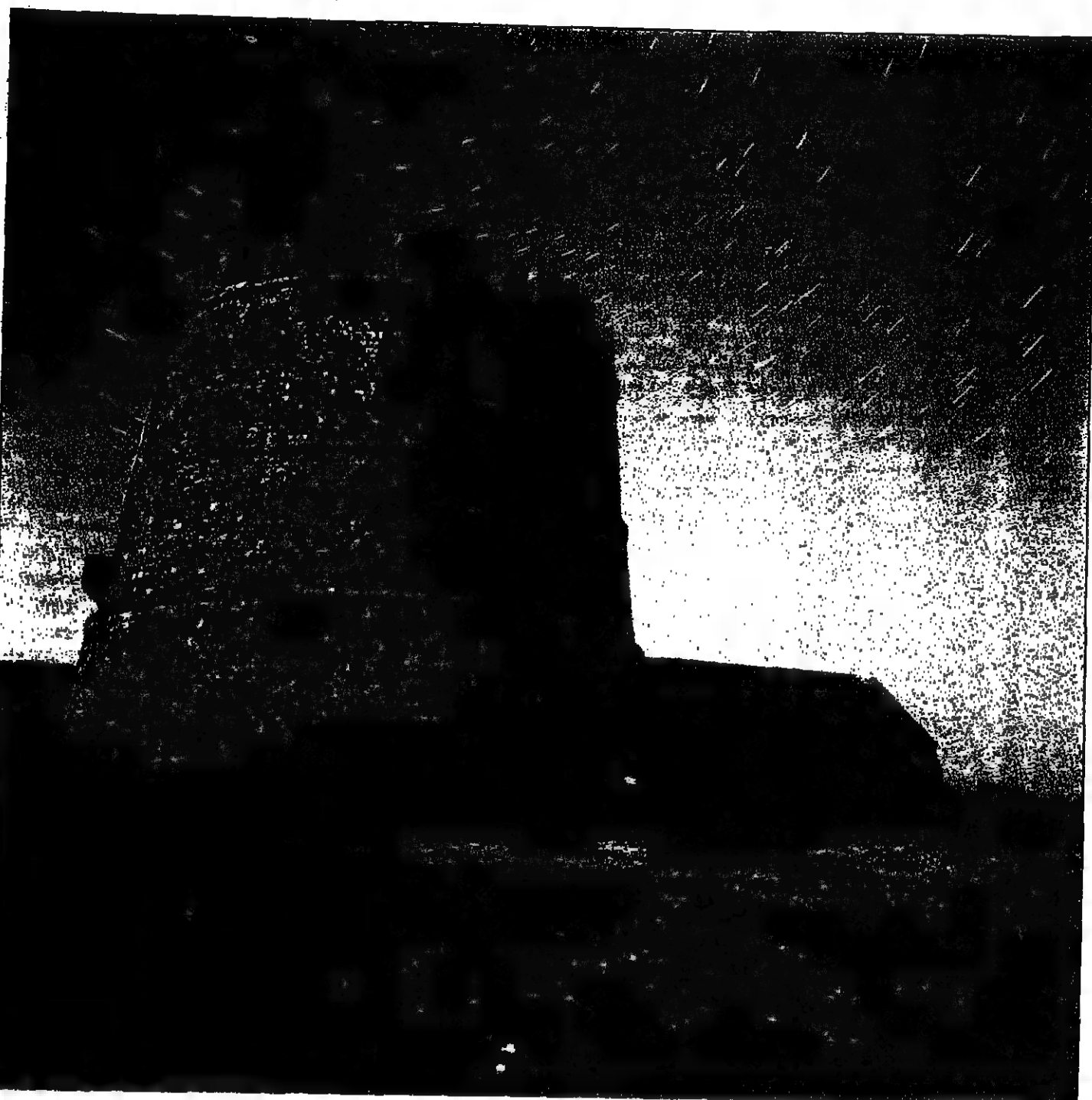
Voguer huit jours en famille, de février à mai, à bord de Mermoz la compagnie Paquet, qui, pour sept de ses croisières annuelles « 7 Jours, 7 Jours » (à partir de 10 450 F), offre la presque gratuité aux enfants de moins de seize ans partageant la cabine de deux adultes parents ou grands-parents, mais une participation aux frais d'acheminement de 2 120 F par enfant étant déduite. A bord, « Club junior » et animations spéciales. Dans les agences et au 49-24-42-00.

Dépaysement sur un plateau avec les films proposés par Episodes, une formule du groupe Accor. On s'inscrit par téléphone (de Paris au 46-98-97-97, de province au 36-63-08-04) et l'on se livre à domicile. Au choix : un week-end à Antibes (jusqu'au 15 février) ou le samedi en forme aux Sables-d'Olonne, une semaine de thalassothérapie à La Rochelle-Chalosse ou neuf jours de soleil aux Canaries, à la fin du Carnaval de Nice, l'exposition Rembrandt d'Amsterdam ou les Mistrables à Paris.

Nouvelle vague de tarifs aller-retour promotionnels proposés par Air France jusqu'au 12 avril, au départ de Paris et de la province. Baptisés « Embarkement immédiat », ils comprennent sept destinations en Europe, quatre au Maghreb, cinq en Amérique du Nord et au Mexique (jusqu'au 28 mars), trois en Amérique du Sud et en Océanie, au prix moyen de 70 % au plus des tarifs de la classe « économique ». Les tarifs d'application plutôt complexes justifient le recours aux agences Air France ou aux agences de voyages.

« Top Resa Paris », rendez-vous des professionnels du tourisme pour présenter et découvrir les nouveautés de l'été, du 7 au 8 février au Palais des Congrès, porte Maillot, à Paris. Renseignements au 42-50-21-35.

Tatihou, l'île retrouvée



Chien de garde oublié de la rade de Saint-Vaast-la-Hougue, dans la Manche, l'île de Tatihou offrira en juin prochain aux promeneurs son histoire et ses bâtiments après une quarantaine de trois siècles. Brève traversée et visite.

« L'île n'a pas longtemps qu'elle était jointe à la terre ferme, mais il présent elle s'isole à toutes les marées... », écrivait de Tatihou en 1078 l'auteur de *Mémoires sur les descentes des côtes maritimes de Normandie depuis Le Tréport jusqu'à Cherbourg*. Pour un peu, il l'aurait représentée prenant le large et dressant un acte de naissance en contradiction flagrante avec son appellation normande de « terre entourée d'eau ». La toute première, il est vrai, avec les voisins de Saint-Marcouf, que les peuples venus du Nord aient pu rencontrer en Manche.

Tatihou, à la manière de Noirmoutier d'avant le pont, peut bien n'apparaître qu'à temps partiel, en conditionnelle, l'œil fixé sur l'horizon des marées, qui l'obligent à revenir pointer à terre chaque jour par un chemin cahoteux d'un kilomètre huit cents (le Rhin, Rûn ou Rsn), avec une île rocheuse et morte-eau ; l'histoire, elle, lui a accordé la pleine insularité. Les hommes se sont en effet chargés (ou schématisés) à rectifier que la nature n'accordait qu'à demi pour ériger ses 27 hectares en île étrangère isolée de la côte, le modelant pour les moins dans son contenant que dans son contenu.

Malgré la réhabilitation, actuellement engagée, elle remonte à la surface pour en exhiber la teneur ou l'esprit à travers quelques moments majeurs, tout en gardant silence sur les épisodes semi-carcéraux contemporains, encore trop présents pour être pourvus dans une histoire ou être évacués par l'amnésie mesale. Le vandalisme auquel l'île fut abandonnée deux ans durant (1984-1986) ne signifiait rien d'autre, dans une complicité de bords, qu'une volonté d'ancêtre précisément au passé-là, un coup de pouce à son bannissement des mémoires.

L'histoire de Tatihou, il est vrai, paraît accumuler les handicaps. Elle fait remarquer au premier fois il y a trois siècles, le désastre (souvent considéré comme glorieux par nos manuels) de la Hougue. La Tourville, par le nombre, n'y étant pour rien, bien qu'il aurait manqué à ses vœux en n'abandonnant pas convenablement six la flotte française que l'Anglo-Hollandais y coula. Défaite pour Louis XIV, la bataille sera une victoire pour le présent, qui peut recueillir sa suffisance sur ces fonds de quoi armer dans l'île un musée d'archéologie maritime centré sur le Grand Siècle.

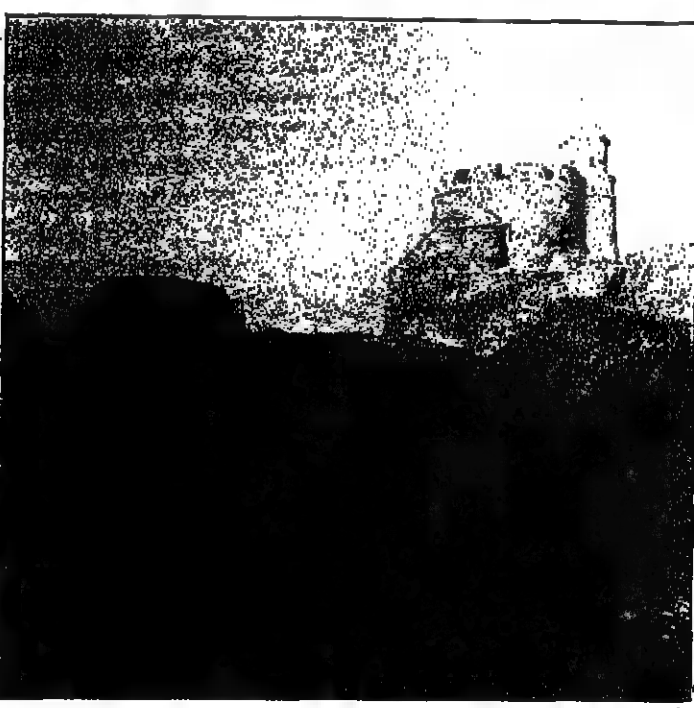
Ainsi, Tatihou, secrètement, ne faisait-elle qu'engranger pour le futur. En mer et sur terre. Car, dès

1694, Vauban ordonne de la transformer en un bastion renforcé d'une île d'île. De larges douves y isolent en effet les casernes groupées autour d'une puissante tour à canons qui trouve son pendant à la Hougue afin de tenir la rade, et bien au-delà, que sera fortifiée un siècle plus tard Saint-Marcouf. Les Allemands ajouteront à la pierre une touche de béton en 1940 en la complétant de blockhaus qui, pour avoir vu par temps clair jusqu'aux îles du Bessin, n'en révéleront pas moins leur insuffisance lors du débarquement.

Mais l'événement majeur (et handicap) sera la réhabilitation en 1722, derrière une muraille ancienne, d'un lazaret. Lorsque la peste éclose à Marseille en 1720, il existe déjà au Hoc, près du Havre, un lazaret chargé de contrôler et d'isoler les voyageurs en provenance de zones suspectes.

C'est cependant Tatihou qui, selon la juridiction sur tout ce qui navigue à destination de Rouen, du Havre ou de Cherbourg, les vaisseaux en provenance d'Italie, de Provence ou d'Espagne doivent y faire relâche pour y débarquer, au premier symptôme, marins et marchandises.

La Révolution aidant, sans doute convaincu-on un peu trop vite de l'éloignement des épidémies, et le lazaret fut transformé en casernes d'un régiment du génie. Avant que les épidémies successives de typhus et de la fièvre jaune n'amènent à reprendre du service. En 1830, Tatihou contrôle jusqu'à deux navires par semaine, les équipages restant cette fois consignés à bord, où l'on traite le mal à coup de fumigations si redoutables qu'en 1880, lors de combats, l'établissement cesse de fonctionner.



Peste, fièvre jaune, choléra, la maladie que l'on arguait de son grand air pour prévenir la tuberculose au début du vingtième, ou de son climat clôturé marine pour y traiter ensuite les « sociaux » (adolescents « difficiles », petits délinquants, puis jeunes repris de justice). A l'île tout entière qui sera pestiférée, cholérique, délinquante. Avec ses visiteurs, c'est elle-même qui est mise en quarantaine, au sein de la côte. Saint-Vaast-la-Hougue ne cessera de lui tourner le dos, à la manière des charrettes qui s'engageaient à reculons dans l'étroit portail du lazaret pour délivrer leurs marchandises et éviter tout contact avec ses résidents. Aujourd'hui encore, les Saint-

Vastais n'ont jamais mis les pieds sur un territoire ancré sur leurs yeux.

L'île, cependant, s'engage dans une vie de respectabilité lorsqu'est créé dans le lazaret en 1888 le laboratoire maritime du Muséum de Paris. Vient alors s'ajouter à l'architecture militaire, puis hospitalière, une architecture scientifique, une étrange tour charnière, associée à celle de la Hougue, qui, par son rôle, leur facilité grandement leur tâche. Son laboratoire maritime (...) deviendra par un hasard heureux un remarquable laboratoire de santé. Ses magnifiques collections leur offrent, même l'aquarium, qui se transforme en salle de bains-douches, même nos enfants vont dormir dans les piscines. Mais le lazaret évoque déjà des souvenirs de maladies et de mesures de contagion. Après un long intervalle, c'est cette histoire que nous voulons faire revivre avec nos œuvres de préservation et d'hygiène. Le Muséum, qui nous a précédés dans l'île, nous a laissés leur facilité grandement leur tâche. Son laboratoire maritime (...) deviendra par un hasard heureux un remarquable laboratoire de santé. Ses magnifiques collections leur offrent, même l'aquarium, qui se transforme en salle de bains-douches, même nos enfants vont dormir dans les piscines.

pour laisser la place aux prisonniers austro-allemands.

Les reprenants suivants, comme on ne disait pas encore, furent les colonies de vacances. L'annuaire de l'enseignement primaire de la Manche de 1926 s'en enthousiasme : « Avec ses petits Robinson, cette chère petite île a commencé une nouvelle histoire. Celle qui passe l'été en pleine guerre, associée à celle de la Hougue, qui, par son rôle, leur facilité grandement leur tâche. Son laboratoire maritime (...) deviendra par un hasard heureux un remarquable laboratoire de santé. Ses magnifiques collections leur offrent, même l'aquarium, qui se transforme en salle de bains-douches, même nos enfants vont dormir dans les piscines. Mais le lazaret évoque déjà des souvenirs de maladies et de mesures de contagion. Après un long intervalle, c'est cette histoire que nous voulons faire revivre avec nos œuvres de préservation et d'hygiène. Le Muséum, qui nous a précédés dans l'île, nous a laissés leur facilité grandement leur tâche. Son laboratoire maritime (...) deviendra par un hasard heureux un remarquable laboratoire de santé. Ses magnifiques collections leur offrent, même l'aquarium, qui se transforme en salle de bains-douches, même nos enfants vont dormir dans les piscines.

Ce lyrisme candide habille un désir aveugle de s'inscrire dans une histoire. Comme si la colonie devait porter garantie des fonctions successives d'un hôpital, d'une caserne, d'un musée, d'une prison, d'être une synthèse, une fin dernière. Alors qu'un glissement simple pourrait conduire à interroger l'idée même de colonie et, bien sûr, toutes les formes de l'ouvrage en l'île, de défense, de quarantaine, d'architecture... susceptibles d'échanges, d'appariements, donc des perspectives les plus variées.

Un jeu auquel la nature entend participer, prête à prendre de

vitesse les entreprises humaines, à leur imposer une note. Ainsi, lorsque disparaissent les milieux des années 80 les colonies humaines (le lazaret devenu successivement musée de redressement, puis lycée d'enseignement professionnel), les lieux sont-ils immédiatement investis par celles d'oiseaux, avec suffisamment de conviction pour que les goélands, les mouettes et les cormorans pour qu'on se sente contraint de leur abandonner le bel îlot voisin construit par Vanban. Lien d'hiver pour les héros cendrés, les eiders, les harles, reposoir pour les courlis et les bécasseaux, une large part de Tatihou s'est affirmée au conservatoire ornithologique sous protection.

A partir du 5 juin prochain, pour l'anniversaire de la bataille de la Hougue, et après trois ans d'interdiction, l'île se rouvre au continent. La réhabilitation de ses murs autant que de son image en plein chantier. Mais aux exclus, par choix, par contrainte, sera désormais, à raison d'une navette chaque demi-heure, ouverte à tous le musée, la promenade, l'observatoire, la pension, elle n'aura son théâtre ouvert aux visiteurs d'un jour comme aux îles de mer ou aux séminaires. Voudra-t-on y voir une autre tentative d'inscrire le mot fin à son histoire ou un nouvel épisode à ajouter aux précédents ?

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Poirier

► Saint-Vaast-la-Hougue se situe à 17 km de Valognes (gare SNCF) ou à l'aéroport de Cherbourg. Renseignements : Tatihou, quai Vauban, 50550 Saint-Vaast-la-Hougue. Tél. : 33-23-18-82.

CHERBOURG / NEW YORK
A BORD DE
QUEEN ELIZABETH 2
25 juin - 19 juillet - 30 août - 11 octobre 92
4 ports de New York
de Paris à New York
8 910 \$
5 jours à bord de Queen Elizabeth 2
à 11 jours d'été à New York
cette New York sur un régulier
CUNARD Compagnie Générale de Croisières
LA BROCHURE VIENT DE PARAITRE (1) 42.93.81.82

ISLANDE
geysers
et volcans
avec votre voiture
à bord du
catherry "Norröna"
de la Smyril Line
Votre agent de voyages
ou agent général
Voyages AGREPA
42, rue Étienne-Marcel
75002 Paris. Tél. : 45.08.81.80

Les stylographistes de Calcutta



« Dactylos des rues » ou « stylographistes », environ trois cents écrivains publics proposent leurs services dans les artères de Calcutta. Ils possèdent ou louent leur machine à écrire. Le plus souvent des Remington ou des Facit. Rencontre.

CALCUTTA-LA-DOULEUR : par la misère et aux allures de camp de réfugiés. Le tiers de la population est sans toit fixe et sans abri. Trois ou quatre millions de personnes malthusianisées par la faim. Même mendier leur pain quotidien, faute d'intermédiaire - ils n'ont pas de pied-poudrière. Ces pieds-poudrux ne sont ni des *gogis* (sachant) ni des hommes de la mauvaise chance. Des rebuts de l'histoire. L'expression n'est pas belle : la *kaliali* qu'elle désigne n'est pas moins.

Il faut savoir qu'en Inde - septième puissance industrielle du monde - 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, à savoir moins de 2 400 calories par jour et à peine 10 F de dépenses mensuelles. Calcutta, s'il faut en croire un petit livre de la collection

« Que sais-je ? », détient le record du monde de la misère. Mais, à peine arrivé, le premier choc passé, la chimie du peuple en fusion se transforme : au lieu de rencontres à mains jointes qui se font (le *pranam*), du *naan* partagé (le pain d'ici), des fleurs offertes, le sordide se fait lumineux.

Evidemment, il y a les chevronnés de l'Inde. Les incolables sur les marches de la religion. Les « quinze-ans-de-Katmandou » et les « dix-ans-de-Bénarès ». Ceux qui récitent des centaines d'entiers du *Ramayana*, du *Bagavata* ou du *Mahabharata*, qui possèdent les fortes notions de sanskrit. Ils parlent généralement un peu d'hindi et un peu de bengali. Leur anglais est teinté de langues orientales et d'un *r* continué. Ils donnent, le plus souvent, une image surexposée d'un continent en déclin d'obscurité paradoxale : « Simplifier l'Inde, c'est la vulgariser, la désophistiquer. A savoir : détruire ce qui a fait jusqu'ici l'Inde. »

La théorie cultivée, à l'opposé, a une vision quantitative du pays : « Six fois plus grand que la France », 100 millions d'habitants, 15 langues constitutionnelles et 1 000 dialectes. Il égrené le chapelet des religions : 82,6 % d'hindous, 11,4 % de musulmans, 2,4 % de chrétiens, 2 % de sikhs, 0,7 % de bouddhistes et 0,5 % de jains. Cette accumulation de données - tout droit sorties d'*India Today* - vise à donner un regard exotique qui découpe, désynchronise et frag-

mente. L'idéal n'est d'aller, en une sorte de fondu enchaîné, progressivement, de la courte à la longue durée.

Calcutta déborde d'hommes et de bruits. Les *dharmas* y sont des parkinsoniens du Klaxon. Le moindre embouteillage ressemble à un musée de la locomotion : y circulent en vrac des tramways qui font « ding! ding! », des *gogis* qui font « pouet! pouet! », des Vespa à trois roues qui font « tut! tut! », des taxis qui font « point! point! », des *dharmas* qui font « drein! drein! » et des piétons qui - les *extremis* - les évitent. Marcher dans les rues est une technique du corps. Un « Game Boy » vivant. Mais il ne faut pas se laisser toucher par un peloton bourré de *dharmas* qui transportent des *dharmas* de tuyaux coulés. Henri Michaux l'avait remarqué dans *Un indien en Asie* : « Je connais une vingtaine de capitales. Mais à Calcutta, Calcutta, la ville la plus pleine de l'univers. »

Un mélange de présomption et de désinvolture protège l'indien des émotions trop fines. Un hasard bien préparé ne fit cependant rencontrer l'écrivain bengali Mani Shankar, l'auteur de *Le ciel, la terre, l'enfer* (1). L'homme connaît son Calcutta par cœur. Il se sert de poisson-pilote. Auteur de quarante-cinq livres, extrêmement populaire parmi les siens, son *dharmas* sourit à l'officier de passeport auprès des naufragés du trottoir : vendeurs de lait de coco, *dharmas*, serruriers, peintres, barbiers,

infirmes professionnels, charlatans, marchands de tabac à chiquer, cordonniers et cireurs qui font claquer leur brosse pour attirer l'attention, *dharmas* qui agitent une sonnette... Au reste, tous ces gens-là, malgré la précarité de leur installation, ont le privilège d'avoir un métier. Shankar me raconte qu'il a débuté comme marchand de paniers et qu'il a été assistant d'un écrivain public.

Les écrivains publics sont encore à Calcutta. Ils se tiennent en face de Lal Bazar et dans la Bannuhal Street Court. « Dactylos des rues » ou « stylographistes », ils sont trois cents environ.

Ils ont formé un syndicat, la Calcutta Street Typist Association, qui figure dans l'annuaire des *dharmas*. Ils possèdent ou ils louent leur machine à écrire, le plus souvent des Remington ou des Facit. Leur fonds de commerce est constitué d'une petite table, de *dharmas*, d'un carton de feuilles blanches et de papier carbone, d'un chiffon à poussière et d'une boule de sulfure pour éviter que le courrier ne vole au vent. Shankar me les présente avec une joie d'enfant. Il me met l'eau à la bouche : « *dharmas*, leur bureau à ciel ouvert est un formidable observatoire sociologique. Il leur arrive de taper des déclarations d'amour, des poèmes, des testaments et même des lettres anonymes ! »

Le voyageur vit par curiosité. Le lendemain, seul cette fois, je refais le trajet. Des détails s'ajoutent aux premières choses vues. Le regard

VOYAGE



Macuro, l'empreinte de Colomb

Suite de la page 21

En fait, un *dharmas* de l'Orénoque suspendu entre mer et golfe. Plus de 100 km jusqu'ici. Pas de piste, si l'on excepte celle, sinieuse et étroite, qui serpente le long de la rive, sur l'autre versant et débouche sur l'océan. Ici, les *dharmas* de pêcheurs. Macuro est un *dharmas* par une mer intérieure et une forêt toujours verte. La route de Cumana, capitale de l'État de Sucre, s'arrête au port de Guiria. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le bétail, la laine et les autres produits des grandes plaines de Monagas et de l'Orénoque - alors sous la coupe des *dharmas* du littoral caribbe - étaient acheminés par voie fluviale. Puis, à l'est, à une bonne heure de demie de canot, Puerto-de-Hierro, le bien nommée, a servi, à la même époque, de port de transit aux minéraliers transportant le fer de l'Orénoque. Le dragage du grand fleuve a permis aux cargos de grand tonnage de venir jusqu'aux appointements de San-Felipe, en Guyane. Puerto-de-Hierro, désaffecté, est devenu une base navale militaire. De sa longue jetée, disproportionnée pour un

trafic aujourd'hui modeste, on aperçoit les entrepôts abandonnés, un terrain de sport, les installations de la base au pied même de la montagne.

Au-delà de Guiria et jusqu'à la pointe extrême de la péninsule, tout donc vient par la mer : l'alimentation, les médicaments, les fruits, la bière, le rhum - la bière en quantité - mais aussi le maître d'école, le préfet quand il lui en prend l'envie et l'ambulance à l'heure pour les urgences.

« Nous sommes dans les mains de Dieu », dit avec une expression de colère rentrée Juan Federico, médecin déplacé depuis peu à Macuro. Il a des mains très larges, des sourcils noirs et fournis sur un front pâle. Il parle avec réticence des femmes prises de douleurs qu'il faudrait évacuer immédiatement vers Guiria, là-bas au fond du golfe et dont on n'aperçoit même pas les lumières par nuit claire. Il est aussi le rage de se sentir impuissant pour affronter « les uns vraiment urgents ». « Pas de vrai *dharmas* alors, murmure-t-il. Un hélicoptère peut-être lorsque la lutte pour la vie se compte en minutes. » Mais les hélicoptères

ne viennent à Macuro que pour la visite exceptionnelle d'un gouverneur, d'un ministre, voire du président de la République.

On imagine pourtant que Macuro a dû connaître un *dharmas* d'or. Les murs noirs et la ruine de l'ancienne capitainerie des douanes sont encore solides, comme ces pierres meurtries des couvents d'Antigua, au Guatemala, mais pas abattues par les tremblements de terre. Au bord des ruelles en damiers, on découvre quelques demeures au style antillais et un hôpital dont les murs ont des couleurs fraîches : la gloire de Francisco de Miranda, compagnon de la lutte de Bolívar, par un médecin français échappé du bagne de Cayenne. Un Papillon méconnu!

La grande rue de Macuro, tracée au bulldozer, ressemble à un boulevard d'une largeur inusitée. Une artère vide, sans la moindre animation et que les pluies torrentielles transforment en bourbier. De chaque côté, des maisons à deux étages, fenêtres étroites et grillages, une vie tournée vers l'intérieur, vers le patio où piquent quelques poules. A la fraîche, les familles se rassemblent, avec des gestes prudents, sous les *dharmas* de bois, assises sur des chaises très basses, et observent avec méfiance sur leurs pas le longeur qui passe.

Tout en haut, sur la colline, cris d'enfants, un dispensaire fermé, une église sans grâce. Le point noir qui localise Macuro se situe au milieu d'un globe terrestre.

Comme toutes les bourgades somnolentes, Macuro a aussi, pourtant, un *dharmas* de *dharmas* et de gaieté bruyante. A l'heure où l'ombre recouvre totalement les plaques grisâtres des grandes plaques de Morrocoy, qui ont l'apparence, vues de la mer, de grottes percées dans la jungle épaisse, les hommes en *dharmas* et un tricot de corps se retrouvent dans les *dharmas* pour d'interminables tournées de bière. Sur le rond-point du jardin municipal, de jeunes garçons athlétiques disputent une partie de basket-ball. D'autres jouent aux boules créoles, la pétanque locale. Tous arborent fièrement des tee-shirts marqués « Yemaca », de nom de la société qui exploite les carrières. Peu de distractions simples, familiales, où l'on oublie quelques instants l'isolement, les pénuries et les barrières que la nature impose aux portes de la petite communauté.

Mais comment ignorer que Macuro est, en réalité, au centre du monde? Le rustique planisphère en pierre, coloré avec application et que chacun peut

admirer à l'angle de la rue Bolívar, le rappelle avec ambiguïté. Le point noir qui localise Macuro se situe au milieu d'un globe terrestre.

Macuro se penche volontiers sur son passé, qu'on découvre alors plein de bruit, de fureur, de batailles et de cataclysmes. Macuro, d'un peu le *dharmas* de l'Orient vénézuélien, un lieu mythique lié à la fantaisie, au lyrisme et à la magie.

Les buveurs de bière au visage recuit et crevé par le dur soleil caribbe vous confient, leur *dharmas* noir de marin balnéaire jusqu'aux yeux plissés, qu'il y a une fois longtemps un *dharmas* de *dharmas* a bouleversé la géographie de l'écologie de l'île de Guiria et que les eaux de l'Orénoque ont envahi le golfe. Que les Indes Aravales, dont les habitants pêchaient déjà dans cette mer cinq mille ans avant J.-C., ont colonisé, cinq siècles avant l'arrivée de Christophe Colomb, tout l'arc caribbe jusqu'à la Floride. Que la population du golfe s'élevait à 60 000 âmes en 1498. Ils affirment que les criques de la péninsule ont servi de rive aux *dharmas* anglais et français, en *dharmas* amitié avec les indigènes, qui les *dharmas* des *dharmas* vivantes et de la viande *dharmas* en échange de fusils et de poudre à balles. Mais, au milieu du dix-huitième siècle,

la peste, apportée disent-ils par les capucins espagnols, provoqua la mort de la moitié de la population, et Macuro fut abandonnée. Expulsés de Haiti en 1791 par la révolte du leader noir Toussaint-Louverture, des plongeurs VF français s'installèrent à la Trinité et à Paris, où ils introduisirent la culture du *dharmas*, un produit qui fut en partie encore la richesse, aujourd'hui, de la *dharmas* littéralement ensevelie dans la *dharmas* tropicale et que l'on retrouve sur la route de Carupano à Bobordal et à Guiria.

En 1813, des patriotes en lutte contre la domination espagnole se réfugièrent dans l'île de Chacacharan, entre la Trinité et la Gueule du Dragon, ont débarqué sur le « continent », contribuant ainsi, disent les gens de Macuro, « à la campagne admirable de Bolívar ».

Ils rappellent avec orgueil que Macuro, alors dans un rang de port international, fut capitale du territoire Cristóbal-Colón en 1901. Ce *dharmas* qu'en 1930 la bourgade avait une garnison de 100 soldats, le télégraphe, une banque et des *dharmas* de *dharmas*. Mais, en 1940, ajoutent-ils, avec un soupir, « Macuro fut ravagée par un village fantôme ».

Les *dharmas* se sont un peu modifiés en 1958, avec l'instauration de la *dharmas*. L'école, l'église et le dispensaire *dharmas* de cette époque. Mais il est clair que la *dharmas* est abyssale dans un *dharmas* glorieux et une pénurie de *dharmas*. Comment l'expliquer que les quelque 2 000 habitants *dharmas* plus de bruit que dans la population de la péninsule? Macuro, sous ses airs d'ennui et de conformisme, est un village rebelle. Un Clochemerle en Paria.

Voilà ce que vous disent les pêcheurs d'un *dharmas* qui ne *dharmas* pas la *dharmas* et ce que vous répètent, avec un air de grande exaltation, les responsables de « musée » de *dharmas*. Bien modeste, ce *dharmas* sans grands moyens - la *dharmas* gouvernementale est un *dharmas* - installé dans une demeure *dharmas* en *dharmas* qui respire l'abandon et la pauvreté, mais animé par une équipe de jeunes enthousiastes. L'église du groupe, Elbe, est une jeune femme nue aux yeux de fièvre dans un visage étroit. *dharmas* par sa *dharmas* pour le rôle qu'elle s'est attribué

LA BONNE ADRESSE

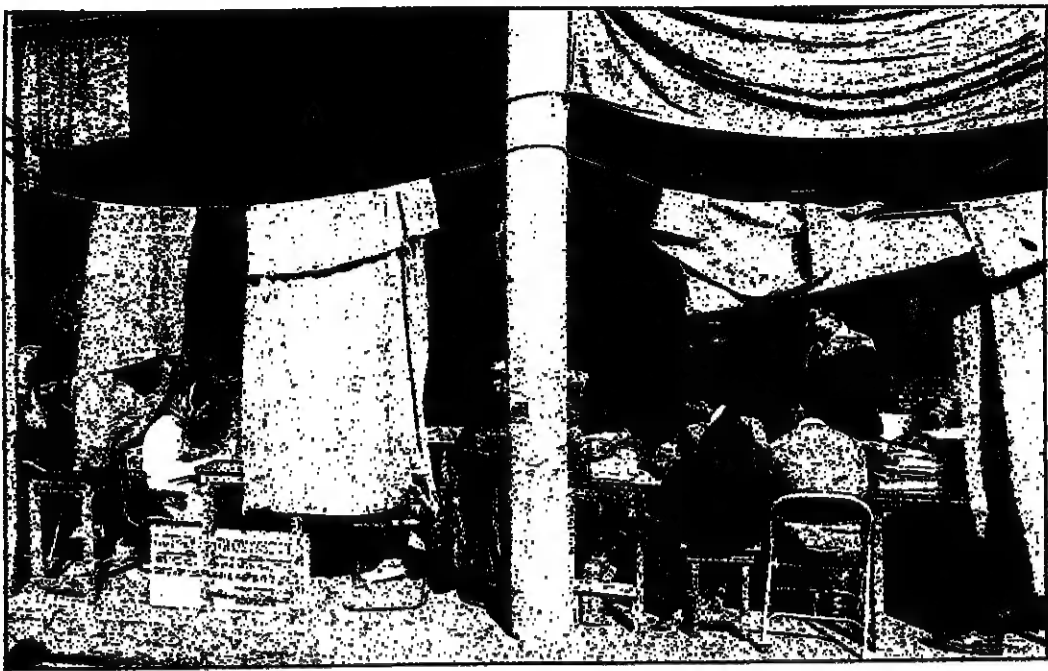
Täsch (1 450 m d'altitude), 5 km de Zermatt
ferroviaire au *dharmas* de Zermatt en
seulement 11 minutes (horaire cadencé).

Täsch le centre de ski de fond du *dharmas* de Zermatt
hôtels/appartements de vacances. *dharmas* -
tout confort!

Renseignements : *dharmas* du tourisme, CH 3929 Täsch
Tél : 1941 28 87 89 Fax : 1941 28 21 18

Le Monde PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT
Renseignements : 46-62-73-75

DÉCOUVERTE



de mica des enfants. La couleur des immeubles, cent fois délavés par la mousson, le côté médiéval des venelles et des marchés. Des vaches brouteuses de détritus regardent passer les trams scandaleusement surchargés. Des milliers de braseros embaument l'air humide d'un parfum aigrelet. La cohue se met en place vers 9 heures du matin et culminera, à la sortie des bureaux, vers 5 heures de l'après-midi.

Derrière sa machine à écrire, Shyamal M. me sourit. Il est de ces Indiens à la peau noire et à la barbe naissante. Dans son gilet de laine marron, rayé d'orange, il a l'air d'un étudiant tardif. En trois phrases à peine, sur un ton égal, il m'apprend qu'il est hindou de religion, brahmane de caste et qu'il gagne 2 000 roupies par mois

(700 francs). Son job d'écrivain public lui permet d'entretenir son jeune frère, son père et sa mère. Il habite à 17 kilomètres d'ici, à Panihati. L'idée de le suivre pendant une journée doit se lire sur son visage, car Shyamal se lève comme un ressort et pèle son matériel : « Allons-y ! »

Le chemin de la gare passe devant la grande mosquée bleue, Nakoda Masjid. Dans le vacarme de la circulation, mon guide improvisé essaie de me faire comprendre qui est qui : « Les pousse-pousse (rickshaws) sont tirés par des Biharis, les jains sont souvent bijoutiers, les Népalais font de bons jardiniers, les Chinois tiennent des restaurants, les Moghs sont recherchés comme cuisiniers... » Nous entrons dans ce qui ressemble à une propriété privée ou au campus d'un

collège anglais : la maison de Rabindranath Tagore. Nous nous déchaussons pour pénétrer dans la pièce carrée où est mort le poète. En bas, dans le patio, des étudiants de l'Ecole des beaux-arts jouent au badminton. Le gardien de l'endroit - installé au beau milieu d'une salle historique - regarde un match de cricket à la télé.

Course effrénée vers Sealdah Railway Station. Pour moi, peu habitué à la circulation à gauche et pas encore rompu à la corrélation urbaine de Calcutta, les taxis surgissent de partout : d'incroyables marchandises transigent à dos d'homme, de la chèvre vivante aux rouleaux de fil de fer barbelé. Nous remontons une manifestation d'employés qui réclament trois mois de salaire. Nous traversons un marché où s'entassent les

étoffes de couleur, les jouets en plastique et les effigies de Ganesh, le dieu à tête d'éléphant.

Nous attendons le train. Shyamal me parle de ses passions, la musique et la protection de la nature. Il joue du sarod et du sitar depuis huit ans. Deux heures par jour, au moins. Il aime les documentaires sur les animaux et les films de Bruce Lee. La lecture des journaux - *Bengali Daily*, *Bengali People*, *Ananda Bazar Patrika*, *Saturday and Sunday*, *The Statesman* - est plutôt, pour lui, un divertissement dominical. Il possède une paire de jumelles pour observer les oiseaux sur le Gange. Il a envie de visiter Rome, les pays d'Europe et surtout l'Afrique, « à cause de la vie animale ».

Le train arrive. Finies les confidences. Les voitures sont prises d'assaut, et une véritable rixe se déclenche entre ceux qui veulent monter et ceux qui souhaitent descendre. Les compartiments sont grillagés, si bien que j'ai l'impression d'être en cage - et compris dans un « panier à salade ». Shyamal m'explique : « Nous sommes en hiver. Les Bengalis sont très sensibles au froid (ne pas rire : il fait dix-huit degrés à l'ombre !), et les gens, qui l'été montent sur le toit des wagons, préfèrent maintenant voyager confortablement à l'intérieur. Tu comprends ? » Je comprends.

Panihati. Shyamal va chercher son vélo dans un hangar gardé par l'un de ses copains. Là encore, l'effet de nombre produit un petit vertige : il y a bien mille bicyclettes noires, style anglais, avec une grosse selle suspendue et le même timbre accroché au même genre de guidon ! L'extraction de l'engin dure bien cinq minutes, temps mis à profit par Shyamal pour convoquer un vélo-taxi. Nous montons

tous les trois - Shyamal, la bicyclette anglaise et moi - dans le sulky. Le côté colonial de l'entreprise me fait un peu honte, quoique je me souviens fort opportunément d'un propos de Roger Vailland : « Un marxiste dirait que l'instauration du pousse-pousse n'est ni réactionnaire ni progressiste en soi, mais selon son contenu dans un pays donné, à un moment donné », et l'Etat du Bengale-Occidental est précisément communiste aujourd'hui.

Nous traversons en devinant une sorte de village dans la ville. Les maisons sont basses, les rues étroites et sinueuses. Shyamal détaille son emploi du temps : « Je me lève à 5 heures du matin. Je fais du thé pour la famille, ensuite je vais me baigner à la rivière. Je mange. A 8 h 30, je pars pour Calcutta. Je tape : à raison de 5 roupies la page, tu vois, cela ne fait pas lourd... A midi, je mange deux bananes avec du thé au lait. A 5 heures, je quitte le trottoir et rentre chez moi. Je me lave à 7 heures, puis je joue de la musique ou regarde la télévision. A 10 heures, je me couche. Ici, il y a des millions de gens plus malheureux que moi... Regarde ce coin d'enfance, comme il est resté pur ! »

Le père me reçoit avec la dignité fatiguée d'un homme de soixante-huit ans. Il me présente sa femme, terrée dans sa cuisine et l'œil inquiet. La télévision débite des nouvelles. On s'assoit sur le lit. Thé au lait. Shyamal sort de sa besace un paquet d'encens : « Nous en brûlons quand nous écoutons des émissions religieuses. »

Nous visitons l'Onclé, qui possède une lettre manuscrite de Tagore, puis la sœur de Shyamal, qui, dans un demi-sourire navré, nous demande de l'excuser, car elle va brûler son beau-père.

Plus en confiance, j'interroge Shyamal sur le contenu des lettres qu'il dactylographie : « Des formidables, des demandes d'emploi... Imagine, la moindre annonce dans le journal reçoit des centaines de réponses. Les gens ne se rendent pas compte... J'ai beau leur expliquer qu'ils perdent leur temps et leur argent, ils ne comprennent pas. Il y a aussi les bureaux en panne de secrétaire qui s'adressent à nous, mais la photocopie nous fait beaucoup de tort. Et puis il y a la pitié... Quand il pleut, nous ne voyons personne. Des lettres d'amour ? J'en tape quelques-unes. A perte : car si elles sont sincères, je ne les fais pas payer et je dis aux gens : "Mieux vaut les écrire à la main." Quant aux lettres anonymes, adresse-toi à l'immeuble de brigues rouges qui ne cache pas sa raison sociale : Police Headquarters. »

Une promenade, nocturne presque, me fait découvrir une house garden anglaise au bord du fleuve. Palais délabrés et temples bouddhistes. Zébus sculptés. L'eau clapote sur la dernière marche d'un escalier en pente douce.

Une femme, droite dans un sari, assise à l'arrière d'un vélo-taxi, passe lentement au-dessus de nous. Le tilka ocre brille sur son front. Un léger bruit de roue libre l'accompagne.

Le temple de Kali, le Marble Palace, le mémorial à la reine Victoria, l'Oberoi Grand Hotel, le Musée indien ou le cimetière écossais ne remplacent jamais cette émotion-là. Tout près de Calcutta.

De notre envoyé spécial
Jacques Mennier

(1) Editions Payot.

VOYAGE

d'avocat des « intérêts de la communauté de Macuro ». Une fonction qui fait grincer les dents des autorités de Cumana.

Elba et ses amis, qui affirment compter sur le soutien de « 80 % de la population », ont fondé, en 1989, une association de résidents. Avenacuro, publient un bulletin ronéotypé, dénoncent les « combines et les carences des politiciens ». Tout est prétexte à querelle : la cantine scolaire, le projet de bateau-ambulance, le trafic de boîtes de lait, l'installation laborieuse d'une petite centrale électrique, le cours d'alphabétisation, les pièces détachées pour le bulldozer en panne. En septembre 1990, le cyclone Gabriel a lancé des vagues de 5 mètres de haut à l'assaut de cette côte. « Le don fait à cette occasion par Dona Blanca, la secrétaire du président Lusinchi, est allé on ne sait où », dit avec colère Elba. Passionaria de cette révolte latente, elle avoue des origines hindoues et irlandaises. Son mari, Eduardo, est, lui, d'ascendance argentine, ce qui contribue à alimenter la controverse aigre et non exempte de coups bas entre les deux camps.

Caravajal, Macuro ne célèbre pas le 6 août (date de l'arrivée de Colomb), mais le 12 octobre, anniversaire officiel de la « découverte ». La bataille atteint alors son plus haut niveau. Noblesse oblige ! A en croire Elba, Macuro a été occupé « militairement » le 12 octobre 1990 pour « empêcher les habitants de prendre la parole ». En représailles, le chargé de mission du gouvernement a été déclaré persona non grata par son association. L'année précédente, Macuro attendait l'arrivée d'un navire, le *Guanahani*, avec 300 étudiants espagnols à bord. Visite annulée. Raison avancée par les autorités : l'absence d'une jetée. « En réalité, dit encore Elba, on voulait cacher la misère et le dénuement de notre village... » Un certain capitaine Cristobal Colon de Carvajal devait être à bord du *Guanahani*. Il se disait descendant en ligne directe de l'amiral. Il arriva seul à Puerto-de-Hierro, où les officiers de la base navale l'avaient invité. Une délégation de l'association réussit pourtant à le joindre, lui remit une requête. Et Cristobal Colon de Carvajal, nommé « résident d'honneur », promit solennellement d'être désormais « l'ambassadeur de Macuro dans le monde ».

Depuis ce modeste succès diplomatique, l'association a décidé

d'adresser ses suppliques directement au gouvernement de Caracas et aux autorités espagnoles. « Macuro, affirme l'un de ces textes, est un lieu sacré de l'histoire universelle, un sanctuaire de la culture. » Mais le combat le plus rude sans doute qui va devoir affronter Elba est pour demain. Le projet portant le nom de code de Christophe Colomb prévoit l'exploitation du gaz sous-marin détecté à 30 kilomètres au large de la côte septentrionale de Paria. Les plates-formes de haute mer seront reliées par un gazoduc à Mejillones, puis à travers la cordillère jusqu'au golfe, à Mapiro. De là les tankers prendront la route vers l'Atlantique. C'est un projet dont les investissements sont estimés à 3 milliards de dollars et auquel sont intéressés Mitsubishi, Exxon et Shell, mais qui suscite des espoirs et des inquiétudes. Quelles conséquences sur l'écologie de cette région, dont la partie extrême-orientale devrait être déclarée parc national ?

Les compagnons écolos d'Elba ne sont pas les seuls à s'interroger. Tous les hameaux côtiers jusqu'à Rio-Caribe risquent d'être affectés par la pollution. Leur cadre est encore idyllique : des grèves de sable blanc ourlées de cocotiers, les forêts à portée de la main, des eaux cristallines. A Uquirité, ils sont de la mer et dans la mer, attrapant chaque jour de longs poissons argentés d'une dizaine de kilos. Les barques rouges et bleues, panseuses, sont échouées sur la plage. La plupart des hommes sont des mulâtres ou Noirs musculeux. Osvaldo, des bras et des cuisses d'haltérophile, médite lui aussi sur les nuages qui montent à l'horizon. Des pélicans plongent sur la réserve de sardines-appâts retenues dans un filet au bord du rivage. Des négroïdes se poursuivent en riant dans les vagues. Osvaldo hoche la tête : « Ici, il n'y a pas d'école, pas d'hôpital, mais on est heureux. Ce projet de gaz ne peut rien nous apporter de bon, sinon détruire la pêche. » Tous sont rentrés du travail. On mange un poisson grillé sur la grève. Quatre malabars jouent aux dominos. Des bouteilles de bière et de rhum vides jonchent le sol. Elmer fait la grimace. Il a un tricot de corps sale et déchiré, une barbe grise couvre ses joues maigres, un corps malingre. C'est l'épicier à tout faire d'Uquirité. Il crache dans le sable : « Ils gagnent bien, dit-il, mais ils boivent tout. »

Wilfried n'a pas d'état d'âme.

Cet Allemand solide et trapu est installé dans la péninsule depuis vingt-huit ans. A une demi-heure en jeep de Rio-Caribe, il dirige, à Rio-Medina, un club de plage sélect fréquenté par des diplomates et des hommes d'affaires. Quelques bungalows seulement, le calme, le confort, le rêve tropical.

Wilfried tourne la page. Il a vendu ses droits au Club Méditerranée, qui doit, en 1992, installer un hôtel-piscine-tennis dans la splendide cocoteraie de Rio-Medina. Qu'en restera-t-il ? Wilfried hausse ses fortes épaules. « Ils ont promis, dit-il, de respecter l'environnement. » Et il se lance lui-même

dans un projet de développement de la côte nord : « Un Cancun vénézuélien, précise-t-il, mais tourné vers l'écotourisme. » La mode, le mariage des contraires. La meilleure façon de protéger la forêt tropicale et de ne pas toucher ce que Wilfried a réussi, du moins jusqu'à présent. A quelques kilomètres de Rio-Medina, il

montre, avec fierté, sa « nouvelle plage », totalement sauvage celle-là, dans son écorce de cocotiers un peu bouclés par les alizés et une boue qui rappelle celle de Belle-Ile-en-Mer, côté grand large.

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

Le sel et les perles

CUMANA, port caraïbe, sent le goudron, le goudron et le poisson séché. Une cité plate, sèche, grande ouverte sur l'océan, sur les alizés et les cyclones, brûlée par un soleil blanc. Un pays de sable, de corail, de lagunes et de salines.

Celles de la péninsule d'Araya, au-delà du goulet qui s'ouvre sur le très harmonieux golfe de Cariaco, ont constitué l'une des principales richesses de la colonie. Pour la protéger, les Espagnols avaient construit une forteresse militaire spectaculaire, l'une des plus importantes de cette époque en Amérique. Santiago-de-Araya, servie par une garnison de 300 hommes et équipée de 45 canons, selon les chroniqueurs. Un ouragan submergerait les salines en 1725. Et les Espagnols décidèrent de faire sauter la forteresse inutile. Il en resta des pans de murailles disloqués que lèche la marée montante et qui accentuent l'aspect désolé de ce décor lunaire.

Le sel, mais aussi les perles. Le littoral de Cumana était connu, dans l'Espagne de la Découverte, comme la Côte des perles. De grands massacres ont été perpétrés à l'occasion des razzias organisées par les colons dans les villages indigènes à la recherche d'esclaves pour remplacer les plongeurs qui périssaient en grand nombre. Cette chasse à l'homme a provoqué, en 1520, le premier soulèvement contre les missions franciscaines de Cumana. Les prêtres survivants se réfugièrent à Cubagua, l'île des perles, un peu oublié aujourd'hui entre Araya et la grande île de Margarita qui a conquis une renommée internationale : charters, port franc, hôtels 5 étoiles, casinos, piscines. Un Majorque tropical, qui conserve encore, heureusement, des criques

et des collines parfumées dans son arrière-pays.

Cumana, c'est l'authenticité. Malgré ses allures de station balnéaire modeste et ses hôtels modernes de la baie d'Ensenada conquise sur la mer. Les visiteurs viennent de Caracas, des Etats voisins, de Puerto-Ordaz, sur les rives de l'Orénoque, où les hauts fourneaux embrasent le ciel de Guyane. Cumana est une bonne base de départ pour la visite des rivages austères d'Araya, de la baie parsemée d'îlots tropicaux, du parc national de Mochima, à l'ouest, et du golfe de Cariaco, à l'est.

Première colonie fondée par l'Espagne sur le continent sud-américain, Cumana, qui a gardé son nom indien, n'a sans doute pas le charme tropézien de Puerto-la-Cruz, ni la séduction tropicale de Carupano, porte d'entrée de la luxuriante péninsule de Paria.

Cumana est une ville au passé guerrier. On s'est beaucoup battu et autour de ce point d'appui stratégique de l'actuel Orient vénézuélien. En témoignent les restes de fortifications érigées sur de faibles éminences, qui devaient pourtant suffire aux gendarmes de l'époque pour embrasser tout l'horizon marin. Rien de comparable avec le réseau serré de murailles qui entoure la Carthagène colombienne. Mais cette terre disputée n'a pas connu moins de sièges, de razzias, de trafics d'esclaves, de vols et de tueries. Au dix-septième siècle, ses habitants, assaillis par les filibustiers anglais ou français, se réfugièrent dans le fort de Santa-Maria-de-la-Cabeza. Le castrillo de San-Antonio est plus imposant. Construit d'abord en adobe, en 1660, après la capture et la mise à sac de la ville par les

Frères de la côte (filibustiers), il résista à une tentative d'assaut des compagnons du pirate anglais Morgan. Détruit, ainsi qu'une grande partie de Cumana, par un tremblement de terre en 1684, San-Antonio fut reconstruit en utilisant le corail. Matériau employé également pour la forteresse de Santiago-de-Araya. Bartolomé de Las Casas, défenseur des Indiens auprès de la Couronne, fit une brève escale à Cumana. Il se proposait de pacifier le littoral des perles. Il trouva la région déserte. Les Indiens, révoltés, puis pourchassés, avaient fui à l'intérieur.

Tradition de lutte : pendant les combats pour l'indépendance au dix-neuvième siècle, Cumana leva sa propre armée pour affronter les troupes espagnoles et rééquiper la cité, brièvement reprise par ces dernières en 1812. Port de pêche, et de plus en plus de pêche industrielle, approvisionné par les armateurs de haute mer, Cumana est une nostalgie pour ces vieux marins au faciès tanné, cuit et recuit par le soleil, creusé de rides profondes. On les rencontre, mélancoliques et taciturnes, dans les criques du golfe de Cariaco, qui est en réalité une fosse de 1 200 mètres de profondeur, considérée comme un exceptionnel vivier. Le Musée de la mer, visité par le commandant Cousteau, illustre cette richesse. On y voit un énorme coelacanthe, des squelettes de baleines, de requins, de tortues, de pélicans, de barracudas, de poissons-épées, de langoustes géantes et de crabes-voleurs.

Les pêcheurs en deuil de Cumana, on les retrouve aussi au ferry de Margarita, à l'appontement rustique des chaloupes qui traversent le détroit d'Araya. Des

hommes rudes, secrets, photographiés avec sensibilité par Anabell Mendes.

Bolivier bien sûr. Sucre, maréchal d'Ayacucho et enfant du pays, tout comme Eloy Blanco, écrivain, poète et politicien : ce sont les gloires de Cumana. Bolivar a sa statue, sa place ombragée d'eucalyptus et de bougainvillées, ce qui est la moindre des choses. Sucre a une statue équestre et un musée. Ce militaire en uniforme d'empire napoléonien, élu premier président de Bolivie à l'âge de trente ans, assassiné à trente-cinq, avait un profil d'archange.

Andrés Bello Blanco (1896-1955) est né dans une casona typique, une demeure coloniale avec son patio, sa treille et sa fontaine en pierre. C'est un endroit frais dans la fournaise du centre. Mort dans un accident à Mexico, Eloy Blanco montre, lui aussi, un visage aigu et un regard tragique. Il a été au cœur de la vie politique. On le retrouve sur les photos jaunies accrochées aux murs passés à la chaux, souvenirs d'université, de réunions politiques et d'exil. Il est aux côtés de Romulo Betancourt et de Romulo Gallegos, deux anciens présidents de la République. Betancourt, jeune, pipe aux lèvres, qui portait déjà des lunettes à verres épais, lourdement corollées d'éclatilles, lui donnant un faux air de Sartre. Gallegos, écrivain classique inspiré par le pays profond. Deux hommes de grande classe, témoins et acteurs de leur temps, épiques dans un petit musée de province.

M. N.

Les photographies d'Anabell Mendes sont exposées dans le hall du journal, 15, rue Falguière, jusqu'au 10 avril.

مكتبة الانجلو

Les mystères du chateaubriand

UNE seule chose, à propos de ce plat de bœuf, est sûre. Il s'agit - Georges Chaudieu, de l'Académie de la viande, est formel - d'un « *apprêt réservé au filet de bœuf* ». Et Escoffier précisera qu'il faut prendre le morceau « *en plein cœur du filet* ».

Un morceau épais de 4 à 5 centimètres, ne dépassant pas les 300-400 grammes, grillé ou poêlé avec art, donc. Bien ! Mais ensuite ?

La majorité des historiens de la table assurent que sa préparation fut « *inventée* » par Montmireil (le Dictionnaire de l'Académie des gastronomes orthographe Montmireil), cuisinier de Chateaubriand, à qui il dédia sa recette. Mais on ajoute que l'on écrit quelquefois « *chateaubriand* », du nom de la ville de Loire-Atlantique où se tient encore le plus important marché de bœuf de l'ouest de la France.

Seulement voilà ! Je crois, moi, bien plus volontiers Modeste Magny, dont le restaurant (3, rue

de la Contrescarpe-Dauphine, aujourd'hui rue Mazet) fut, au siècle dernier, célèbre par ses fameux dîners littéraires organisés par Gavarni. Ce très grand cuisinier fut l'hôte des Goncourt, de Flaubert, de George Sand, de Théophile Gautier, de Tourgueniev, de Sainte-Beuve, d'Alphonse Daudet, de Zola (1), de Renan, de bien d'autres encore.

C'est chez Magny que Rossini imagina son fameux tournedos. C'est Magny qui créa une somptueuse purée (moitié pommes de terre, moitié beurre). C'est Magny dont les « *petites marmites* » faisaient courir le Tout-Paris des lettres et des arts. C'est Magny enfin, à son dire, qui créa, à la demande de M. de Chabrilan, un morceau de filet épais accompagné de sauce béarnaise et de pommes soufflées.

Mais Lionel de Moreton, comte de Chabrilan, mari de la danseuse-courtesane Célestine Mogador, et qui mourut, en 1859, consul général de France à Melbourne, n'était guère connu du populaire, et son



« *chabrilan* » devint vite le « *chateaubriand* ».

Mais le mystère s'épaissit encore quant à la recette exacte dudit chateaubriand. En effet, Joseph Fabre, dans son *Dictionnaire universel de cuisine*, nous

donne ce qu'il appelle la « *méthode originale* ». Il s'agit de creuser une ouverture au centre d'un épais beefsteak (sic !), et, dans cette poche, d'introduire un mélange poêlé d'échalotes hachées, de moelle de bœuf, de

ciboules ciselées, de sel et de cayenne. L'ouverture est alors fermée d'une aiguillette de bois, et la viande, grillée, est servie avec un beurre maître d'hôtel et des pommes nouvelles rôties. Voilà comment le mangeait M. de Chateaubriand, conclut Fabre, ce qui, si cela était vérité, ne serait à l'honneur ni du chef (Montmireil tu déraillais !), ni de l'auteur des *Martyrs* (ceux-ci étaient alors les dégustateurs du plat !).

Il est vrai que Fabre ajoute : « *Aujourd'hui, le chateaubriand se sert aux truffes, aux champignons, au beurre d'anchovy, etc.* ».

En vérité, l'intérêt du plat reste la fraîcheur, la tendreté, la cuisson exacte de l'épais morceau d'une viande excellente, égayé seulement d'un peu de sauce béarnaise et d'accompagnement assorti de pommes soufflées. Tel quel, il n'en est pas moins rare sur les cartes.

Le chateaubriand ? Je l'ai vu figurer récemment chez *Tante Louise* (1, rue Boissy-d'Anglas - à la maître d'hôtel), à *La Coquille*

(6, rue du Débarcadère - grillé et aux pommes mignonnettes), à *La Truite vagabonde* (17, rue des Baignoires - grillé sauce béarnaise), au *Petit Tonneau* (20, rue Surcouf - au poivre), à *La Grille* (80, rue du Faubourg-Poissonnière - poêlé), au Chateaubriand (125, rue de Tocqueville - poché au jus de truffes ou grillé), au *Grand Café Capucines* (4, boulevard des Capucines - bouquettière).

Mais ne vous laissez pas prendre à l'enseigne du Chateaubriand (avec un « *t* » celui-ci), au 23 de la rue de Chabrol. C'est un bon restaurant, mais... de cuisine italienne !

La Reynière

(1) Zola évoque, lui, dans *Pot-Bouille*, un filet de bœuf à la Chateaubriand que l'ancien bachelier et ses amis se font servir au *Café anglais*, à la *Tour d'Argent* (sic), en quelque sorte, de ce grand restaurant du boulevard au siècle dernier, Claude Terrail propose, du moins dans son livre des recettes de la Tour (J.-C. Lattès éditeur), le chateaubriand béarnaise.

ENTRE-METS

Bisque

A table à manger d'être de l'Hôtel Bristol, les incomparables, certes, toute visite, donnant sur les verdoyants d'un jardin secret. Mais celle d'hiver, que l'on dit avoir été le petit théâtre intime de l'hôtel particulier d'une belle de la Belle Époque, aux boiseries devenant ainsi historiques, est plus somptueuse encore.

Et il me plaît d'avoir relevé ici, sur la carte d'Emile Tabourdiau, un jeune chef « *meilleur ouvrier de France* », une bisque de homard aux morilles.

Parce que la bisque est à la fois symbole de la grande cuisine d'hier (un personnage de Zola ne dit-il pas à son hôte : « *Voilà, chère madame, une bisque qui vous ferait trouver grâce auprès de Dieu le Père si votre beauté ne suffisait déjà à vous assurer le Paradis* » ?) Et parce qu'elle est, aussi, une énigme historique.

Le mot ? Il qualifie un mets, donc. Mais aussi, au jeu de paume, l'avantage de 15 points. Et enfin la mauvaise humeur (du verbe bisquer).

Le Petit Robert le date de l'an 1576 et estime que le terme vient peut-être de la Biscaye. Pourquoi ? Est-ce que le plat moyenâgeux portant le nom de bisque avait un quelconque rapport avec un mets d'outre-Pyrénées ? En tout cas, la bisque, alors, n'avait rien de comparable avec l'élégant potage d'aujourd'hui. Le sieur Pierre de Lune qui dédia, en l'an 1656, son *Cuisinier au marquis de Mauregard*, conseiller du roi, donne la recette d'une « *bisque plate* » faite d'un bouillon de bœuf ou de veau avec croûtons, champignons, ris de veau, rognons de coq, jus de citron et pistaches !...

Et Vincent de La Chapelle, dans son *Cuisinier moderne* (1733) note que la bisque est « *le plus royal des mets royaux* ». Il est vrai que Boileau lui-même semblait envier cet heureux gourmand : « *... dont la mine fleurie / Semblait d'ortolans seuls et de / bisque nourrie* ».

Cette bisque d'autrefois pouvait même devenir interdite aux

malades puisque le vieux chapelain de François I^{er}, Meslin de Saint-Gelaix, rimait :

Quand on est fabricant / Madame on se trouve en risque / Et pour un assez long temps / De ne jouer à la bisque / De ne point manger de bisque / Si rude et si fâcheux risque / Que je bisque en y songeant !

La bisque, signalons-le, était un jeu de cartes appelé aussi « *mariage* ». Mais revenons à la bisque, cet aliment « *princier et financier* » comme édit Grimod. Il se « *réglémenta* » en devenant à la mode au dix-neuvième siècle, et ce fut la bisque aux écrevisses. Ces écrevisses dont Brillat-Savarin a dit que, s'il restait en ce monde une ombre de justice, on leur rendrait publiquement un « *culte de laïe* ». Ce qu'il convient de savoir est que, écrevisses ou homard, il faut ajouter les carapaces pilées au potage.

Au Bristol, on appréciera Pajout léger du parfum de la morille à la bisque de homard. Je

songeais, en la dégustant, au docteur Paul Rannin, auteur d'une *Myco-gastronomie* recommandant la morille des régions montagneuses, et qui se proclamait « *provincial et gourmet indépendant* ».

Nous étions deux convives et l'avons fait suivre d'un râble de lapereau en croûte de pommes de terre arrosé d'un gigondas 1988 (de chez Amadiou). C'est un vin mal connu, et pourtant cet AOC de Vaucluse, petit vignoble aux pieds des Dentelles de Montmirail, issu de grenache, syrah, mourvèdre et cinsault (quatre cépages « *colorés* »), est puissant, charpenté, mêlant épices et fruits à noyau à l'odorat. Il convient parfaitement à ce râble de lapereau et son originale prison de croûte de pommes de terre. Nous avions, en sortant de là, la mine fleurie envivée par Boileau.

L. R.

► Le Bristol, 112, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42-86-81-45.

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisance, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble,
téléphone direct, minibar.

06500 MENTON
HÔTEL VILLA NEW-YORK***
Logis de France
FORFAIT 501,00 F 7 J/7 Nuits
à partir de 1 550 F en 1/2 pens.
Chambres grand confort.
Douche ou bains, W.-C. Tél.
TV couleur, climatisées,
vue panoramique. Jardin exotique.
Parking clos. La tranquillité
à 100 m des plages.
Doc. : Tél. : 93-55-78-69
Fax : 93-28-55-07.

Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF***
(3 km de Biarritz)

« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en chambres-studios
équipées tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)
Prix par personne : 770 F la semaine
en occup. double.
valable du 1-11-91 au 28-03-92

Tarif moyenne saison.
Valable du 28 mars 92 au 30 mai 1992
Prix par personne : 1 085 F la semaine
en occup. double

Service de petits déj. et repas du soir
sur demande

Forfaits golf et cure thermes marins,
en option

Navette aéroport
104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. rés. : 59-53-15-16
Tél. : 573 412. Fax : 59-53-11-23.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Été-hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublés, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-83-08
et **L'HÔTEL LE BEAUREGARD**,
tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 380 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-866.

Suisse

LEYSIN
Alpes Valdoises
HÔTEL SYLVANA***
Pour vos vacances d'hiver, situation
exceptionnelle à 50 m des pistes de ski.
Chambres tout confort.
Prix demi-pens. selon saison Fr S 71,-
à 90,- (env. FF 285,- à 360,-) 11 comp.
Fam. Bonelli. Tél. 19-41/23/34-11-36.
CH-1854 Leysin.

St-MORITZ (Engadine)
Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7000 St-MORITZ - Tél. 1941 822 11 51
FAX 3 27 38

TOURISME
AUTRICHE-GSTTYROL
SÉJOUR LINGUISTIQUE DE NEIGE
du 1^{er} au 13 mars 1992
Enfants et adolescents de 7 à 18 ans.
Accueil individuel en famille.
Prix : 4650 F comprenant :
- Pension complète, cours de ski,
animation ;
- Encadrement, voyage A.R. en train.
Association EUROPE RENCONTRES
ET ÉCHANGES : (1) 43-38-79-37.

novotel créteil
FORMULE AUTOMNE/HIVER
Un plat du jour
un dessert, un café
25 cl. de beanojolais
110 F
(taxes et service
15 % compris)
rue Jean-Gablin
RN 186
94034 CRETEIL CEDEX
Tél. : 42-07-91-02

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-75

GASTRONOMIE
Relais Ballman
HOTEL CLAUDE-BALLMAN
GASTRONOMIE D'EXCEPTION
DINERS (Plein dîner, 100 F)
77, rue François I^{er}, PARIS 8 - Tél. 47 23 54 42

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.
Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 8 h du matin.
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de poissons et de langoustes.
18, place de Clichy Paris 8^e
Réservation : (1) 49 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 83 10

CHEZ HANSI
L'Alliance de l'Asie dans le bon goût.
1, avenue du 16-Juin-1940 Paris 16^e
Anglo-Mexicain-Lux de l'Asie
Réservation : (1) 45 48 98 42 - Fax : (1) 45 44 55 48

les meilleurs escargots de Paris
Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Ayez-en toujours d'avance. Sauf le lundi, de 8 h 30 à 20 heures et le dimanche de 9 heures à 13 heures. 79, rue Fondary (15^e). M^o Emile-Zola, bus 80. Tél. : 45.75.31.08.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Beaulieu »
92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus -
Documentation LM sur demande à M. Bouchard Père & Fils au Château Beaulieu 79 - 21202 BEAULIEU CEDEX
Tél. 80-22-14-41 - Tél. Bouchard 350839 F

* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

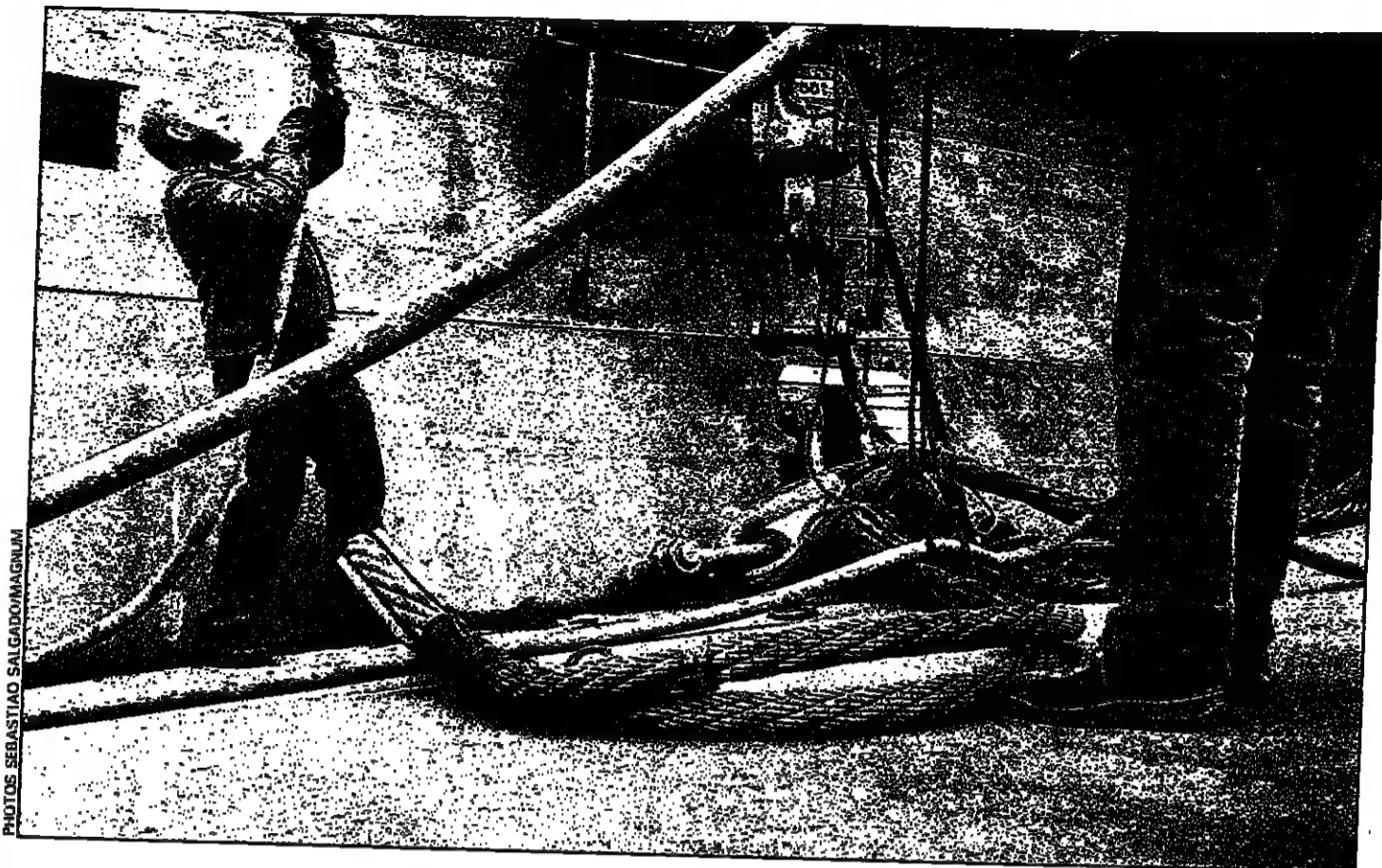


PHOTO: SEBASTIAN SALGADO/AGF

Brest soude le « Charles »

A Brest, son nom de code, c'est le PAN, le porte-avions nucléaire. Les hommes de l'arsenal, eux, l'appellent le « Charles ». Toute une ville construit le Charles-de-Gaulle.

« Que fait un ouvrier de l'Arsenal s'il tombe à l'eau ? — Il enlève les mains de ses poches.

— Et si malgré ça il se noie, que fait-on une fois qu'on l'a repêché ? — On lui remet les mains dans les poches pour faire croire à un accident du travail. »

Cette galéjade brestoise qui court naguère dans les bars de la rue de Siam à l'heure où les buveurs de vent se transforment en buveurs de cidre aurait ravi Pagnol. Quand ils se penchent au-dessus de la Penfeld depuis le pont de Recouvrance pour observer les battements de leur arsenal, les Brestois, décidément pourvus d'une solide bonne humeur, parlent encore de « vivier à dormeurs ». Et il n'est pas certain que l'allusion s'adresse uniquement aux énormes bêtes de guerre qu'on imagine tapies à demi somnolentes sur le sable au fin fond de la rade.

Brest compte au moins deux villes. Chaque matin la ville haute — la ville blanche née après 1945 sur les ruines de la guerre — se vide pour aller remplir la ville basse autour de la Penfeld, qui relève du domaine militaire, où l'on pénètre d'un badge après avoir franchi un poste de gendarmerie. Et la ville basse reste étrangement morte, comme dans une séquence du *Silence*, de Bergman, lorsque à la tombée du jour les travailleurs remontent dans la ville haute. La nuit n'est plus troublée alors que par le glissement invisible et parfois inquiétant d'une embarcation.

Et l'on peut s'étonner que les lignes écologistes ne soient pas plus virulentes. La filière est interdite — autrefois l'accès était libre — sur les rives d'où s'élançaient l'*Astrolabe* et la *Boussole*, les vaisseaux de La Pérouse; pourtant, à l'embouchure de la rivière, où l'on a un superbe point de vue au ras des flots, la vaste pelouse qui sert d'hélicoptère sous les fenêtres de la préfecture maritime n'a sûrement pas un grand intérêt stratégique.

Chateaubriand venait souvent

là. « Assis sur quelque mât qui gisait le long du quai », dans la « saïne » odeur du goudron au milieu des calfs qui assenaient de grands coups de marteau sur les coques, des cordiers qui filaient des câbles, des prostituées ou de longues files de forçats accablés qui tentaient de vendre leur camote, des tabatières ou des bombonnières en coco, il laissait vagabonder son esprit, qui « se remplissait d'idées vagues sur la société, sur ses biens et ses maux ». Alors la tristesse l'envahissait. Se levant, il remontait les rives de la Penfeld jusqu'à un vallon d'arbres où ne lui arrivait plus que « le murmure confus de la mer et de la voix des hommes ». Là il tombait « dans la plus profonde rêverie », que seul interrompait le son du canon d'un vaisseau qui mettait à la voile : « Alors je treillisais et des larmes me mouillaient les yeux. »

La marine a tiré le rideau. Les Brestois ne peuvent lui en vouloir. Elle fait vivre la ville. Le ministère de la défense verse quelque cinquante mille salaires, y compris ceux des retraités et des pensionnés, ce qui veut dire qu'il fait vivre plus de cent mille habitants à Brest et dans ses environs.

Mais, contrairement à ce que l'on pense, la première entreprise brestoise n'est pas la marine, mais la Direction des constructions navales (DCN), qui est en quelque sorte la structure industrielle de l'arsenal et qui, avec sept mille emplois (huit mille en tenant compte d'une sous-traitance permanente), constitue la seconde entreprise bretonne, après Citroën, à Rennes. La DCN de Brest a injecté en 1991 quelque 1,8 milliard de francs tant en salaires (1,1 milliard de francs) qu'en sous-traitance à l'économie locale. Elle assure surtout la maîtrise d'œuvre du porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle* — on dit à Brest le « PAN », — dont la coque commence à émerger entre quatre énormes grues de levage au-dessus des bassins de Laninon.

A quelques pas de la célèbre base sous-marine de la Kriegsmarine construite par les Allemands pour abriter les U-Boot, cible des Alliés, qui détruisirent tout Brest sans jamais l'atteindre et dont le temps aujourd'hui a finalement raison du béton, qui s'en va en lambeaux, tout le gratin de la flotte française est sorti des entrailles de ces deux bassins de Laninon depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Au total quarante et un bâtiments (soit un tonnage de 257 000 tonnes), portant des noms de fiers-à-bras ou de monstres



sacrés de notre vaillante histoire gauleuse, du *Clemenceau* à la *Jeanne-d'Arc* en passant par le *Colbert*, récupérés à l'occasion pour fêter l'orgueil national.

Le bureau du patron du chantier, ingénieur principal de l'armement Bertrand Rayssiguier, ressemble à celui d'un modeste fonctionnaire de sous-préfecture qui n'oublie pas de ranger ses plumes et ses crayons à la tête de ses dossiers. Ici, pas de rideau protecteur, de secrétaire manucurée. Il règne dans les couloirs de la DCN de Brest un calme de pensionnat où l'on semble attendre la cloche libératrice de la récréation. L'armée dans sa grande rue industrielle n'a pas encore

— et ce n'est pas pour déplaire — les tics et les gadgets des managers fausement pressés dont l'agitation est inversement proportionnelle à l'efficacité. C'est de ce bureau directeur anodin pourtant — à proximité se trouve la cellule de pilotage, truffée d'ordinateurs — que partent les ordres pour un chantier qui pèse la bagatelle de 14 milliards de francs. Un chantier qui étonne par « à la fois son côté high tech et son côté construction de cathédrale avec une grosse charge affective », dit Bertrand Rayssiguier. Bien que la finalité de l'opération ne soit pas des plus spirituelles.

On coucherait sans peine quelques tours de la Défense dans la gigantesque cale de construction. Un treillis d'échafaudages court le

long de la coque, où des escouades de soudeurs encapuchonnés et lunettés, chirurgiens de la ferraille, piquent le grand corps, qui rejette des gerbes d'étincelles, l'anesthésiant pour les épreuves futures. Les 13 000 tonnes actuelles du navire — il en pèsera 36 000 en fin de chantier — reposent sur trois lignes de tins, des cales de bois posées simplement sur des plots de béton. On quitte volontiers ces lieux inhospitaliers pour pénétrer dans l'antre de Jonas.

La marine est généralement hantée par ce problème délicat : il lui faut concentrer un maximum d'équipements et d'humains dans un minimum d'espace. Et dans un espace clos. Elle travaille dans des ambiances cavernicoles. L'ingéniosité qu'elle a déployée dans ce domaine a inspiré ceux qui ont creusé la ligne Maginot. Il lui faut ici dans cette carcasse d'acier faire rentrer deux mille hommes, une quarantaine d'avions avec leur équipement de réparation, les instruments de la guerre classique et électronique, les appartements d'un amiral et deux chaudières nucléaires — c'est la première fois qu'un bâtiment de surface en est équipé — pour propulser cette ville flottante.

Après avoir jeté le tout dans un ordinateur, il semblerait que chacun trouve sa place : « Ce projet exige à la fois la maîtrise des grands choix comme la disposition des volumes ou des espaces, mais

aussi la réussite des détails, parce que deux mille hommes vont y vivre quarante ans. Nous n'avons pas le droit de « loucher » les détails de la vie quotidienne; au temps de la marine en bois on logeait le matelot là où il restait de la place, il n'en est plus question. Pour le mobilier, par exemple, nous avons fait appel à des designers. Nous avons organisé une exposition, à laquelle nous avons convié les futurs utilisateurs. Nous avons finalement opté pour une ligne futuriste, mais sans agressivité », dit Bertrand Rayssiguier. L'informaticien est la grande maîtrise de ce chantier. Elle convient parfaitement à l'art militaire, qui excelle dans l'organisation millimétrée du quotidien comme du désordre et de l'humain. Chaque élément du navire est répertorié dans une base de données qui ne compte pas moins de deux cent mille équipements. L'outil informatique sera intervenu à chaque maillon de la chaîne, depuis le dessin de la coque jusqu'au simple découpage de la tôle. Comme il interviendra ultérieurement dans la navigation, grâce au système SATRAPE, chargé de veiller sur la stabilisation de la plateforme, merveille dit-on d'ingéniosité franco-française, et dans les systèmes de combat.

Le monstre en gestation sorti des logiciels, à mesure qu'il se carapace, qu'il revêt son armure, distille déjà une certaine inquiétude dans le vacarme des tôles et l'odeur acide des soudures. Ici, les chambres des réacteurs, protégées comme des sarcophages; là une chambre forte pour les documents secrets; là encore, les salons de l'amiral; pour des soirées galonnées; et puis les chambres, dont le nombre des occupants augmente au fur et à mesure que l'on descend dans la hiérarchie; enfin l'hôpital, avec ses salles d'opération et ses laboratoires. Au total, quelque deux mille cinq cents locaux, au seuil desquels les ouvriers du chantier, pour se reconnaître dans ce dédale, ont écrit maladroitement à la craie leur future destination. Pour l'instant chambres vides, mais déjà chambres froides, chambres aveugles, coursives sans perspective, pour des hommes privés de regard, à la respiration comptée.

Maintenu dans sa fosse, le futur « gardien des mers » pour l'heure est aux mains des corporations traditionnelles, charpentiers, tôliers, soudeurs, meuleurs, grutiers, chaudronniers, forgerons, échafaudiers — on pourrait citer pas moins de quatre-vingt métiers, — qui tournent autour de la coque et des

structures dans des conditions de travail parfois très éprouvantes, avant l'arrivée des spécialistes les plus raffinés de l'armement et des docteurs Folamour. Un chantier paradoxalement qui fait peu de bruit et semble noyé au milieu des activités de l'arsenal. Cinq cents personnes travaillent actuellement sur le site, dont trois cent cinquante ouvriers de l'arsenal et cent cinquante sous-traitants brestois; cinq cents autres environ, notamment dans les différents établissements de la DCN en France, sont également mobilisés sur le projet.

« Le bâtiment doit faire 261,5 m. Il le fera. Point final. J'ai été charpentier, tôlier. Il y a des gens qui travaillent au centième, au millième, moi je travaillais « juste »... J'ai déjà fait le Foch et la Jeanne... Ce bâtiment, j'en suis fier, il va représenter la France. Les ouvriers qui montent dessus, ils oublient tout ce qu'ils ont fait avant, et dans trente ans ils diront : je travaillais sur le Charles », dit avec passion Henri Le Four, ancien conseiller municipal de Brest, qui fait aujourd'hui visiter le chantier. Certains ouvriers, paraît-il, dans une saute d'affection, signent de leur nom ou de leurs initiales les tôles qu'ils ont assemblées ou découpées, et l'homme ici qui a soudé la première tôle au départ de l'aventure, un homme au regard sans détour, est respecté.

A quelques mètres de là, il y a un peu plus de deux siècles, durant le printemps 1783, les deux vaisseaux de La Pérouse furent grésés avec la même méticulosité et le même enthousiasme...

De notre envoyé spécial Régis Guyotat

► Visites de l'arsenal. Du 1^{er} juillet au 15 septembre, la préfecture maritime organise, à l'intention du public de nationalité française, des visites d'une partie de l'arsenal et d'un bâtiment de guerre. Se présenter à la porte de la Grande Rivière. Visites de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures; en toutes les demi-heures, en groupes avec un guide bénévole. Durée : une heure. La visite est gratuite.

En dehors de cette période, des visites peuvent être organisées pour les groupes, en contactant soit le service des relations publiques de la préfecture maritime (tél : 98-22-11-82), soit l'office du tourisme de Brest (tél : 98-44-24-36). Dans ce dernier cas, la visite est payante.